

**pour une meilleure adaptation des peines  
réformatrices à la lutte contre la récidive**

# ROBERT SIMONNET

JURY... { Président : M. HUGUENEY, *Professeur*  
Suffragants..... { MM. BLONDEL, *Agrégé*  
FLOUR, *Chargé de Cours*



1934



Digitized by the Internet Archive  
in 2026





**DU ROLE DU JUGE  
DANS L'EXÉCUTION DES PEINES**



**pour une meilleure adaptation des peines  
réformatrices à la lutte contre la récidive**

ROBERT SIMONNET

JURY... { Président : M. HUGUENEY, Professeur  
Suffragants..... { MM. BLONDEL, Agrégé  
FLOUR, Chargé de Cours



1934



*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE.  
A MA MÈRE.



## ERRATA

---

- Page 12, ligne 5. *Au lieu de* : tel quels, *lire* : tels quels.
- Page 25, ligne 15. *Au lieu de* : échaper, *lire* : échapper.
- Page 26, ligne 17-18. *Au lieu de* : ne pas compromettre, le réveil..., *lire* : ne pas compromettre le réveil...
- Page 56, ligne 2. *Au lieu de* : l'unité direction, *lire* : l'unité de direction.
- Page 71, ligne 14. *Au lieu de* : Cette lois..., *lire* : Cette loi...
- Page 75, lignes 26-27. *Au lieu de* : et le Code criminel, en énonce le principe, dans son paragraphe 40, *lire* : et le Code criminel en énonce le principe dans son paragraphe 40.
- Page 83, ligne 18. *Au lieu de* : Son Excellence Roco, *lire* : Son Excellence Rocco.
- ligne 21. *Au lieu de* : est de plus, en plus apparue, *lire* : est de plus en plus apparue.
- Page 86, ligne 6. *Au lieu de* : Magistrature et Administration pénitentiaires, *lire* : Magistrature et Administration pénitentiaire.
- Page 87, ligne 15. *Au lieu de* : Au Brésil, le juge de la condamnation contrôle l'exécution de la peine et pendant toute sa durée, il conserve la juridiction sur le condamné, *lire* : Au Brésil, le juge de la condamnation contrôle l'exécution de la peine et, pendant toute sa durée, il conserve la juridiction sur le condamné.
- Page 113, lignes 20 et s. *Au lieu de* : Il y a tout un état-major si l'on peut dire, spécialisé : gardiens-chefs... et toute une hiérarchie d'autorités : inspecteurs, directeurs, *lire* : Il y a tout un état-major si l'on peut dire, spécialisé, et toute une hiérarchie d'autorités : inspecteurs, directeurs, gardiens-chefs, etc...
- Page 115. *Au lieu de* : Dans ce cas, ou bien ce sera l'utilisation des incompétences, ou bien les magistrats se transformeront en administrateurs et gardiens de prisons et ce ne seront plus des magistrats. Dans ces deux cas, ce n'est pas le but poursuivi, les partisans..., *lire* : Dans ce cas, ou bien ce sera l'utilisation des « incompétences » ou bien les magistrats se transformeront en administrateurs et gardiens de prisons et ce ne seront plus des magistrats ; dans les deux cas ce n'est pas le but poursuivi. Les partisans...

- Page 121, ligne 26. *Au lieu de* : dans l'exécution des peines ; *lire* : dans l'exécution des peines.
- Page 126, ligne 23. *Au lieu de* : et que ce serait la surcharger d'attribution « qui lui prendraient... », *lire* : et que ce serait la surcharger d'attributions « qui lui prendraient... »
- Page 131, ligne 16. *Au lieu de* : principalement par des enseignements..., *lire* : principalement par des renseignements...
- Page 132, ligne 26. *Au lieu de* : et des rapports émanent tant du ministère public..., *lire* ; et des rapports émanant tant du ministère public....
- Page 137, ligne 18. *Au lieu de* : ses attributions de gestion matérielle et d'ordonnateurs..., *lire* : ses attributions de gestion matérielle et d'ordonnateur....
- Page 138, ligne 16. *Au lieu de* : et laissant entière la parti théorique..., *lire* : et laissant entière la partie théorique...
- Page 146, lignes 1 et 2. *Au lieu de* : M. le conseiller Barrigue de Montvalon, *lire* : M. le conseiller de Barrigue de Montvalon.
- Page 156. *Au lieu de* : (1) Revue Pénitentiaire, 1932, p. 194, *lire* : (1) Revue Pénitentiaire, 1932, p. 183.
- Page 171, ligne 22. *Au lieu de* : et de tous les détenus..., *lire* : et tous les détenus..
- Page 180, ligne 2 et 3. *Au lieu de* : l'unité de l'œuvre de redressement et de reclassement serait assurés, *lire* : l'unité de l'œuvre de redressement et de reclassement serait assurée....
- Page 184, ligne 20. *Au lieu de* : qui paraît comme telle au premier abord, *lire* : qui apparaît comme telle au premier abord.
- Page 191, ligne 10. *Au lieu de* : possibilités, *lire* : possibilités.
- Page 193, ligne 20. *Au lieu de* : l'administration pénitentiaire, *lire* : l'Administration pénitentiaire.
- Page 197, ligne 4. *Au lieu de* : et faisant intervenir, *lire* : et en faisant intervenir.
-

## INTRODUCTION

---

Dans les sociétés modernes, l'Etat, qui tend, avec plus ou moins de raison suivant les opinions, à s'agréger toutes les activités, monopolise la répression.

C'est peut-être le champ d'action parmi ses multiples activités, qui est le moins discuté et même qui lui est très généralement reconnu sans conteste.

Actuellement, en effet, ce n'est qu'avec son consentement ou sa tolérance que s'exerce le droit qu'ont certaines individualités ou corporations limitativement fixées par les textes légaux, d'exercer des sanctions disciplinaires ou d'allure plus nettement pénales.

L'Etat, qui constitue la force organisée et collective, mise au service du droit, a, au point de vue spécial de la répression, un *pouvoir de punir* en fait illimité. Mais il l'exerce dans des conditions qu'il se trace lui-même, à l'avance dans sa législation. Et comme, suivant l'expression d'HERING, « le droit est la politique du pouvoir », le droit de punir est le pouvoir de punir de l'Etat, limité par le droit.

Ce qu'il convient donc de remarquer tout d'abord, c'est que l'Etat, qui est responsable du bon ordre

public compris dans son sens le plus large, dispose dans nos sociétés modernes du monopole des sanctions; que si ce pouvoir de punir est limité par le droit, cela ne diminue en rien la responsabilité de l'Etat ni ses pouvoirs, étant donné qu'il est maître de toute la législation qui elle-même est à la base du droit moderne. Par conséquent l'Etat reste entièrement responsable du bon ordre et de la sécurité publique.

---

## SECTION I

### **La décroissance réelle de la criminalité et l'accroissement moderne de la récidive.**

---

On est amené à juger de la valeur de la solution donnée par toute législation à la question pénitentiaire à ses résultats.

En France nous avons la chance de trouver un instrument excellent au total, malgré les critiques que l'on a pu formuler à son encontre, et qui nous permet de mesurer l'efficacité de notre système pénal, c'est la statistique pénitentiaire publiée par les soins du Ministère de la Justice.

Or, de l'examen de la statistique criminelle fran-

çaise il se dégage deux faits qui éclairent le problème moderne de la répression.

GARRAUD dans son *Traité de Droit Pénal* dans son chapitre sur la statistique en a fait la constatation en ces termes :

« D'un côté, c'est la *marche progressive et parallèle de la criminalité et de la récidive*.

« De l'autre, c'est le *manque de proportion entre l'accroissement de la récidive et celui de la criminalité* » (1).

A première vue si l'on compare les chiffres bruts fournis par la statistique de 1826, à ceux de la statistique actuelle, on constate que le nombre des crimes poursuivis ou plus exactement des infractions déférées aux cours d'assises, a diminué de moitié. Mais, d'autre part, le nombre des délits, c'est-à-dire des infractions moins graves, déférées aux tribunaux correctionnels, a triplé depuis la même époque.

Que convient-il de penser de cette constatation :

« Cette sorte de bascule, écrit GARRAUD, entre la grande et la petite criminalité, la diminution de l'une, corrélative à l'augmentation de l'autre, est-elle un signe de notre nivellement social? Est-elle un fruit de cette démocratie envahissante, qui, entre autres inégalités, diminuerait, de jour en jour, la distance qui sépare l'honnête homme du criminel? De même que le *génie*, le *grand crime* deviendrait-il rare et se répandrait-il, en monnaie de *délits*, dans nos sociétés modernes? » (1).

---

(1) GARRAUD, *Tr. de Droit Pénal*, tome 1, 3<sup>e</sup> éd., p. 26.

En réalité il faut se garder de conclusions hâtives, mais examiner à quoi les chiffres que nous fournissent les statistiques correspondent.

L'on s'aperçoit vite que les chiffres actuels et ceux de 1826 ne peuvent être comparés tel quels.

En effet, les indications fournies sous les mêmes rubriques, à un siècle de distance, ne correspondent plus aux mêmes réalités. C'est que si la plupart du temps les textes légaux n'ont pas varié, les usages et les mœurs ont peu à peu évolué.

Ainsi la diminution du nombre des crimes est dans la réalité plus apparente que réelle: c'est que si la qualification légale des infractions déférées aux cours d'assises est restée sensiblement inchangée, certains procédés viennent bouleverser les résultats; procédés irréguliers peut-être, mais qu'un usage constant a en quelque sorte consacré et qui sont connus sous le nom de *correctionnalisation*.

La gravité de certaines infractions qui choquent particulièrement la conscience populaire n'est pas susceptible d'atténuation et ces infractions ne peuvent pas ne pas être déférées à la cour d'assises; il en est ainsi pour l'assassinat, le meurtre, l'incendie. D'autres par contre ont une nature moins nette, tels sont le vol, l'abus de confiance, le faux en écriture privée; si l'on retient ou non une circonstance aggravante, l'on se trouve légalement en présence d'un crime ou d'un délit. Or, étant donné la tendance facheuses qu'ont les magistrats populaires en présence de faits relativement peu graves d'acquitter par crainte d'un châtiment trop sévère, les Parquets et les Juges d'instruc-

tion ont été amenés, pour arriver à une justice plus équitable, à préférer la répression moins bien armée, mais jouant à coup sûr, des tribunaux correctionnels à une impunité presque certaine devant le jury; et pour cela fermant volontairement les yeux sur les circonstances qui constitueraient le fait en crime, ils renvoient l'affaire devant les tribunaux correctionnels.

Ce procédé pratique de « dénaturation », selon l'expression de GARRAUD, a précédé et préparé la réforme accomplie en 1863, par laquelle un certain nombre d'infractions sont passées de la catégorie des crimes dans celle des délits.

Si l'on a soin de tenir compte de cet état de chose en quelque sorte extra légal, on ne tarde pas à constater que les faits présentant franchement les caractères de crimes bien loin de diminuer de moitié ont une tendance nette à l'augmentation. Et l'on arrive même à cette constatation que si le nombre des crimes punis, comme le meurtre et l'assassinat qui échappent par leur gravité à la correctionnalisation, n'a pas augmenté, par contre le nombre des meurtres et assassinats impoursuivis s'est accru dans une proportion très notable depuis un siècle.

Si l'on passe maintenant à l'examen du nombre des infractions classées dans la rubrique des délits on ne peut non plus, d'emblée, établir une comparaison utile entre le niveau de 1826 et le chiffre actuel.

D'une part, en effet, il résulte des observations ci-dessus, qu'il faudra commencer par déduire tous les crimes correctionnalisés, et, d'autre part, il faut tenir compte de ce qu'un très grand nombre de faits

impoursuivis par le Code pénal originaire, ont été, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et à notre époque, érigés en délit.

De sorte qu'au total, la balance des délits, à un siècle de distance, est beaucoup moins défavorable qu'un examen rapide ne pourrait le faire croire.

Quoiqu'il en soit, tout calcul fait, les rapports de la chancellerie sont cependant amené à constater que la criminalité a progressé depuis cent ans.

D'une part, la grande criminalité n'a pas subi la diminution qu'elle présente apparemment, et d'autre part la délinquance proprement dite a effectivement augmenté et l'on arrive à cette constatation affligeante qu'aujourd'hui en France, toutes choses égales d'ailleurs, il se commet environ deux fois plus de crimes et de délits qu'en 1826.

« Voilà le fait brutal, indéniable, disait GARRAUD en 1910. Mais la statistique, qui le révèle, explique, en même temps, sa cause immédiate, et donne, à cet abaissement douloureux de la moralité sociale, sa véritable physionomie: 1°) Sur 100 accusés ou prévenus pris au hasard, parmi ceux qui comparaissent devant nos tribunaux de répression, près de la moitié sont des repris de justice. 2°) La marche ascendante de la récidive a été absolument régulière; si elle n'a subi, jusqu'en 1892, aucun temps d'arrêt, elle n'a présenté non plus aucune oscillation brusque: c'était un flot qui montait avec la régularité d'un phénomène naturel. Depuis, la récidive n'a cessé de descendre. Cette diminution coïncide avec l'application de plus en plus développée de la loi du 21 mars 1891 sur le sursis, dont l'habile et salutaire clémence rend la

menace de l'emprisonnement plus efficace bien souvent que son exécution » (1).

De cette comparaison, il résulte donc que l'accroissement de la criminalité générale est essentiellement dû à l'accroissement de la récidive, puisque, si l'on éliminait d'une manière satisfaisante le contingent des malfaiteurs d'habitude, la criminalité diminuerait du même coup de moitié.

« Ce sont les mêmes individus qui commettent toujours les mêmes crimes » (1).

Que faut-il conclure de ces constatations alarmantes ? D'une part l'allure nouvelle de la criminalité, et d'autre part, et c'est ce qui nous intéresse : notre système de répression se révèle comme inefficace parce que pas adapté. C'est ce que constatait déjà en 1885, le Garde des Sceaux dans son rapport au Président de la République : « l'inefficacité de la peine, au triple point de vue de la correction, de l'intimidation et de l'exemple, ressort chaque jour davantage des indications de la statistique » (1). Ce sont donc les déjà condamnés qui forment la grosse majorité des individus traduits en justice. C'est donc, d'une part, que si la répression est inefficace pour corriger, elle est certainement efficace pour corrompre les délinquants et que, d'autre part, le problème pénitenciaire moderne verrait sa gravité singulièrement atténuée si la question de la récidive était résolue de façon satisfaisante.

---

(1) GARRAUD, *Tr. de Droit Pénal*, tome 1, 3<sup>e</sup> éd., p. 27.

## SECTION II

**Les fonctions de la peine.**

Une observation même aussi rapide que celle-ci suffit donc à révéler l'échec de notre politique pénitentiaire.

Or cette augmentation de la criminalité est due, nous l'avons vu, essentiellement à une augmentation de la récidive. Il apparaît ainsi nettement que ce n'est pas tant notre Code pénal ou notre Code d'instruction criminelle qui ne remplissent pas leur rôle, mais que le mal vient bien plutôt de l'application défectueuse des peines qui sont prononcées. C'est la répression qui est inefficace et nous sommes tout naturellement amenés à nous poser cette question, à savoir quel est donc le but assigné à la peine dans le droit moderne : c'est la question de la fonction de la peine.

La peine a-t-on dit se présente originairement comme une *réaction sociale* contre un *acte anti-social*. La peine ainsi comprise n'a pris vraiment son aspect juridique, sous lequel depuis longtemps on a été amené à la considérer, que du jour où elle fût organisée et fixée par l'Etat souverain.

De nos jours la peine a nettement acquis le caractère de *sanction* depuis qu'elle consiste en un mal, infligé au délinquant, à raison de sa désobéissance à

l'ordre ou à la défense de la loi. Ce mal consistera dans la lésion d'un bien juridique qui appartient au délinquant; l'on frappera l'individu reconnu coupable, dans son intégrité corporelle, son patrimoine, ses droits, son honorabilité, etc...

L'idée de considérer la contrainte ou la privation, inhérente à toute répression, bien plus comme un moyen de produire un résultat que comme un but se suffisant à lui-même, d'utiliser ce mal infligé au délinquant à la fois dans son intérêt et dans celui de la société au nom de laquelle la peine est infligée, caractérise la législation et la science pénitentiaires modernes.

Toute action criminelle, en effet, provoque deux sortes de réactions: des réactions d'ordre moral et des réactions d'ordre utilitaire; les fonctions de la peine doivent donc correspondre à ces deux ordres de réactions.

Suivant les époques et les doctrines religieuses ou philosophiques en vigueur, on a considéré la peine tantôt comme un moyen d'expiation du délit commis, tantôt comme un moyen de défense sociale, suivant que c'était les réactions d'ordre moral qui inspiraient le droit répressif ou suivant que l'on se proposait pour but d'empêcher à l'avenir le retour de pareils faits.

L'histoire de la pénalité nous montre une perpétuelle oscillation entre ces deux tendances: morale ou utilitaire; et l'on conçoit que le caractère de la peine sera bien différent selon que c'est l'une ou l'autre de ces tendances qui dominera. Lorsque l'on considère que c'est l'amendement qui constitue la fin de la

répression, les nécessités de la correction détermineront le mode et la durée de la peine. Lorsqu'au contraire on estime que la peine doit viser à faire expier le coupable, on proportionnera la peine à la gravité du fait et à la responsabilité du délinquant. Si l'on ne vise plus maintenant que l'intimidation c'est en faisant planer la menace d'un châtiment sévère et inévitable sur ceux qui seraient tentés de transgresser la loi que l'on cherchera à rendre la perpétration du délit redoutable.

En réalité, il n'y a pas là trois points de vue inconciliables et l'organisation des peines doit donner satisfaction dans la pratique aux deux ordres de fonctions du droit répressif. Nous pouvons tout de suite remarquer que le mal même de la peine donne satisfaction aux fonctions d'ordre moral qui lui sont très généralement reconnues; et c'est ce mal qu'il conviendrait à notre sens d'utiliser beaucoup plus qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, en France du moins, en vue de l'intimidation et surtout de l'amendement, ou pour employer les termes consacrés par les criminalistes en vue de la *Generalprävention* (prévention collective) et de la *Spezialprävention* (prévention individuelle).

La prévention collective se trouve réalisée par l'intimidation que la menace d'une peine légale et fixe produit sur les criminels en puissance. Et à ce propos nous noterons en passant que l'application de la loi de sursis, et la sentence à durée indéterminée, doivent, en bonne législation, être conçues de manière à diminuer le moins possible ce facteur d'intimidation qui joue un rôle si important dans cette fonction de la peine.

La prévention individuelle peut se réaliser de trois manières, ou bien directement par l'intimidation, ou bien par l'amendement ou encore par l'élimination.

C'est ainsi que l'on distingue trois catégories de peines suivant leur but :

Les peines uniquement d'intimidation, les peines réformatrices, les peines d'élimination.

Nous trouvons dans notre droit essentiellement trois peines correspondant à la première catégorie : ce sont les courtes peines d'emprisonnement, l'amende, les condamnations avec sursis.

A la seconde catégorie, correspondant aux peines réformatrices, nous trouvons la privation de la liberté à temps, sous le nom d'emprisonnement ou de réclusion ; nous ne voulons pas dire que la simple privation de liberté constitue par elle-même un facteur d'amendement mais elle est à la base de l'application de tout système se proposant d'améliorer les délinquants.

En ce qui concerne la troisième catégorie nous possédons dans l'arsenal de notre droit pénal trois peines éliminatoires de droit commun : la mort, la relégation, la transportation.

Par ce bref examen nous voyons donc que seules les peines privatives de liberté sont susceptibles de permettre la mise en œuvre d'une méthode visant à un amendement.

---

## SECTION III

**Seule la peine employée contre la récidive  
ne remplit pas sa fonction.**

---

Comparons maintenant les buts que chaque peine doit poursuivre, et les résultats obtenus en fait.

Tout d'abord les peines d'élimination doivent débarrasser la société des criminels incorrigibles qui constituent pour sa sécurité un danger perpétuel. Nous constaterons qu'en France les peines de cette catégorie remplissent parfaitement leur but. La peine de mort produit évidemment une élimination radicale. La relégation et la transportation, quels que soient les reproches que l'on puisse leur adresser tant au point de vue de leur régime, que de la manière dont elles sont exécutées, des inconvénients qu'elles entraînent, non seulement pour la colonie qui est en fait confisquée par l'Administration en vue de la fin pénitentiaire, mais encore pour la métropole pour qui ce mode d'exécution est très onéreux, quoiqu'il en soit ces peines remplissent complètement leur but; les évasions de forçats sont malgré tout extrêmement rares et la métropole reste radicalement débarrassée de ces dangereux individus.

En ce qui concerne les peines d'intimidation nous en trouvons en France essentiellement trois comme nous

venons de le dire; les deux premières, les condamnations avec sursis et l'amende, donnent toute satisfaction à ce point de vue: les critiques qui ont un moment été adressées au sursis provenaient de l'abus que les tribunaux en firent parfois, mais il faut reconnaître que la pratique actuelle est excellente et les cas de révocation de sursis se tiennent dans une proportion raisonnable. Par contre, on se montre moins satisfait des courtes peines de prison; à notre avis cela n'est pas imputable à la nature de ces peines ou à leur mode d'exécution mais bien plutôt à l'application abusive qui en est faite. Malgré les progrès de la science pénitentiaire au point de vue de l'individualisation de la peine, les magistrats ont encore trop souvent tendance à suivre l'ancien usage qui consiste à proportionner la peine à la gravité du délit. Or il n'est pas niable que socialement les résultats sont désastreux; il faut de toute nécessité tenir compte de la « témibilité » du délinquant, sinon la peine n'étant pas proportionnée à l'état dangereux de l'individu, les quelques mois de prison ne servent pas de leçon à l'individu qui une fois libéré recommence. Il faut bien se rendre compte en effet du but des courtes peines de prison: elles doivent servir uniquement d'avertissement, ce n'est pas, et nous aurons l'occasion d'y revenir, en six mois, un an, ou même dix-huit mois que l'on peut amender un individu dont la conscience est profondément obnubilée. Les magistrats se rendent mal compte actuellement de l'inefficacité de ce moyen, mais ils n'ont pas le moyen de suivre l'effet ou plutôt l'inefficacité de leur sentence comme ils le

pourraient par exemple s'ils pouvaient connaître l'état d'esprit de leurs condamnés à la sortie de la maison de correction. Quoiqu'il en soit le reproche ne s'adresse pas à l'institution même, pourrait-on dire, des courtes peines privatives de liberté, ni à leur mode d'exécution, mais plutôt à l'application défectueuse qui en est faite: on veut trop souvent leur faire jouer un rôle pour lequel elles ne sont point faites. Il y a là, à notre avis, des réformes à accomplir car une partie des récidivistes est composée de ces ex-condamnés de courtes peines; mais il n'en reste pas moins que nos peines d'intimidation, telles qu'elles existent dans notre droit et telles qu'elles sont exécutées peuvent, sous réserves de légères modifications à notre avis en ce qui concerne les courtes peines de prison, remplir parfaitement le rôle qui leur est assigné par essence. La solution véritable du problème de la récidive ne peut être cherchée là.

Il nous reste à examiner maintenant les peines réformatrices, ce sont les longues peines privatives de liberté. Lorsqu'un individu a commis un délit, s'il s'agit d'un délinquant primaire, et si le tribunal estime que c'est un délinquant occasionnel, il lui infligera une des peines d'intimidation que nous venons de voir, à titre d'avertissement; évidemment les magistrats ont pu être trompé sur la témibilité de l'individu et celui-ci peut commettre un nouveau délit, mais aucune institution humaine n'est parfaite et l'on ne peut incriminer le système. Si par contre le prévenu, délinquant primaire ou non, paraît dangereusement corrompu, le tribunal lui infligera une peine dans le double but de

le retrancher de la société, pour qui il est un danger, durant un certain laps de temps, que l'on mettra à profit pour l'amender afin que, à sa libération, il soit devenu inoffensif. Ainsi théoriquement, sauf erreur d'appréciation lors du jugement, la récidive devrait être inexistante. Or nous avons vu qu'il est loin d'en être ainsi puisque la moitié des infractions est commise actuellement par des récidivistes. C'est donc par conséquent que les peines réformatrices ne remplissent pas leur but, et que les détenus libérés ne se sont pas amendés.

On peut attribuer à deux causes l'inefficacité de ces peines réformatrices, la première c'est que les peines ne sont pas appliquées comme elles devraient l'être: elles ne sont pas adaptées à l'individu qui les subit: trop longues ou trop courtes, cette cause serait imputable aux magistrats, la seconde, que l'exécution des peines n'est pas conduite de manière à procurer cet amendement poursuivi, et alors l'Administration pénitentiaire en porterait la responsabilité.

Nous allons examiner successivement ces deux questions: celle de l'exécution de la peine et celle de son application.

---

#### SECTION IV

##### **Conditions de réussite d'une peine réformatrice. Le contrôle du juge.**

---

L'exécution des peines privatives de liberté pose un très grave problème; c'est qu'en effet, la privation de

liberté peut, comme les langues d'Esope être la meilleure ou la pire des choses suivant son organisation pratique: la meilleure, si elle offre un moyen de relever et corriger le coupable et le prépare peu à peu à devenir un honnête homme pour le jour de sa libération; la pire si par les promiscuités et les leçons mutuelles le délinquant primaire en sort définitivement corrompu.

C'est donc de son exécution que l'emprisonnement tire toute sa valeur; l'amendement d'un coupable est en effet une œuvre très complexe et de longue haleine; il ne suffit pas d'infliger tant de mois ou d'années de prison à tel individu qui a commis telle faute, et de l'enfermer ensuite n'importe où, de le soumettre à n'importe quel régime pour que, à l'expiration du temps fixé, il sorte de la prison un honnête homme.

L'emprisonnement, pour procurer l'amendement poursuivi, exige une méthode, des qualités de psychologie et une grande liberté d'action.

Il faut d'abord de la méthode; il s'agit en somme de faire la rééducation d'un individu; sans plan d'ensemble on ne peut obtenir de résultats satisfaisants. Selon les fortes paroles du Maréchal Foch, grand penseur et homme d'action s'il en fut, lorsque l'on a adopté un bon plan mûrement réfléchi, il faut le suivre jusqu'au bout, coûte que coûte, même s'il n'est pas le meilleur. L'œuvre de redressement et de relèvement d'un coupable doit être poursuivie selon le même principe de son origine qui est au jugement, jusqu'au couronnement, à la réadaptation complète du libéré à la vie sociale honnête. Comment peut-il en être ainsi; l'individu sur

qui les magistrats ont toute puissance devient, dès le jugement prononcé, un étranger pour eux; ensuite, l'Administration pénitentiaire se voit confier ce même individu dont elle connaît tout juste l'état-civil et la peine qu'elle doit faire exécuter, les renseignements sur la moralité et les antécédents donnés par la notice du parquet sont inexistants par leur brièveté: il faudrait recopier tout le dossier et plus encore. Ainsi les magistrats qui ont voulu individualiser la peine d'après les circonstances du fait puni, les influences sous lesquelles le délinquant a commis son acte, l'état de criminalité de l'individu au moment de l'acte, voient aussitôt leur échapper toute action sur le développement de la peine; et de son côté, l'Administration se trouve dans une situation non moins regrettable: en présence d'un inconnu en fait à qui elle doit faire subir une peine fixée d'avance selon des directives qu'on lui tient soigneusement cachées, elle se verra dans l'obligation de relâcher à jour fixe cet individu qu'elle jugera peut-être encore extrêmement dangereux.

Enfin l'œuvre de redressement traverse une phase critique lors de la libération: comment va se comporter cet homme en convalescence morale que du jour au lendemain on va abandonner complètement, il faut lui éviter les mauvaises influences, causes peut-être de sa chute. L'organisme existe: ce sont les patronages, mais ils n'ont guère le moyen de suivre le détenu dans sa prison, et l'orienter durant sa détention dans la voie où ils pourraient le guider et le soutenir. La peine passe donc d'une autorité à une autre, dans ces conditions, ce n'est plus le même esprit qui la dirige, l'unité

de méthode indispensable n'existe pas. Pour mener à bien une œuvre aussi délicate: « Il s'agit, disait M. de BARRIGUE de MONTVALON, conseiller à la Cour de cassation, d'une opération unique et continue, se développant dans la même intention qui l'a décidée, poursuivant un but qui a été nécessairement précisé au moment où la décision a été prise » (1).

Pour bien diriger l'exécution de la peine, il faut faire preuve d'autant de psychologie que pour l'appliquer. Il faut étudier le caractère de chaque détenu; en effet, avant de rien tenter pour le redressement d'une conscience, il faut bien connaître ce qui est faussé; il faut savoir gagner la confiance du condamné, apprendre à connaître ce qui lui plaît et savoir discerner le travail qui lui conviendra lors de sa libération, lui apprendre ou le perfectionner dans la profession qui le sortira du milieu où il fut entraîné au mal; ne pas compromettre, le réveil de la conscience obtenu peu à peu par tout un ensemble de moyens d'un maniement délicat, par une mesure maladroite. Or tout en rendant hommage à la conscience professionnelle et au dévouement des hauts fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire, des directeurs et des gardiens chefs, il faut reconnaître que le personnel subalterne des gardiens, c'est-à-dire celui qui est en contact constant avec les détenus, et qui serait susceptible d'avoir une action efficace sur ceux-ci ne possède que très exceptionnellement les qualités nécessaires. Les gardiens en effet sont recrutés parmi les anciens sous-

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 173.

officiers de l'armée de terre, mais la tentative qui avait été faite pour créer une école de gardiens a été abandonnée depuis longtemps; ce mode de recrutement garantit un minimum d'instruction et théoriquement une certaine connaissance des hommes, mais n'assure nullement les connaissances spéciales et les qualités rares, il faut le reconnaître, de psychologue, nécessaires pour remplir ces fonctions. Par contre cette vocation d'analyse, de psychologie, le magistrat, lui, la possède, car pour prononcer une condamnation, fixer la peine et le régime applicable, il faut analyser l'état d'âme de l'inculpé, pénétrer son caractère. Il serait donc souhaitable que le magistrat puisse exercer ces qualités même après la condamnation.

L'exécution de la peine exige une grande liberté d'action. Lorsque les magistrats prononcent la peine, malgré la faible durée de l'examen qu'ils peuvent consacrer au prévenu, complété il est vrai par les multiples renseignements préparés par l'instruction, ils peuvent peut-être apprécier avec exactitude la gravité du fait, l'état dangereux du coupable, mais si fine que soit leur analyse psychologique, on ne peut croire qu'ils puissent connaître les effets de la peine sur l'individu, la manière dont il réagira et il s'amendera. Prenons deux délinquants coupables du même fait, dans les mêmes circonstances et ayant les mêmes antécédents; leur témibilité étant analogue, ils se verront condamnés à la même peine. Or, il n'y a rien d'in vraisemblable à ce que l'un se montre complètement amendé avant la fin de la peine pendant que l'autre restera aussi capable de commettre de nouveaux délits

le lendemain de sa libération qu'avant son arrestation. Dans le premier cas, il serait souhaitable que l'Administration puisse relâcher le détenu avant terme, le séjour en prison étant désormais inutile et même pouvant être nuisible, car risque de décourager le détenu amendé. Dans le second cas, l'Administration est obligée de relâcher à date fixe un individu qu'elle sait être un véritable danger social. L'Administration manque donc de liberté d'action quant à la durée de la peine; il en est de même pour les diverses modalités d'exécution de la peine qui peuvent cependant avoir de grandes répercussions sur l'amendement du coupable. Et il est heureux qu'il en soit ainsi pour la sauvegarde de la liberté individuelle, car si l'Administration pouvait à son gré, allonger ou restreindre la peine d'un individu, en rendre l'exécution plus ou moins pénible, sans aucun contrôle effectif possible, à quels abus ne se trouverait-on pas exposé ?

De tout ceci il résulte que si les longues peines privatives de liberté ne remplissent pas leur fonction réformatrice, la cause en est à la manière dont elles sont exécutées. Logiquement, à notre avis, il n'y a qu'une solution qui puisse donner satisfaction aux trois questions que nous avons envisagées, c'est de confier aux magistrats le contrôle et la direction de l'exécution des peines.

Tout d'abord en effet l'unité de doctrine et d'inspiration qui doit présider d'un bout à l'autre à l'œuvre de relèvement des coupables, serait par ce moyen assurée parfaitement: les magistrats prononcent la condamnation, ils doivent donc s'attacher à bien compren-

dre le caractère de l'homme qu'ils jugent pour lui appliquer la peine qui procurera son amendement; tout naturellement ils poursuivraient l'exécution de la peine exactement dans l'intention qui l'a décidée, le but resterait le même et les moyens de l'atteindre auraient été prévus dès l'origine; et même l'œuvre se poursuivrait selon la même ligne de conduite, sous l'égide des patronages, après la libération du condamné: ce sont des magistrats ou d'anciens magistrats en effet qui composent en grande partie les patronages; le redressement opéré par l'exécution de la peine serait assuré ainsi de se poursuivre jusqu'au reclassement selon les mêmes principes directeurs.

Ensuite nous avons vu que s'il était impossible d'exiger du personnel des prisons chargés de la surveillance et du bon ordre matériel dans les pénitenciers, les qualités de psychologie nécessaires à la direction de l'exécution d'une peine qui poursuit la rééducation morale des condamnés, les magistrats par contre possédaient la formation intellectuelle et morale nécessaire et de plus étaient déjà amenés par profession à étudier l'âme des condamnés et à rechercher les méthodes qu'il convenait de suivre pour chacun d'eux en particulier.

Enfin, en ce qui concerne la liberté d'action nécessaire à l'exécution des peines réformatrices, nous avons vu qu'elle doit être aussi complète que possible. L'autorité d'exécution devrait pouvoir faire varier selon les besoins du redressement non seulement les modalités de la peine, par exemple encellulement plus ou moins complet ou même total, travail, etc... mais

encore la durée de la peine. L'on aboutit alors à la sentence indéterminée. Or, la sentence indéterminée ne se conçoit pas autrement que sous la direction du juge; seuls des magistrats peuvent recevoir le pouvoir de prononcer une modification de peine, c'est un principe indiscuté du droit public moderne, l'on ne conçoit pas d'autre moyen de garantir la liberté individuelle contre l'arbitraire administratif agent d'exécution de l'arbitraire gouvernemental ou instrument de la politique.

En somme, à la base du problème de l'amendement des coupables, on trouve toujours une question d'individualisation. On a compris depuis longtemps, l'importance capitale de l'individualisation de la peine, on en tient compte couramment dans l'application de la peine, si l'on veut vraiment lutter efficacement contre ce fléau que constitue la récidive, il faudra de toute nécessité se résoudre à l'individualisation de l'exécution de la peine.

Nous avons vu que cette individualisation complète et efficace ne pouvait s'obtenir qu'en donnant aux magistrats un rôle à jouer dans l'exécution des peines; nous allons maintenant examiner quel rôle leur est dévolu actuellement en France à ce point de vue. Ensuite nous examinerons quelles sont les solutions adoptées par les pays étrangers qui ont mis en pratique ce moyen de lutte contre la recrudescence de la récidive. Enfin, il nous restera à exposer quel serait à notre avis la solution à adopter en France.

---

# PREMIÈRE PARTIE

---

## L'intervention des magistrats dans l'exécution des peines en droit français contemporain.

---

Quel est le rôle fait aux magistrats, en l'état actuel de notre droit pénal, dans l'exécution des peines qu'il est appelé à prononcer. Telle est la question que nous allons examiner maintenant.



## SECTION I

---

### **Etat actuel.**

---

En France, en principe, la loi organise la peine. Le juge la prononce. L'Administration la fait exécuter.

Et tout d'abord, une question se pose: quelles sont les règles qui régissent les rapports de ces divers organes de la fonction répressive.

Etant donné l'étude que nous poursuivons nous sommes amenés à laisser de côté la question des rapports entre le législateur et le juge quant à la détermination de la peine; nous ne nous intéresserons qu'à la question des rapports entre le juge et l'Administration quant à l'exécution des peines privatives de liberté. Nous avons vu, en effet, d'une part, en ce qui concerne les peines éliminatoires et d'autre part en ce qui concerne les peines d'intimidation (amende, courte peine de prison, sursis) qu'il n'y avait pas d'intérêt essentiel à ce que le juge en dirige l'application, ces peines

jouant tout leur rôle non par leur mode d'exécution, mais par leur simple application.

Si l'on se rapporte à notre Code pénal, base et principe de toute notre législation répressive, l'on constate qu'il se borne à distinguer les différentes peines privatives de liberté, de leur donner une étiquette et de poser, quant à leur contenu, quelques principes théoriques, qui ne sont même pas toujours respectés en pratique.

Or, nous avons vu l'importance du mode d'exécution dans les peines privatives de liberté.

En France, à la différence de ce qui s'est fait dans quelques pays étrangers, il n'existe pas de loi générale sur l'exécution des peines. Cette vérité que toute législation qui édicte des peines, est incomplète et bien souvent presque impuissante, si elle ne statue, en même temps, par des dispositions spéciales et détaillées sur le mode d'exécution de ces peines, les auteurs du Code pénal de 1810 ne l'ont pas aperçu, et nous verrons, lorsque nous jetterons un coup d'œil rapide sur notre avant-projet de Code pénal, que cette même lacune semble toujours exister.

De cet état de chose, il résulte qu'entre le fait et le droit, il existe un désaccord profond, et que l'organisation des peines privatives de liberté dans la loi, et leur exécution dans la pratique, sont deux choses bien différentes. Et, nous pouvons en faire ici la remarque, si plus loin nous n'avons examiné à propos du rôle du juge dans l'exécution des peines, que les institutions de quelques pays seulement, c'est que chez la plupart des autres peuples, aussi bien en Europe qu'en Amé-

rique, l'exécution pratique des peines privatives de liberté est loin de réaliser les conditions élémentaires d'un bon système pénitentiaire. Aussi lorsque l'on est amené à étudier le système pénitentiaire d'un pays, il faut se garder de s'en tenir aux lois et règlements, mais il faut autant que possible en suivre le développement dans son application administrative.

L'inconvénient de cette absence de réglementation légale de l'exécution des peines est encore aggravé en France par le fait que deux pouvoirs différents se partagent l'administration des établissements pénitentiaires de droit commun. Ceux où s'exécutent les travaux forcés, la déportation, la relégation, dépendent du Ministère des Colonies. C'est du Ministère de l'Intérieur qu'ont relevé, pendant un siècle, ceux où s'exécutent la détention, la réclusion ou l'emprisonnement, c'est-à-dire ceux qui nous intéressent le plus, car c'est seulement sur la population pénale de ces établissements qu'une œuvre de relèvement peut être tentée et que l'intervention ou la surveillance du magistrat peut présenter un intérêt.

Ce sont en effet les décrets du 13 mars 1911 qui ont rattaché ces établissements au Ministère de la Justice.

De bons esprits réclament depuis très longtemps la réunion de tous ces services, dans les mains du même ministre: le Ministre de la Justice.

A notre avis, et pour les raisons que nous avons indiquées, le point capital en ce qui concerne le rattachement a été fait en 1911.

Pour les autres peines, en effet, il n'y a pas grand mal si c'est une administration autre que celle dépen-

dant du Garde des Sceaux qui en a la surveillance. Au point de vue de l'intérêt social où nous nous plaçons, peu importe que les condamnés aux travaux forcés, par exemple, qui, en fait, sont définitivement exclus de la métropole, soient rangés en trois ou quatre classes suivant leurs mérites et l'on peut tout de même faire crédit à l'administration dépendant du Ministère des Colonies et espérer que si la chancellerie n'a pas le contrôle de l'exécution de ces châtiments ce ne sera pas pour cela le règne de l'arbitraire administratif dans toute son horreur.

Comme nous le faisons remarquer, en effet, lorsqu'un tribunal ou une Cour ont prononcé une sentence perpétuelle en vertu du principe de l'autorité de la chose jugée, un tribunal, et à plus forte raison, un magistrat chargé par hypothèse de surveiller l'exécution de la peine ne pourrait qu'en modifier les modalités dont la fixation échappe aux magistrats de jugement, mais non la durée qui est perpétuelle; par conséquent, au point de vue de la société (sauf l'intervention de la grâce, de la revision, etc...) l'individu est radicalement éliminé. Par conséquent, la fonction réformatrice de la peine disparaissant, le rôle du juge devient moins nécessaire; si donc, la réunion de tous les services pénitentiaires à un même ministère satisferait aux exigences de l'esprit, ce qui importe, au point de vue de la défense sociale, c'est que les peines susceptibles de procurer un amendement du coupable dépendent du Ministère de la Justice.

Un ordre de choses qui permettrait à l'autorité administrative de réformer ou d'anéantir, dans une certaine mesure, l'œuvre de la justice sans le concours

de celle-ci ne saurait être que contraire à une bonne politique pénitentiaire. Or c'est l'état de chose que nous trouvons en France à l'heure actuelle malgré cette réforme de 1911 qui n'a été qu'une apparence, c'est pourquoi à part quelques heureuses exceptions que nous signalerons pour mémoire, il n'y a pas lieu, dans ces conditions, de s'étonner de l'augmentation si considérable de la récidive dans notre pays, alors que l'on voit certains de nos voisins fermer des prisons.

---



## SECTION II

---

### Historique.

---

#### I.

#### ORIGINE : LES MAGISTRATS TENUS A L'ÉCART DE L'EXÉCUTION DES PEINES DEPUIS LA RÉVOLUTION.

Dans l'ancien droit, on avait déjà compris que l'on ne peut séparer complètement la phase d'exécution de la peine de celle de la condamnation, et que l'autorité judiciaire doit surveiller et contrôler la manière dont est appliquée la condamnation qu'elle a prononcée, puisque cette dernière tire sa valeur propre de l'exécution qui en est faite. Chez nos vieux auteurs, par exemple dans le Code criminel de Serpillon, nous lisons : « Nos procureurs et ceux des seigneurs, seront tenus de visiter les prisons une fois chaque semaine, pour y recevoir les plaintes des prisonniers » (1).

---

(1) SERPILLON, *Code criminel*, tome II, p. 644, art. XXXV. Voir également JOUSSE. *Traité de la Justice criminelle*, tome II, p. 247 et s.

Par contre, c'est au droit révolutionnaire, par la loi du 10 vendémiaire an IV, que le Ministère de l'Intérieur doit d'avoir reçu dans ses attributions la charge de faire exécuter les peines qui se subissent sur le territoire métropolitain.

Cependant la législation impériale semble avoir vu le danger et tenté de revenir sur l'erreur de ses devanciers immédiats pour reprendre, comme elle le fit si souvent en d'autres matières et avec tant de raison, les traditions de l'ancien droit. L'on trouve en effet plusieurs dispositions du Code d'instruction criminelle de 1808 qui laissent penser que cette question du rattachement des services pénitentiaires à l'Administration de la Justice fut envisagée favorablement par les législateurs impériaux.

Nous voyons par exemple les articles 165, 197 et 375 charger le magistrat du ministère public de requérir l'exécution des jugements et des arrêts et, par cela même, l'amener à surveiller l'exécution de la peine qu'il a contribué à faire prononcer, puisqu'il empêche ainsi les sorties et l'élargissement des détenus avant l'expiration du temps fixé.

Les articles 613, 616 et 618 confient aux juges d'instruction, aux présidents des assises, aux officiers du parquet, aux juges de paix, le pouvoir de donner des ordres ou de faire des actes de surveillance dans les maisons d'arrêt et de justice ou les prisons.

Ainsi, dans l'intérêt de la liberté individuelle qui est sous la sauvegarde des magistrats, on avait été amené, dès la rédaction des codes, à leur confier après comme avant les condamnations, une action à exercer dans les prisons.

## II.

LES PROGRÈS AU COURS DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE,  
DE L'IDÉE D'INDIVIDUALISATION DE LA PEINE, DANS  
SES RAPPORTS AVEC LE DÉVELOPPEMENT DES COMITÉS  
DE SURVEILLANCE.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, partant de l'idée indiscutable que la valeur de l'emprisonnement dépend de son mode d'exécution et que, par conséquent on ne saurait trop surveiller et contrôler l'œuvre de l'Administration pénitentiaire l'on tenta de constituer sous le nom de commissions de surveillance, des organismes chargés de contrôler l'exécution de l'emprisonnement. Tout naturellement, on les composa en partie de magistrats, ceux-ci en effet, ayant prononcé la peine, étaient directement intéressés à en suivre l'exécution.

Par décret du 27 avril 1810, avaient été établis auprès des prisons des organismes qui, sous le nom de conseils charitables, devaient jouer un rôle analogue à nos commissions de surveillance.

Une ordonnance du 9 avril 1819 substitue aux conseils charitables de 1810, une commission de surveillance près de chaque prison départementale. Le préfet en est président ; le premier président de la cour, et le procureur général, dans les villes où siège une cour d'appel, le président du tribunal civil et le procureur près ce tribunal, dans les autres villes, en sont membres de droit; les autres membres sont nommés par le préfet.

Par une autre ordonnance du 5 novembre 1847, on

décida la création, près de chaque maison centrale, d'une commission de surveillance composée du préfet, président, du premier président de la cour, du procureur général, du président du tribunal civil, du procureur près ce tribunal, de deux membres du conseil général, de deux membres du conseil d'arrondissement, du maire de la commune.

La loi du 5 août 1850 décida la formation, aux termes des articles 8 et 18, d'un conseil de surveillance près de chaque colonie ou maison pénitentiaire de jeunes détenus. Pour les colonies de jeunes garçons, ce conseil était composé d'un délégué du préfet, d'un ecclésiastique désigné par l'évêque du diocèse, de deux délégués du conseil général et d'un membre du tribunal civil élu par ses collègues. Pour les maisons de jeunes filles, il se composait d'un ecclésiastique désigné par l'évêque et de quatre dames désignées par le préfet.

Dès maintenant, nous pouvons faire cette remarque : le rôle assigné à ces organismes n'était pas le rôle que l'on désirerait leur voir jouer à l'heure actuelle. Il est révélé dès l'abord par leur nom initial : « Conseils charitables » et par leur composition. Dans la pensée de leurs promoteurs, ils étaient essentiellement institués pour rendre plus humain le traitement des malheureux prisonniers, pour éviter l'arbitraire tracassier des gardiens subalternes, pour surveiller l'hygiène de l'alimentation et du mobilier des prisonniers, bien plus que pour donner des directives sur le régime pénitentiaire en vue de lui faire remplir cette fonction réformatrice que la science pénitentiaire moderne lui assigne.

Ces commissions devaient également se préoccuper du patronage des libérés, tâche aussi noble qu'utile, puisque c'est une condition indispensable pour que l'œuvre de reclassement commencée par le relèvement dans la prison porte des fruits; mais il s'agit là en principe (libération conditionnelle mise à part), du lendemain de la peine et nous ne pourrions nous en occuper sans sortir des cadres que nous nous sommes tracés.

Mais sous la poussée des idées cette institution des commissions de surveillance aurait peut-être vu son rôle se transformer et sa mission quitter le terre à terre de ses origines et s'amplifier peu à peu.

Malheureusement, ces textes d'inspiration généreuse et qui pourraient être à l'origine de transformations heureuses de notre système pénitentiaire, sont restés à peu près lettre morte.

En 1872, en effet, une enquête parlementaire sur les établissements pénitentiaires de France et de l'étranger, révéla que les commissions de surveillance près les maisons centrales n'avaient pas été organisées. En ce qui concerne les commissions de surveillance près les prisons départementales, l'application de l'ordonnance du 9 avril 1819 avait été entravée par des causes diverses, notamment par la création de directeurs départementaux qui avait été une cause de découragement ou de conflits; seules quelques commissions fonctionnaient. Les circulaires du 20 mars 1870 et du 30 juin 1872 stimulèrent leur zèle, notamment au point de vue du patronage. De nouvelles circulaires qui suivirent la promulgation de la loi du 14 avril 1885

sur la libération conditionnelle leur rendirent une certaine activité. Cependant, cette action gouvernementale resta sans effet sur les commissions de surveillance près des maisons centrales.

Un nouvel effort fut tenté en 1907 pour réorganiser ce rouage pénitentiaire; un décret en date du 12 juillet porte réglementation des commissions de surveillance près des maisons centrales de force et de correction et près des maisons d'arrêt, de justice et de correction.

L'état de chose antérieur persista cependant et cette tentative n'a pas été plus efficace que les précédentes pour tirer de leur sommeil les commissions de surveillance.

Quant aux commissions concernant les colonies pénitentiaires si elles sont, nominalement au moins, en fonction, leur action ne paraît pas non plus très efficace.

En effet, en 1911, nous trouvons un écho de ce regrettable état de chose dans le compte rendu de la séance du 28 juin 1911 de la Société des Prisons, où, de l'avis de tous, l'on constatait et déplorait que les commissions de surveillance n'existaient bien souvent que sur le papier, qu'elles n'étaient, en dehors de certaines très grandes villes, même pas convoquées et la conclusion était que les commissions de surveillance sont un organe qui ne fonctionne pas normalement.

Or cette lacune qui n'a pas été comblée depuis, est d'autant plus regrettable que par le moyen de ces commissions, les magistrats sont appelés à donner leur avis sur la libération conditionnelle. Indirectement il

est vrai, mais de façon notable tout de même, le juge pourrait donc avoir une influence sur cette institution, qui, si elle est bien employée peut avoir tant d'influence sur l'amendement du condamné.

En entrant dans ces commissions de surveillance, les magistrats semblaient devoir être associés de deux manières à l'exécution de la peine. D'une part, ils suivaient le condamné en cours de peine, surveillaient la bonne application des règlements de l'Administration pénitentiaire et par leurs observations tendaient à les faire appliquer en vue de leur faire produire le redressement du détenu; en même temps, en observant l'effet des peines qu'ils avaient prononcées sur telle et telle catégorie d'individus, ils pouvaient perfectionner leur expérience personnelle et ensuite, revenus à leur tribunal, prononcer des peines dont ils connaissaient l'effet et mettre ainsi à profit leur connaissance de l'individu, pour choisir en connaissance de cause dans l'arsenal de notre droit pénal la peine qui, telle que l'Administration l'appliquait, produirait le meilleur effet sur le prévenu.

D'autre part, ces commissions de surveillance sont consultées sur l'opportunité de toute libération conditionnelle; mesure dépendant en principe uniquement de l'Administration et où cependant le magistrat semblait ainsi avoir son mot à dire.

Cet état de chose pouvait amener les résultats les plus importants étant donné le rôle capital que joue, dans l'amendement des condamnés, la mise en liberté conditionnelle judicieusement employée.

## III.

CAUSE ESSENTIELLE DE L'ÉCHEC DES COMITÉS DE  
SURVEILLANCE: SIMPLE RÔLE D'AVIS DES MAGISTRATS.

Pourquoi donc, malgré ces possibilités, les commissions de surveillance ne fonctionnent-elles pas, encore à l'heure actuelle? Il faut tout d'abord reconnaître qu'il y a progrès cependant; sans parler des sociétés de patronages de libérés qui ont fait en France de grands progrès, depuis la Guerre surtout, la réorganisation de 1907 et le rattachement de l'Administration pénitentiaire à la Justice ne sont pas restés absolument sans effet. Malheureusement à l'heure actuelle, même dans les grandes villes où leur recrutement est facile, les commissions fonctionnant avec régularité constituent des exceptions assez rares.

Pourquoi donc, alors qu'en Belgique, avec une organisation analogue, fonctionnent-elles de façon satisfaisante?

Cela tient à des causes diverses qui peuvent se ramener essentiellement à une principale, et à notre avis déterminante, à côté de beaucoup d'autres secondaires, locales ou passagères. Ces commissions n'attirent pas les concours parce qu'elles paraissent, étant donné le rôle qui leur est dévolu par les lois et règlements, ne pas avoir d'influence notable sur le sort et l'amendement des condamnés.

Les magistrats n'ayant point à s'occuper des prisons, se sont complètement désintéressés de l'exécution des peines. M. GARÇON, l'éminent criminaliste, a dit quel-

que part à ce sujet que « les magistrats ne s'intéresseront aux prisonniers que lorsqu'ils entreront en maîtres dans la prison ». Cette opinion est sans doute trop absolue, mais il est certain que les commissions fonctionneraient mieux si leurs attributions étaient plus étendues, c'est sans doute la raison pour laquelle elles fonctionnent de façon si satisfaisante en Belgique.

Comment voudrait-on que des magistrats occupés plus qu'on ne veut bien le croire dans le grand public, par les audiences et le service, s'astreignent à ce service supplémentaire facultatif en quelque sorte qu'est l'assistance à ces commissions impuissantes. Et même, avec la meilleure volonté du monde, cela n'est souvent guère possible. En 1911, M. de MONTLUC, conseiller honoraire à la cour d'appel de Douai, lors de la discussion à la Société des Prisons sur les décrets de 1911 organisant le rattachement des prisons à la Justice, disait à ce propos: « Dans certaines cours d'appel, j'ai vu qu'il fallait quelquefois plus d'un an pour arriver à se réunir dans ces commissions de trois ou quatre membres; on n'y arrive pas! J'ai vingt-six ans d'expérience, je vous affirme que c'est très malaisé de se réunir ainsi au complet: l'un est en congé, l'autre part ensuite; l'un est aux eaux, en Italie, en Suisse, l'autre est à Paris. Les congés sont échelonnés et se succèdent; au siège, quand l'un est libre, l'autre est à l'audience » (1).

Enfin, une dernière raison et non la moindre mais qui se rattache étroitement à la première, c'est qu'avec

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 689.

le système de l'indépendance de la phase d'exécution administrative de celle du prononcé de la peine, indépendance qui subsiste malgré le rattachement des services pénitentiaires à la Justice, les magistrats se considèrent comme des étrangers dans les établissements de correction.

Les agents de l'Administration pénitentiaire forment une hiérarchie indépendante et composent un organisme à part de la magistrature n'ayant de commun avec elle que le même ministre; rien n'a été fait en 1911 par ce que l'on pourrait appeler un rattachement par la tête, si ce n'est que les circulaires des deux administrations, pénitentiaire et de la justice, portent au bas la même signature. Toute administration exigeant impérieusement pour fonctionner l'unité de direction, pour éviter tout conflit possible, les magistrats sont portés à ne pas exercer les pouvoirs que la loi leur donne, et à se désintéresser de l'exécution des peines qu'ils prononcent.

En résumé donc, si en France les magistrats ne concourent pas à l'application de la peine, c'est qu'ils n'en ont pas le pouvoir ou lorsqu'ils y sont associés, la part qui leur est faite est tellement réduite qu'ils ne pourraient en faire usage de façon efficace sans se heurter à des difficultés insurmontables.

Et, voici ce qui corrobore cette constatation, dans les pays où le rôle dévolu aux magistrats dans l'exécution des peines est plus important, ceux-ci l'accomplissent de façon excellente et obtiennent les meilleurs résultats.

Mais nous examinerons cela plus tard, pour l'ins-

tant, nous devons signaler qu'en France, les magistrats ont exceptionnellement la haute main sur l'exécution d'une catégorie de sentences, or, il n'y a qu'à se louer de leur avoir donné cette mission; il s'agit de la loi de 1912 sur les mineurs.

---



### SECTION III

---

#### **La loi de 1912 sur les mineurs ; Aptitude des Magistrats à diriger l'exécution des peines.**

---

La loi du 22 juillet 1912, modifiée en 1927, a créé, pour juger les mineurs, des tribunaux particuliers et a prévu pour ces mineurs des sanctions spéciales. Le législateur de 1912 était parti de cette idée que les mineurs ne doivent pas être jugés suivant les mêmes principes que les majeurs; pour les mineurs, l'idée essentielle est celle d'éducation, il faut essayer de ramener le mineur dans la voie droite, il faut considérer l'influence du milieu et le soustraire à ce milieu pernicieux.

Sans revenir sur l'ensemble des sanctions particulières prévues par cette loi, nous retiendrons seulement la faculté donnée au juge de placer le mineur sous le régime de la liberté surveillée.

Lorsque le mineur de treize ans a été rendu à sa famille ou confié à une personne honorable ou une institution charitable, ou lorsque le mineur de treize à seize ans, acquitté pour défaut de discernement, a été rendu à sa famille ou confié à une personne ou une institution charitable, le tribunal, aux termes des articles 6 et 20 de la loi, pourra en outre le placer sous le régime de la liberté surveillée.

C'est là l'une des institutions les plus curieuses de la loi de 1912. Elle nous vient d'Amérique où elle semble avoir existé pour la première fois dans l'Etat de Massachusetts; depuis lors elle a pénétré dans la plupart des Etats d'Europe et la loi du 22 juillet 1912, en l'organisant dans son titre III l'a fait pénétrer en France. En vertu de ce système de la liberté surveillée, une personne honorable, désignée par le tribunal, est chargée de surveiller l'enfant, de lui faire d'assez fréquentes visites, qu'il soit dans sa famille ou dans une institution charitable ou confié à une personne honorable, pour s'assurer que sa conduite est bonne. La loi de 1912 (art. 23) prévoyait que si le mineur se conduisait mal ou si ceux qui en avaient la garde essayaient de le soustraire à la surveillance du délégué, d'une part celui-ci avait le droit de saisir le tribunal d'une requête afin de faire comparaître à nouveau devant les juges ce mineur, et d'autre part, le président pouvait d'office, dans le même cas, faire revenir le mineur devant le tribunal. Le tribunal ainsi saisi examinait s'il y avait lieu d'aggraver la situation du mineur; le tribunal pouvait recourir à l'envoi dans une colonie pénitentiaire.

La loi de 1912 a été assouplie par la loi de budget de 1927 qui dans son article 86 décida que le mineur qui se conduit bien pourra, par décision du tribunal, être rendu à sa famille, le régime de la liberté surveillée pourra prendre fin. Ainsi donc aujourd'hui, le mineur pourra à sa demande ou sur celle du délégué, revenir devant le tribunal qui peut modifier sa condamnation en plus ou moins sévère.

Nous nous trouvons donc en présence, avec cette législation spéciale, d'un système admettant à la fois le principe de la révision des sentences, et celui de la surveillance du juge sur l'exécution de la peine si l'on peut dire. Ainsi, on voit le magistrat appelé par une loi récente à étendre son activité au delà du prononcé de la sentence; il doit suivre les effets de cette sentence, et pour cela on lui a donné les moyens d'être renseigné et les moyens également d'utiliser ces renseignements pour les faire servir à l'amendement du coupable.

Or, l'expérience a montré d'une part que cette loi donnait les meilleurs résultats, et d'autre part que nos magistrats étaient fort capables de s'intéresser à l'exécution des peines. Rien ne s'opposerait donc en principe à ce que ce qui a été réalisé pour les mineurs ne le fut pour les majeurs. Par conséquent, si les magistrats ne se sont pas, jusqu'à ce jour, intéressés aux commissions de surveillance des prisons, nous croyons que c'est essentiellement parce qu'ils s'étaient rendus compte que, par leur organisation même, ces commissions étaient vouées à une impuissance à peu près totale.

Il faut remarquer d'ailleurs que si une fonction très importante a été attribuée aux magistrats dans l'exécution des sentences prononcées à l'égard des mineurs, il ne s'agit point en réalité de peines ni d'exécution de peines, mais bien plutôt de mesures d'éducation. Cela ne diminue en rien l'exactitude de notre conclusion quant à l'aptitude des magistrats à diriger l'exécution des peines; les qualités dont ils ont fait preuve dans la direction de l'exécution de ces mesures d'éducation prises à l'égard des mineurs, sont les mêmes que celles requises pour la direction de l'exécution des peines. Mais cela nous montre que, actuellement en France, bien que la doctrine soit unanime à proclamer la nécessité de confier aux magistrats au moins la direction de l'exécution des peines, la pratique n'accorde encore qu'un simple droit d'avis aux magistrats.

---

## SECTION IV

---

### **Les autres interventions des magistrats dans l'exécution des peines actuellement.**

---

Nous citerons seulement pour mémoire l'avis que doivent fournir, aux termes du décret du 18 septembre 1925 et de la circulaire du Garde des Sceaux du 29 mars 1926, le président des assises, et le représentant du ministère public ayant personnellement requis la condamnation, sur la classe à laquelle il conviendrait d'affecter le condamné aux travaux forcés. La loi du 14 août 1885, dans son article 3 prévoit que la commission de surveillance et le parquet près la juridiction de condamnation pour les demandes de libération conditionnelle, et le parquet du lieu de résidence pour la révocation de la mise en liberté, devront fournir un avis. Le parquet est encore appelé à donner son avis sur les recours en grâce.

Nous voyons donc quel rôle effacé les magistrats

sont appelés à tenir dans l'exécution des peines; il est évident que dans ces conditions, l'unité direction qui doit présider à l'exécution des peines n'existe pas, et ce n'est pas sous cette forme indirecte que les magistrats pourront agir efficacement sur l'exécution des peines réformatrices. Dans ces conditions, il nous semble normal que les longues peines privatives de liberté donnent d'aussi mauvais résultats, et que la récidive soit florissante en France. Nous connaissons parfaitement le mal et ses causes, l'on nous propose des remèdes théoriquement excellents et qui ont fait leurs preuves à l'étranger. Nous devons donc choisir en connaissance de cause, ou bien nous débarrasser de ce cancer social et pour cela suivre le régime indiqué, ou bien vivre avec ce mal et en accepter les dangers.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

Rôle du magistrat dans l'exécution des peines,  
en législation étrangère.



## I. — Belgique.

Lorsque nous dirigeons notre attention sur les législations étrangères, dans le but d'en rechercher les manifestations les plus perfectionnées susceptibles de venir améliorer nos propres institutions, c'est avec la pensée que tout ce qui est nouveau n'est pas pour cela meilleur et en ce faisant nous avons l'ambition légitime de profiter de l'expérience acquise par autrui.

Or il est tout naturel pour nous Français, de tourner d'abord nos regards sur les institutions de nos voisins et amis Belges, d'une part parce que leurs institutions sont encore extrêmement proches des nôtres, puisqu'elles ont pour la plupart une origine commune, et d'autre part leur civilisation et leur manière de penser étant aussi proches des nôtres qu'il est possible de le désirer, les expériences tentées chez eux auront d'autant plus de valeur pour nous que les diverses circonstances dans lesquelles elles ont été tentées se retrouvent à peu près exactement les mêmes chez nous; nous pouvons ainsi prendre les résultats tels qu'ils sont fournis par les faits sans avoir à les modifier de façon plus ou moins hypothétique.

Dès avant la guerre, une triple intervention permettait à la magistrature belge d'exercer une surveillance sur le régime des prisons.

D'abord, les visites imposées aux juges d'instruction et aux présidents des cours d'assises par l'article 611 du Code d'instruction criminelle et que nous avons

retrouvé en France, permettent à ces magistrats de se rendre compte de la manière dont fonctionne le régime pénitentiaire.

L'accès des prisons belges, indépendamment de ces visites imposées, est encore libre en tout temps pour les procureurs généraux, les procureurs du Roi, les présidents des cours et tribunaux, les juges d'instruction, l'auditeur général, et les auditeurs militaires.

Un second mode de surveillance est exercé par certains magistrats, non plus à titre individuel, mais comme membres de la commission administrative instituée près de chaque prison.

Le procureur du Roi de l'arrondissement fait partie de droit de cette commission et aussi l'auditeur militaire, dans les villes où siège un conseil de guerre.

Dans les prisons centrales, cette commission se réunit deux fois par mois et pour les prisons secondaires une fois au moins, et ces réunions doivent se faire régulièrement car la vie administrative de la prison dépend de son bon fonctionnement. Les attributions de la commission en effet sont très étendues : à l'exception de la comptabilité, elle surveille les divers services, sous l'autorité de l'Administration centrale. Elle lui transmet tous les renseignements et documents qui lui sont demandés relativement à la situation et au régime de la prison. Pour tout ce qui concerne le service, elle fait les propositions qu'elle juge nécessaires, et son initiative peut être grande puisque tout ce qu'elle croit devoir relever dans l'exercice de son mandat, elle peut aux termes du règlement, en faire part à l'Administration centrale. Le Ministre de la Justice

est juge en dernier ressort et adresse aux intéressés ses observations, directement ou après avoir ordonné une enquête qu'il peut confier à un fonctionnaire du Ministère de la Justice ou même à la commission ou à l'un de ses membres.

Afin d'exercer une surveillance plus spéciale, un ou plusieurs membres de la commission sont tour à tour désignés pour un mois et doivent visiter la prison au moins une fois par semaine.

Tous les trois ans, un rapport sur la situation générale de la prison est adressé au Ministère de la Justice par les soins de la commission.

Celle-ci participe également à la surveillance du personnel; les rapports du directeur sur la conduite, l'activité, l'avancement des gardiens sont transmis au ministre par l'intermédiaire de la commission.

Elle est en rapport direct avec les détenus qui sont aussi souvent que possible visités par les membres de la commission, en particulier par le commissaire du mois. Ce dernier détient la clef des boîtes aux lettres disposées dans la prison pour les détenus qui désirent écrire à la commission administrative.

Pour les demandes de grâce et la libération conditionnelle la commission peut prendre l'initiative des requêtes et donne toujours son avis sur les propositions faites par le directeur.

Par ces multiples interventions des commissions administratives les magistrats belges peuvent avoir une action efficace sur le régime moral des détenus et sur le rôle du personnel. Mais il y a plus et la Belgique possède à l'heure actuelle deux textes légaux pré-

voyant une intervention directe du magistrat dans l'exécution des mesures prises à l'égard des mineurs.

Nous n'insisterons pas sur ce texte étant donné que nous avons en France un texte sur la même matière et qui contient des dispositions analogues: la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée.

Le second texte retiendra plus longtemps notre attention car il n'a pas d'équivalent dans notre droit, et très récent il est très novateur et par là d'autant plus intéressant.

Nous voulons parler de la loi du 9 avril 1930, loi de « défense sociale » à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Un des traits caractéristiques de cette loi, c'est l'introduction dans la législation belge des mesures de sûreté alors que le Code pénal les ignorait, et c'est pour cette raison que le législateur belge a été amené à faire surveiller et diriger l'exécution de ces sentences indéterminées par le magistrat.

La tentative poursuivie par le législateur belge se trouve résumée en ces termes par M. SASSERATH, l'éminent secrétaire générale de l'Union Belge de Droit Pénal, avocat à la cour d'appel de Bruxelles et professeur à l'Institut des Hautes Etudes de Belgique: « Depuis longtemps, les criminalistes sont d'accord pour dire et reconnaître que les peines prévues par le Code pénal ne sont plus suffisantes pour défendre la Société contre certaines catégories de criminels. Mais ce qui a retardé jusqu'à ce jour le vote de dispositions législatives permettant de défendre mieux la Société

contre cette criminalité spéciale, c'est que l'on a, avec raison d'ailleurs, redouté que l'application de peines indéterminées puisse entraîner à des abus, et qu'on s'est trouvé en présence de l'éternel conflit qui existe nécessairement entre les nécessités de la défense sociale et les droits imprescriptibles et sacrés de la liberté individuelle » (1).

C'est pour concilier dans la mesure du possible les nécessités de la défense sociale et les droits de la liberté individuelle que le législateur belge a été amené à faire surveiller et diriger par les magistrats l'exécution des peines indéterminées qu'il venait de créer.

Cette loi de défense sociale comporte deux parties, l'une concernant les anormaux et l'autre les récidivistes et délinquants d'habitude.

Pour les anormaux, en Belgique, avant la promulgation de la loi, le Code pénal prévoyait uniquement, comme en France, deux catégories de prévenus: des délinquants responsables, d'une part, et des déments d'autre part.

Le résultat lamentable au point de vue social, c'était que le dément criminel était acquitté et interné dans un asile d'aliénés. Mais le jour où son état de démence, médicalement parlant, n'existait plus, le directeur de l'asile devait le rendre à la liberté. Or, cet individu, qui n'était pas un véritable dément, demeurait souvent un anormal à la merci de la première impulsion mauvaise.

A côté des déments proprements dit, il y a une quan-

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1928, p. 14.

tité considérable d'anormaux qui présentent pour la Société un danger permanent. Or avant cette loi de 1930, la Société n'avait aucun moyen de défense contre eux; le médecin concluait à une responsabilité limitée, d'où peine atténuée. La prison n'étant pas de nature à améliorer l'état du psychopathe, cet anormal délinquant sortait en général au bout d'un temps assez court, plus dangereux pour la Société, et comme prédestiné à commettre de nouveaux crimes et délits à la première occasion.

Devant ce danger social, les Belges ont décidé d'employer le remède proposé par les criminalistes: individualiser les peines et dans un but de défense sociale, employer la peine indéterminée.

Ce n'était pas une idée absolument inconnue du droit belge puisque l'on trouvait au code depuis 1867 un texte décidant que le mineur de seize ans, acquitté pour avoir agi sans discernement pouvait être mis à la disposition du gouvernement jusqu'à sa majorité. Il en était de même pour le soud-muet, mais pour un maximum de cinq ans.

Une loi de 1891 sur le vagabondage décide que le juge de paix peut ordonner l'internement dans une maison de retraite pour une période de deux à sept ans. Nous avons d'autre part signalé la loi de 1912 sur la protection de l'enfance.

Examinons comment la loi a organisé le régime des anormaux délinquants.

Nous ne nous arrêterons pas à la définition de l'anormal légal, définition qui vise l'état de démence, de déséquilibre mental et de débilité mentale et a une

très grande importance au point de vue du respect de la liberté individuelle.

Au cours de l'instruction, le prévenu dément peut être mis en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire; toutes précautions procédurales sont prises; le placement en observation est prononcé pour un mois au maximum et ne peut être prorogé que d'un mois à la foi sans dépasser six mois au total.

S'il s'agit d'un crime ou délit politique, la juridiction d'instruction ne peut faire interner.

En cour d'assises, si le jury déclare que l'accusé coupable est anormal, la cour statue sur l'internement; s'il s'agit d'un crime politique il faut l'unanimité de la cour et du jury pour ordonner l'internement.

La juridiction de jugement peut décider l'internement dans un établissement spécial, pour cinq ans, dix ans ou quinze ans, suivant la peine applicable au fait commis.

Les périodes de cinq, dix, quinze ans ne sont ni un maximum ni un minimum; un interné pour cinq ans peut être remis en liberté après six mois ou un an si son état psychopathique est jugé satisfaisant. Mais si au bout de ces cinq, dix ou quinze ans, il est démontré que son état ne s'est pas amélioré, la prolongation peut être prononcée; le but de la loi en effet, est de ne remettre en circulation que des individus qui ne soient plus dangereux pour eux-mêmes ni pour les autres.

L'intérêt présenté par cette loi dans l'étude qui nous occupe, réside non seulement dans le principe qui l'inspire, mais encore dans la manière dont fonctionne

cette mise en liberté anticipée ou cette prorogation de peine.

La loi de 1930 a institué auprès des annexes psychiâtriques des centres pénitentiaires, des commissions composées d'un magistrat effectif ou honoraire, qui en est le président, et qui est désigné par le Premier Président, de deux membres désignés par la députation permanente de la province, d'un médecin de l'annexe désigné par le Ministre de la Justice. Toutes ces personnes sont désignées pour un an et ont un suppléant.

Cette commission désigne l'établissement où aura lieu l'internement, ordonne le transfert d'un établissement dans un autre et c'est elle qui statue sur la mise en liberté à l'essai ou définitive lorsque l'état psychique de l'inculpé s'est suffisamment amélioré.

L'intéressé peut à tout moment demander à être libéré et peut se faire examiner par un médecin de son choix (article 15). Le procureur du Roi et le conseil de l'interné sont entendus. Cependant, si la demande est rejetée, il ne peut la renouveler avant six mois.

L'article 21 de la loi fixe le régime de cette mise en liberté à l'essai: pendant un an au moins, l'individu reste soumis à la surveillance psychiâtrique et ce n'est que s'il ne donne plus signe de trouble mental que la mise en liberté devient définitive; s'il ne se soumet pas régulièrement aux observations, il sera réintégré sur réquisition du procureur du Roi.

Mais d'autre part, si au bout du terme, la mise en liberté n'est pas ordonnée par la commission, le procureur du Roi peut requérir de la juridiction qui a pro-

noncé l'internement, une prorogation de l'internement pour un nouveau terme. Cette prorogation sera prononcée, s'il y a lieu, après avis notamment du médecin directeur de l'annexe et débat contradictoire.

Nous voyons donc le rôle important réservé au magistrat dans l'exécution de cette mesure de sûreté: tantôt c'est à titre particulier qu'il est fait appel au magistrat, tantôt comme président de la commission chargée d'examiner à chaque instant s'il y a lieu de poursuivre l'exécution de la mesure antérieurement ordonnée.

La deuxième partie de la loi du 9 avril 1930 se rapporte aux récidivistes et aux délinquants d'habitude. En Belgique comme en France, on avait été frappé de la multiplication de la récidive. Le mal était d'autant plus grand qu'en Belgique aucune mesure analogue à notre relégation n'existait.

Les dispositions du Code pénal analogues à celles que nous avons en France avant la loi de 1885 et prescrivant des peines plus fortes pour les récidivistes, restaient sans effet pratique; quantités d'individus, punis d'une peine plus forte, conformément aux dispositions du Code, recommençaient, à peine sortis de prison, et il semblait même que les peines ordinaires avaient pour conséquence de les rendre plus antisociaux encore qu'auparavant; devant ces constatations, le législateur belge a estimé qu'à l'égard de ces individus là, il fallait prendre des mesures énergiques.

Alors que, à l'égard du délinquant aliéné, la loi décide qu'il n'interviendra pas de condamnation, mais que celui-ci sera immédiatement, dans les conditions que nous venons d'indiquer, interné dans un asile

d'aliénés, à l'égard du récidiviste au contraire, le nouveau texte décide qu'il sera condamné à la peine méritée, conformément aux dispositions du Code pénal avec toutes les aggravations prévues à ce Code. « Mais à l'expiration de la peine et après avoir subi celle-ci, il sera mis pendant un certain temps à la disposition du Gouvernement, non plus pour être interné dans une prison ordinaire, mais dans une colonie agricole où, pendant tout le temps de son internement complémentaire, il sera soumis au travail de la terre qui est essentiellement régénérateur et qui lui permettra peut-être de s'améliorer de telle manière qu'on puisse un jour, le rendre sans danger à la Société » (1).

Le long terme pendant lequel on met ce délinquant invétéré à la disposition du Gouvernement, est une des innovations les plus curieuses de la loi belge de 1930. Ce n'est pas, en effet, un terme rigide, c'est-à-dire que cet homme ne doit pas penser: « Je suis privé de ma liberté pour quinze ou vingt ans, d'une manière certaine », ce qui entraînerait chez beaucoup d'entre eux le découragement et aurait été à l'encontre du but poursuivi. Bien que condamné à être mis à la disposition du Gouvernement à l'expiration de leur peine pendant un temps assez long, ils peuvent espérer être remis en liberté si, avant l'arrivée de cette date, ils ont donné des preuves suffisantes d'amendement, ce qui est évidemment pour eux un grand encouragement à s'améliorer.

L'article 24 de la loi prévoit ceci:

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1928, p. 26.

« Dans les cas prévus aux articles 54 et 57 du Code pénal (crime sur crime) à moins que la peine criminelle antérieure ait été prononcée pour un crime politique, les récidivistes sont mis par l'arrêt de condamnation à la disposition du Gouvernement pendant vingt ans après l'expiration de leur peine.

« ARTICLE 25. — Hormis pour les crimes et délits politiques, les récidivistes dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal (crime sur délit ou délit sur délit) peuvent être mis par le jugement ou l'arrêt de condamnation à la disposition du Gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de cinq à dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est inférieure à un an de prison » (1).

Ainsi suivant la gravité de la récidive, la mise à la disposition du Gouvernement pourra aller de cinq à vingt ans.

En ce qui concerne les délinquants d'habitude :

« La même mesure peut être prise au cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance » (1).

C'est donc là une disposition qui vise non plus le cas des récidivistes, mais le cas des délinquants invétérés.

Voici maintenant la disposition qui permet aux réci-

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1928, p. 27.

divistes ainsi mis à la disposition du Gouvernement, d'espérer leur mise en liberté avant l'expiration de ces délais :

« Les récidivistes et délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement en vertu des articles 24 et 25 de la présente loi, peuvent demander d'être relevés des effets de cette décision. A cette fin, ils adressent leur demande au Procureur général de la cour d'appel dans le ressort duquel siège la juridiction qui a prononcé leur mise à la disposition du Gouvernement.

« ... Cette demande peut-être introduite trois ans après l'expiration de la peine et ensuite de trois en trois ans lorsque la durée de la mise à la disposition du Gouvernement ne dépasse pas dix ans. Dans les autres cas, la demande peut être introduite au bout de cinq ans et peut être renouvelée de cinq en cinq ans » (1).

La législation belge a décidé avec raison que ces demandes de mise en liberté ne peuvent être faites qu'au bout de trois et cinq ans, car lorsque l'on a affaire à des délinquants invétérés, dont on cherche à améliorer la mentalité, ce n'est pas en six mois, en un an ni même en dix-huit mois qu'ont peut arriver à ce résultat; il faut qu'on les soumette à cette espèce de traitement moral pendant un temps suffisamment long pour pouvoir aboutir à un résultat.

Alors que l'anormal peut s'améliorer d'une façon suffisante en un temps que personne ne peut détermi-

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1928, p. 27 et s.

ner à l'avance, le délinquant invétéré n'est pas un malade, c'est un individu dont la mentalité est profondément troublée, qui n'a pas la notion de ses devoirs sociaux, qui est en marge de la société. Pour faire naître dans l'esprit de cet individu la notion de ses devoirs et de ses responsabilités, il faut évidemment un temps relativement long, et c'est pour cela qu'on a prescrit un terme de trois années au bout duquel on pourra éventuellement remettre en liberté ce récidiviste, si réellement il s'est amendé, s'il s'est produit une amélioration morale suffisante, certaine, pour pouvoir espérer qu'il se reclassera dans la Société et n'abusera pas de la liberté qu'on va lui rendre.

Cette lois constitue, comme nous le voyons, une des premières applications de la peine indéterminée généralisée. Le législateur belge a pris le maximum de précautions pour éviter les abus. Or, dans ce système répressif encore plus que dans le système français actuel des peines déterminées, le résultat devant dépendre de la prudence et de la science de ceux qui l'appliqueront, nous retiendrons la large place faite aux magistrats dans l'application des sanctions. C'est une commission spéciale présidée par un magistrat qui ordonne la mise en liberté de l'aliéné interné, et c'est exclusivement aux magistrats que l'on fait appel ensuite, puisque c'est la juridiction qui a prononcé l'internement pour un nouveau terme. Mais il ne s'agit pas là de peines à proprement parler et cependant, c'est à des magistrats que l'on fait appel pour prononcer d'après l'avis de médecins experts. Mais lorsqu'il s'agit des mesures de sûreté visant à procurer le re-

dressement des récidivistes l'on a décidé que c'est à  
 nés demandant à être relevés de leur internement  
 magistrats ont donc bien la surveillance et la haute  
 direction des mesures tendant à l'amendement des  
 condamnés.

Nous voyons donc qu'en Belgique s'il n'y a que quelques lois spéciales organisant l'action du juge dans l'exécution de la peine, par contre, par le moyen des commissions de surveillance, les magistrats de ce pays ont une influence constante sur l'exécution des peines, et l'on a constaté chez nos voisins, depuis que l'intervention des juges se fait pressante et active, que la moitié des prisons a été fermée dans le royaume de Belgique. Il en est de même en Hollande.

---

## II. — Hollande.

En Hollande, pays où la criminalité diminue, les tribunaux n'interviennent pas, il est vrai, dans l'exécution des peines, mais par contre, il existe partout des sociétés de patronage, qui sont en ce royaume considérées, tant par la magistrature que par l'Administration, comme des auxiliaires indispensables. Plus nombreux que partout ailleurs, paraît-il, sont les magistrats qui, en dehors de leurs fonctions, s'intéressent à la vie des détenus et au « reclassement » des délin-

quants. Ceci explique pourquoi en Hollande la condamnation conditionnelle et la libération conditionnelle fonctionnent de façon si satisfaisante.

---

### III. — **Norvège.**

En Norvège, le Code pénal, modifié par la loi du 22 février 1929 ne fait, qu'à titre exceptionnel, intervenir le magistrat directement dans l'exécution des peines.

Le tribunal qui prononce une condamnation avec sursis peut (art. 53) ordonner que le condamné sera soumis, pendant le délai d'épreuve, à la surveillance d'une œuvre de protection ou d'une personne digne de confiance et désignée par le ministère public. Le délai d'épreuve dont la durée n'est pas fixée, pourra être prolongé jusqu'à cinq ans par le juge d'instruction du lieu, s'il considère cette mesure comme opportune; il pourra même révoquer l'ordonnance de mise sous surveillance. A la suspension de la peine pourront, d'autre part, être adjointes certaines conditions. Le tribunal a des pouvoirs extrêmement larges en ce qui concerne la détermination de ces conditions: réparation à la personne offensée, paiement de l'indemnité allouée à la victime, recherche d'une occupation honorable, éloignement de certains lieux spécialement désignés dans le jugement et, si l'infraction a été commise

en état d'ivresse ou bien s'il est constaté que le délinquant fait habituellement usage de boissons alcooliques, abstention de consommer des boissons de cette nature ou séjour dans un établissement destiné au traitement des alcooliques. Le juge d'instruction conserve pendant le délai d'épreuve le pouvoir d'imposer telles conditions additionnelles que le tribunal aurait omis d'ordonner.

---

#### IV. — Yougo-Slavie.

Le Code criminel yougoslave du 29 janvier 1929 donne au juge une sorte de pouvoir de contrôle indirect pour l'exécution même des peines privatives de liberté.

Le paragraphe 53 permet au tribunal de soumettre le condamné qui sort d'un établissement pénitentiaire aux mesures de sûreté, de surveillance et de protection. Le tribunal peut, en outre, d'après le paragraphe 68, ordonner la surveillance dite de protection, pendant le temps d'épreuve, en cas de sursis à l'exécution de la peine. La peine prononcée par jugement définitif peut être ensuite mitigée par le paragraphe 430 du Code de procédure criminelle, *même d'office par le tribunal*.

Enfin, le paragraphe 432 du Code de procédure criminelle permet, sous certaines conditions, au tribunal

ayant prononcé la condamnation de rendre une décision sur les demandes de grâce; lorsque la décision du tribunal est devenue définitive, si celle-ci approuve ces demandes, elles sont transmises au Ministère de la Justice.

Si, comme nous venons de le voir, le rôle des magistrats du royaume des Serbes-Croates-Slovènes est relativement restreint quant au contrôle des peines privatives de liberté, le juge tient une large place au contraire dans l'exécution même des mesures de sûreté. Sur la proposition de la direction de l'établissement pénitentiaire, c'est le tribunal en effet qui, le ministère public entendu, accorde ou révoque: 1° la libération conditionnelle des individus condamnés au renvoi dans une maison de garde pour récidivistes (paragraphe 51), dans une maison de travail pour vagabonds et prostituées (paragraphe 53), et 2° la libération des individus condamnés à être renvoyés dans une maison de cure pour ivrognes (paragraphe 54).

Les mesures de sûreté, toujours prononcées pour une durée indéterminée, sont les seules représentants de la sentence indéterminée en droit yougoslave.

Depuis 1869, une loi a organisé en Serbie, la libération conditionnelle. Comme institution administrative, elle est réglementée aujourd'hui dans la loi de 1929 sur l'exécution des peines privatives de liberté, et le Code criminel, en énonce le principe, dans son paragraphe 40.

Maintenant, nous allons examiner des lois qui ne sont pas encore entrées en application ou dont l'application a été suspendue pour des motifs d'ailleurs étrangers à la science pénitentiaire.

## V. — Tchéco-Slovaquie.

Lorsque, à la suite de la Grande Guerre, la République Tchécoslovaque eut été constituée sur les ruines du vieil empire des Habsbourg, le nouvel état entreprit la réforme de son droit pénal. Cet effort aboutit dès 1926 à un projet rédigé par les professeurs MIRICKA, KALAB et MILOTA qui s'inspire des principes de la science pénitentiaire la plus moderne.

Nous ne nous arrêterons qu'à la quatrième section; les quarante-trois articles de celle-ci sont consacrés à l'exécution des peines et des mesures de sûreté. Ce projet prévoit une hiérarchie d'organismes spéciaux chargés de l'exécution des peines. Au sommet est créé près du Ministère de la Justice, un conseil spécial pour l'exécution des peines et mesures de sûreté; il se compose de trois catégories de personnes: représentants du Gouvernement, membres élus par l'assemblée nationale et spécialistes. A ce conseil est dévolu un rôle général de surveillance de l'exécution réglementaire des peines et mesures de sûreté, et d'aide à porter aux libérés; il donne des avis sur les lois pénales en vigueur et propose les réformes pénitentiaires. En second lieu, un conseil de surveillance est créé auprès de chaque établissement pénitentiaire et préventif; il a pour président le représentant du Ministre de la Justice et il se compose en outre de représentants des autorités locales et de spécialistes nommés par le Ministère de la Justice. Les conseillers ont pour mission non seulement de surveiller l'exécution régulière

de la peine, mais encore de donner des indications en vue de l'amélioration de l'établissement. Enfin, des tribunaux de prison spéciaux fonctionnent dans chaque pénitencier.

Ces tribunaux se composent de trois membres: le Président qui est un magistrat délégué par le Ministère de la Justice, et deux assesseurs ayant qualité pour être membre du banc des jurés. Ils ont pour mission de chercher parmi toutes les difficultés qui surgissent à propos de l'exécution de la peine, celles qui doivent l'être par une décision de justice. Ce sont eux qui décident d'après la conduite du condamné en prison s'il y a lieu de déduire la détention préventive, car dans le nouveau Code, lorsque le tribunal de droit commun prononce une peine de plus d'un an de réclusion, il ne peut qu'émettre un avis au sujet de la détention préventive. La libération conditionnelle, les infractions commises dans la prison et passibles d'une peine inférieure à un an sont du ressort de ce tribunal particulier qui peut ainsi avoir à diminuer ou augmenter la durée de la peine. Enfin, en cas de jugement indéterminé, c'est naturellement ce tribunal qui prend les décisions en cours de peine.

---

## VI. — Roumanie.

La Roumanie est en train d'élaborer un projet de nouveau Code pénal ; nous nous bornerons donc à

signaler qu'une large part y est donnée au rôle du juge dans l'exécution de la peine, et nous passerons tout de suite à l'examen de la législation polonaise.

---

## VII. — Pologne.

En Pologne, il existe une loi spéciale qui a été mise en vigueur par un décret loi du 7 mars 1928 et dont certaines dispositions autorisant les détenus à interjeter appel des peines disciplinaires qui leur sont infligées; cet appel est porté devant le procureur de l'arrondissement qui statue sans délai et définitivement. Le contrôle des magistrats sur l'exécution des peines est donc assez réduit, mais il existe par contre un très intéressant projet de Code pénal qui attribue à l'autorité judiciaire l'exécution des peines privatives de liberté.

Etant donné qu'il ne s'agit encore que de projets, nous nous bornerons à signaler les traits caractéristiques de cette organisation.

Lorsque le condamné a accompli une partie de sa peine privative de liberté, c'est le même tribunal qui est appelé à statuer sur la libération conditionnelle et c'est lui qui se prononce sur l'opportunité de la cessation des mesures de sûreté prises à l'égard du condamné. De même, c'est sur décision du tribunal, après l'exécution de leur peine que les récidivistes et les

délinquants professionnels ou d'habitude pourront être internés dans un établissement spécial. La durée de cet internement est de cinq ans au minimum, et à l'expiration de chaque période quinquennale, c'est le tribunal qui décide si le délinquant sera maintenu pour une nouvelle période; au cours de chaque période, d'ailleurs, le tribunal a la faculté d'ordonner, s'il y a lieu, la libération conditionnelle.

Il existe également un projet de loi sur les tribunaux pour les mineurs remettant tout ce qui concerne l'exécution de la peine et les mesures éducatives relatives à ces inculpés à un juge spécialisé.

Nous voyons donc qu'en Pologne, si actuellement les magistrats ne sont appelés qu'exceptionnellement à intervenir dans l'exécution des peines privatives de liberté, le projet de nouveau Code pénal fait une large place aux magistrats non seulement dans l'exécution des mesures de sûreté, mais encore dans l'exécution des peines privatives de liberté telles qu'elles sont encore comprises en France.

---

### VIII. — Espagne.

Nous retrouvons cette intervention de l'autorité judiciaire à la fois dans l'exécution des peines et des mesures de sûreté, non plus cette fois dans un projet, mais dans une loi qui n'est déjà plus en vigueur. Il

s'agit du Code pénal espagnol promulgué par le Directoire, le 8 septembre 1928 et qui fut, sans doute pour des raisons qui relèvent plus de la politique que de la criminologie, abrogé par le Gouvernement provisoire après la Révolution de 1931.

Les peines privatives de liberté avaient été réduites à trois, et l'une: l'arrêt de un jour à deux mois, en matière de contraventions ne nous intéresse pas. Les deux autres étaient la prison et la réclusion, visant la répression des délits, toutes deux d'une durée de deux mois et un jour à trente ans.

Ces deux peines parallèles, l'une s'appliquant aux délinquants présentant la plus grande perversité, l'autre aux moins dangereux au point de vue de la Société, devaient être subies selon un régime progressif. D'abord l'encellulement de jour et de nuit pendant une période d'observation; puis le condamné passait par deux régimes de vie en commun et enfin, la libération conditionnelle couronnait ce système progressif. En cours de peine, le condamné pouvait se voir accorder ce que le Code appelait des « bons d'accomplissement de peine » pour sa conduite ou des actes de dévouement extraordinaires. La libération conditionnelle étant basée strictement sur la conduite du détenu, celui-ci pouvait ainsi voir abréger le stage minimum nécessaire pour bénéficier de la liberté anticipée. Or, c'est le tribunal qui avait prononcé la sentence qui, sur la proposition du conseil de discipline de la prison, accordait ces bons, et ce même tribunal était appelé à fournir un avis sur l'opportunité de la libération conditionnelle; or, si cet avis était contraire cette faveur ne pouvait être accordée.

De même, le tribunal vérifiait si les conditions, pour la libération définitive, étaient réunies et pouvait seul l'accorder.

En cas d'aliénation mentale du détenu en cours de peine, le tribunal était appelé à ordonner l'internement dans un asile.

Naturellement, pour l'application des mesures de sûreté, c'est le même tribunal qui devait réviser périodiquement les sentences indéterminées et ordonnait suivant que les causes qui l'avaient fait prononcer subsistaient, le maintien de l'internement ou la libération.

---

## IX. — Italie.

De même que le Code espagnol, de 1928, la récente réforme du droit pénal italien a organisé à la fois la peine et la mesure de sûreté.

Le 19 octobre de l'an VIII du Fascisme (1930), le chef du Gouvernement italien et le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Cultes ont promulgué le textes des nouveaux Codes pénal et de procédure pénale du Royaume, qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et le 27 octobre, à l'aube de l'an IX.

Nous ne reviendrons pas sur la qualité remarquable de cette œuvre législative rendue possible par une méthode de préparation extraparlamentaire, ni sur les circonstances qui l'ont causée: recrudescence de la cri-

minalité à la suite de la Grande Guerre, cause qui est à l'origine de la réforme pénale entreprise dans la plupart des pays d'Europe après la Guerre.

Code politique, Code de vigoureuse défense sociale, a-t-on dit, nous laisserons de côté certaines de ses particularités souvent des plus intéressantes, pour ne nous arrêter qu'à quelques innovations de ce nouveau Code, en particulier les moyens employés pour lutter contre la récidive.

En cas de récidive, la peine prévue est augmentée de moitié ou même des deux tiers s'il s'agit d'un délit de même nature commis dans un délai de cinq ans.

Mais la grande innovation de ce nouveau Code en cette matière, ce sont les mesures de sûreté.

Elles sont de trois sortes:

1° L'internement dans une colonie agricole, une maison de travail, de santé ou un asile d'aliénés judiciaires.

2° La liberté surveillée avec interdiction de séjour et dans certains cas l'interdiction des auberges.

3° La caution pécuniaire de bonne conduite, et une confiscation spéciale.

Ces mesures de sûreté sont distinctes des peines, et leur but est d'éliminer, soigner, éduquer, corriger; elles s'appliquent même aux irresponsables, par exemple aux mineurs de quatorze ans, ou aux individus simplement dangereux, par exemple aux faibles d'esprit relaxés des fins de la poursuite; elles sont basées sur l'état dangereux qui devient punissable en dehors de toute infraction.

Pour la lutte contre la récidive toute une série de

moyens a été employée: présomption d'état dangereux, le juge est dispensé des preuves ordinaires; il n'y a jamais lieu à la déduction de la détention préventive, ni à l'intervention de l'amnistie, ni de la grâce générale, non plus qu'à la suspension conditionnelle de la peine, etc... de plus, il y a des prohibitions diverses, des aggravations de peines, et des exclusions d'avantages.

Mais ce qui nous intéressera le plus ce sont les innovations du nouveau Code italien relatives à la surveillance de l'exécution de la peine privative de liberté.

Le contrôle de l'exécution des peines, en effet, comme le rôle de certaines mesures de sûreté est confié à la magistrature, ce qui a motivé la création d'un nouvel organe juridictionnel sous le nom de « juge de surveillance ». Voici en quels termes le Ministre de la Justice, Son Excellence Roco s'exprimait à ce sujet dans son rapport sur le projet: « La nécessité de conférer au juge la surveillance de l'exécution de la peine, dit-il, est de plus, en plus apparue dans la pratique pénitentiaire comme une condition indispensable, tout en maintenant son but immédiat de sanction, d'en faire un instrument de rééducation et d'amendement. Cette nécessité est affirmée par une telle unanimité d'adhésion que l'on peut attester qu'elle est l'un des canons auxquels sont indissolublement liés l'application de la peine au point de vue de la prévention individuelle et le progrès du droit pénal dans cet ordre d'idées » (1).

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1930, p. 411.

L'article 144 définit ainsi les attributions de ce magistrat: « L'exécution des peines de détention est surveillée par le juge. Il délibère au sujet de l'admission au travail *all' aperto* (à l'extérieur) et donne son avis sur l'admission à la libération conditionnelle. » L'article 148 lui donne le pouvoir, en cas d'infirmité psychique du condamné, d'ajourner ou de suspendre l'exécution de la peine privative de liberté pour ordonner l'internement dans un manicomie ou dans une *casa di cura e di custodia*. Il peut enfin régler la durée des mesures de sûreté par des interventions successives. En cours d'exécution de peine, d'autre part, c'est au juge de surveillance qu'il appartient d'agir quand il convient de modifier la condition ou le traitement du condamné: changement d'établissement spécial, admission des condamnés majeurs de dix-huit ans dans une section spéciale, mesures à prendre à l'égard des condamnés reconnus comme ne pouvant s'adapter à la vie en commun, envoi du condamné dans un établissement de réadaptation sociale, transfèrement du condamné dans une maison accueillant les déficients physiques ou psychiques, ou dans un asile judiciaire d'aliénés. Il doit enfin être consulté sur les propositions de la direction de l'établissement pénitentiaire, au sujet de la grâce du condamné.

En outre, le juge de surveillance exerce des fonctions d'inspection délibératives et consultatives; l'article 585 du nouveau Code de procédure pénale lui permet d'émettre des ordres de service. Dans son rapport, Son Excellence Rocco avait reconnu que cette surveillance devait être maintenue dans d'étroites limites

« pour ne pas porter atteinte à la chose jugée et à l'essence de la peine, ni affaiblir l'autorité des agents administratifs des établissements pénitentiaires ». C'est pourquoi, pour prévenir tout risque de conflit entre la direction des établissements pénitentiaires et le juge de surveillance, l'article 6 du nouveau règlement pénitentiaire du 18 juin 1931 dispose que ces ordres de service n'interviennent que dans les cas où le juge exerce des fonctions délibératives.

Enfin, ce règlement décide que le juge doit rendre compte au Ministère de la Justice de toutes les constatations qu'il a faites dans ses fonctions de surveillance ou qu'il a recueillies sur la réclamation des détenus.

D'autre part, nous devons signaler que le nouveau Code organise auprès de chaque tribunal, et encourage au moyen de subventions alimentées par une caisse des amendes, des conseils de patronage. Ces associations de bienfaisance ont pour mission de prêter assistance aux prisonniers libérés, de leur procurer du travail, et de venir en aide à la famille des détenus.

Enfin, les Italiens ont voulu assurer l'unité de commandement dans la lutte contre la récidive et contre la criminalité en général. Afin de faire vraiment de la peine la suite et l'exécution de la sentence dans l'esprit où elle est prononcée, afin d'assurer également la collaboration étroite et la bonne entente de la Magistrature et de l'Administration dans leur lutte contre le crime, les Italiens n'ont pas hésité à confier à un magistrat la direction générale de tous les Instituts de prévention et de peine.

Or, depuis que la direction de tous les établissements pénitentiaires de l'Italie est confiée à un Président de Section à la Cour de Cassation de Rome, l'Administration n'a pas eu à en souffrir et bien au contraire, la coordination de ces deux institutions : Magistrature et Administration pénitentiaires, donne les meilleurs résultats.

Nous voyons donc la nouvelle législation italienne entreprendre une lutte organisée contre le fléau de la récidive, conjuguer tous les moyens même les plus modernes et aller jusqu'à l'innovation hardie d'un magistrat chargé spécialement de l'exécution de la peine. Malheureusement, l'entrée en vigueur de ce nouveau système est encore trop récent pour que l'on puisse apprécier les résultats pratiques.

---

## X. — **Brésil.**

Il n'en est pas de même pour la législation dont nous abordons maintenant l'examen et qui va clore cet aperçu des législations étrangères relatives à ces expériences pénitentiaires. Le système pénitentiaire du Brésil en effet, que nous allons étudier brièvement, est remarquable non pas tant par les solutions extraordinaires et employées nulle part ailleurs, que par la perfection des résultats obtenus par un ensemble de moyens que nous avons déjà rencontrés, isolés du reste, dans cette courte étude de droit comparé.

Le régime pénitentiaire du Brésil a été l'objet de réformes radicales dues à la loi fédérale du 5 septembre 1922, promulguée par le Président de la République Epitacio PESSOA. L'exécution n'en a du reste été réglementée qu'en 1924 par deux décrets fédéraux sur le sursis et la mise en liberté conditionnelle des prisonniers.

Nous n'insisterons pas sur le sursis qui est inspiré du système dit « continental d'Europe » institué en Belgique en 1888 et en France en 1891.

Par contre, la libération conditionnelle des prisonniers a fait l'objet d'une réglementation des plus intéressante étant donné les résultats excellents qu'elle donne depuis bientôt dix ans qu'elle fonctionne.

Au Brésil, le juge de la condamnation contrôle l'exécution de la peine et pendant toute sa durée, il conserve la juridiction sur le condamné.

Mais entre l'Administration du pénitencier qui est du ressort du pouvoir exécutif, et le Juge, contrôleur de l'exécution de la peine, il a fallu créer un organe nouveau nommé « *conseil pénitentiaire* ». Nous reviendrons sur cette institution tout à l'heure, mais auparavant, nous devons exposer l'état de chose qui a nécessité au Brésil cet organisme particulier.

Le Brésil est le plus vaste pays de l'Amérique du Sud, sa superficie est d'environ 8 millions 500.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire plus grand que l'Europe moins une partie de la Russie. C'est le cinquième pays du monde en étendue et il compte plus de 30 millions d'habitants.

Découvert en 1500, il resta sous la domination por-

tugaise jusqu'en 1822, époque à laquelle il devint un empire indépendant. Le 15 novembre 1889, une république fédérative était instaurée sous le nom d'Etats-Unis du Brésil.

La constitution républicaine de 1891, actuellement en vigueur, limite aux intérêts fédéraux le pouvoir judiciaire fédéral qui se compose d'un Suprême tribunal et d'un juge fédéral dans chaque Etat.

Or, si le droit civil, le droit commercial et le droit pénal sont du ressort de l'Union fédérale, la procédure appartient aux Etats. Chacun a sa constitution, élit son gouverneur et les membres de son pouvoir législatif, organise ses tribunaux et les procédures, entretient les prisons où il peut du reste recevoir les prisonniers condamnés par la justice fédérale.

Ce système politique commandé par les circonstances géographiques, exige deux justices séparées et presque indépendantes: la justice fédérale et la justice locale, non seulement dans chaque Etat, mais aussi dans les régions dites fédérales, comme le District fédéral, c'est-à-dire la ville de Rio de Janeiro, capitale fédérale, et le territoire de l'Acre. Ce territoire de l'Acre est un assez grand morceau de la Bolivie, près de l'Etat brésilien de l'Amazonie, que le Brésil a acheté à cause de l'établissement des chercheurs de caoutchouc réalisé par des Brésiliens avant la délimitation exacte de la frontière entre la République de la Bolivie et le Brésil.

Ainsi, il y a partout deux justices parallèles: la justice fédérale et la justice locale, avec des compétences pénales différentes. Or, il n'existe pas de péniten-

ciers séparés, le plus grand nombre étant en effet entretenu par les gouvernements des Etats, puisque ceux-ci légifèrent sur la procédure pénale.

C'est cet état de chose qui a nécessité la création des « conseils pénitentiaires ». Cet organe particulier se compose de trois juristes, deux médecins, d'un représentant du ministère public fédéral et un autre du ministère public local, et dont le directeur du pénitencier pour hommes est le secrétaire.

Le Président de la République nomme directement le conseil pénitentiaire du District fédéral et du territoire de l'Acre; le conseil pénitentiaire de chaque Etat est nommé par le gouverneur.

Les membres du conseil pénitentiaire, dont les fonctions sont gratuites, mais considérées par la loi comme service public de haute valeur, doivent visiter la prison au moins une fois par mois. Leur rôle consiste à surveiller; ils doivent signaler à leur gouvernement les irrégularités qu'ils constatent. Chaque prisonnier possède un dossier anthropologique individuel et le directeur a pour chacun un registre d'observations personnelles. Grâce à cette organisation, les membres du conseil vérifient la conduite de chaque détenu.

La libération conditionnelle est au Brésil une mesure judiciaire. Chaque fois qu'un prisonnier a accompli les deux tiers de sa peine, ou même la moitié seulement, s'il a mérité par ses bonnes dispositions d'être admis à des services externes d'utilité publique ou envoyé dans une colonie agricole, le conseil pénitentiaire examine l'opportunité de cette mesure.

L'initiative de cette mesure appartient:

1° Au prisonnier qui peut demander par écrit au conseil sa libération conditionnelle;

2° Au directeur de la prison;

3° Au conseil pénitentiaire spontanément.

Le dossier judiciaire pénal original du condamné est examiné puis l'on entend le prisonnier non seulement sur son état d'esprit mais surtout sur ce qu'il a l'intention de faire une fois libre. Il y a toujours également un rapport du directeur de la prison et un autre rapport d'un membre du conseil pénitentiaire. Si une expertise mentale semble utile, le prisonnier est transféré au *Manicome judiciaire*, c'est-à-dire à l'asile des condamnés aliénés où il reste en observation pendant un mois au moins.

Lorsqu'un cas de libération conditionnelle se présente au conseil pénitentiaire, d'une des trois façon indiquées, un rapport verbal est fait par un membre lors d'une des réunions bimensuelles du conseil. Le conseil peut faire comparaître le prisonnier, et, le directeur et le médecin de la prison entendu, il décide librement, compte tenu des antécédents de l'intéressé et de tous les éléments individuels qui sembleraient rendre possible un retour au crime.

L'avis formulé par le conseil n'est qu'un vœu adressé au juge de l'exécution de la peine qui a seul pouvoir d'accorder la mise en liberté provisoire.

Le juge est libre d'accorder ou de refuser, il décide librement, le ministère public entendu. Si la libération conditionnelle est accordée contre l'avis du ministère public, ce dernier peut faire appel de la décision du juge devant le tribunal supérieur; et d'autre

part si le juge la refuse, le condamné peut faire la demande d'un *habeas corpus* au même tribunal et peut même, le cas échéant, recourir jusqu'au Suprême tribunal fédéral.

Le juge de l'exécution communique au président du conseil pénitentiaire la sentence définitive, accordant la libération. C'est à ce dernier qu'échoit le soin de réaliser la mise en liberté.

La mise en liberté, et c'est un détail curieux de cette législation brésilienne (détail pittoresque mais qui a son importance au point de vue pénitentiaire) a lieu lors d'une cérémonie solennelle. En présence de tous les incarcérés de l'établissement, le président du conseil pénitentiaire lit les conditions imposées dans la sentence; ensuite il dresse sur un registre spécial un procès verbal contenant un compromis, que signe le libéré, par lequel ce dernier s'engage à respecter les conditions qui lui sont imposées par la sentence; les autorités présentes contresignent ensuite le procès verbal. La cérémonie se termine par une courte allocution destinée à en expliquer le sens aux autres détenus et à stimuler leur amélioration. Enfin, l'on remet au libéré son carnet.

Le condamné libéré n'est pas abandonné: un membre de la société de Patronage juridique des condamnés a assisté à la cérémonie de libération; le libéré sera aidé par ces sociétés, sans aucune intervention de la police officielle ce qui lui évitera d'avoir à cacher sa situation de condamné libéré. Le conseil pénitentiaire ne l'abandonne pas non plus: s'il n'a pas de place au début, le conseil lui fait obtenir un emploi

dans les travaux de l'Etat ou des municipalités et par la suite, un commissaire de surveillance du conseil pénitentiaire le soutiendra et le protégera, d'accord avec les sociétés de patronage.

Le libéré est réintégré dans la prison et perd le bénéfice du temps passé en liberté en cas de récidive, d'inobservation de l'une quelconque des conditions de la sentence, ou même faute d'avoir soumis son carnet au visa mensuel.

Les résultats pratiques de ces nouvelles mesures de politique criminelle depuis bientôt dix ans qu'elles sont en application ont été les meilleures possibles.

« La proportion des insuccès est très petite disait en 1930 à la Société générale des Prisons, M. le Comte MENDES de ALMEIDA, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Rio de Janeiro, dans son rapport sur le régime pénitentiaire au Brésil. Il faut ajouter que la libération conditionnelle, grâce au système de prudence et d'impartialité la plus absolue des conseils pénitentiaires et principalement la solennité de la cérémonie de la mise en liberté en présence de tous les prisonniers, produit dans les prisons un effet de relèvement qui mérite d'être proclamé. La conduite de presque tous les prisonniers, même des pires bagnards considérés comme incorrigibles, s'est améliorée d'une façon impressionnante. Les mauvais se sont transformés, devenant dociles et travailleurs; et les bons sont devenus meilleurs.

« C'est vraiment le rayon de soleil éclairant la possibilité de la conquête de la liberté anticipée, non seulement par le moyen de leur bonne conduite mais aussi

par l'effort des prisonniers, de leur famille et de leurs amis, ainsi que des membres des sociétés de patronage, pour les stimuler et leur trouver un placement dans des usines, des ateliers et même dans des maisons de commerce dont les patrons ne craignent pas de signer des compromis les engageant à recevoir le futur libéré.

« C'est bien la clef de la prison dans la main des prisonniers de bonne volonté » (1).

La libération conditionnelle a donné au Brésil d'excellents résultats dus sans doute comme l'exposait M. le Comte de ALMEIDA « à la générosité hospitalière de son peuple qui considère le libéré conditionnel comme un repentant » ce qui favorise extraordinairement le placement et le reclassement des libérés, mais aussi au fait que à aucun moment le condamné n'est perdu de vue par le magistrat. Celui-ci suit pas à pas le relèvement du détenu, il le dirige en prison et ne passe d'une étape à l'autre qu'à bon escient puisqu'il n'est pas tenu par des périodes fixées arbitrairement à l'avance. Ainsi il ne libère que des individus dont il est sûr, c'est pourquoi dans tout le vaste territoire du Brésil, les résultats ont été excellents. Dans les cinq premières années de l'application de la loi, selon les chiffres cités par M. le Comte de ALMEIDA, au District fédéral, à la ville de Rio de Janeiro, capitale du Brésil, où la population dépasse un million et demi d'habitants, la libération conditionnelle a été accordée à cent-vingt-huit prisonniers. Or il n'y a eu que cinq sentences de

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1930, p. 383.

révocation dont quatre par suite de manque de présentation du carnet au directeur du pénitencier; c'est-à-dire que ces quatre libérés ont disparu, sont peut-être morts ou émigrés. Un seul cas de nouvelle infraction pénale s'est produit.

Nous n'en sommes malheureusement pas encore là en France; c'est pourquoi, après cet examen de quelques législations étrangères particulièrement intéressantes puisque, à une question très grave et pas encore résolue chez nous, elles apportent des solutions neuves, qui peuvent parfois paraître trop hardies, mais dont certaines ont déjà donné d'excellents résultats, il nous reste maintenant à envisager de quelle manière il conviendrait de faire intervenir les magistrats français dans l'exécution des peines privatives de liberté.

---

## TROISIÈME PARTIE

---

**Extension de l'intervention des magistrats français  
dans l'exécution des longues peines  
privatives de liberté.**



Nous avons vu dans notre première partie que pour assurer le fonctionnement rationnel de la justice pénale telle qu'on la comprend aujourd'hui, il est nécessaires que l'exécution de la peine temporaire privative de liberté soit la continuation exacte de l'œuvre commencée par la sentence du juge.

Nous venons de voir que cette solution théorique du problème de la récidive, qui consiste à confier aux magistrats la surveillance et la direction de l'exécution des peines, avait été tentée avec succès par de nombreux pays.

Il nous semble donc logique que la France pour qui se pose avec la même acuité angoissante le problème de la récidive, adopte dans un avenir prochain cette solution qui semble s'imposer, puisqu'à la fois la doctrine et l'expérience s'accordent pour en montrer l'efficacité.

Nous nous proposons donc d'étudier un mode d'application de ce système adapté à nos institutions; mais auparavant nous allons voir dans quelle mesure on peut admettre en France le principe de l'intervention des magistrats dans l'exécution des peines; ensuite nous examinerons quels sont les divers types d'organisation pratique de cette institution susceptibles d'être introduits dans notre législation; enfin nous terminerons par l'exposé du projet qui nous semble le plus logique et le plus apte à résoudre le problème français de la récidive.

---



## SECTION I

---

### **Intérêt de la question.**

---

Au moment de la rédaction de nos Codes on ne se préoccupait ni d'amender le coupable, ni d'individualiser la peine. La mission du juge se bornait alors à appliquer la peine prévue par la loi après avoir uniquement constaté le fait et déterminé son caractère juridique; c'est pourquoi le Code n'accordait aux tribunaux qu'une faible latitude pour admettre les circonstances atténuantes. Il était donc normal de rendre absolument indépendant le prononcé de la peine de son exécution.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle les criminalistes se sont attachés à montrer à côté des faits, l'importance du facteur humain. Si la peine est un acte antisocial, elle n'en frappe pas moins un homme et c'est de cet indi-

vidu, auteur du fait que l'on doit se préoccuper. A ce deuxième stade on proposait de proportionner la peine non seulement à la gravité du délit, mais encore au caractère de son auteur. Enfin la science pénale a atteint le stade actuel lorsqu'elle proclama que l'intérêt de la société exigeait non seulement que tous les coupables fussent punis, mais qu'ils sortissent amendés de la prison; elle ajouta donc au rôle coercitif de la prison le rôle de redressement et de moralisation.

Mais alors la mission du juge se trouve considérablement amplifiée. Etant donné le double but que se propose la peine qu'il prononce: satisfaire la vindicte publique et déclancher l'amendement du condamné, le juge doit nécessairement connaître en quoi elle consistera et quels en seront les effets, et cela non pas théoriquement, mais pratiquement et en détail.

Il faut donc que le magistrat puisse dans la plus large mesure possible en suivre l'exécution; et même il est souhaitable, si la peine peut être modifiée en cours d'exécution, que ce soit lui qui en ait la direction puisque c'est lui qui la prononce: il est logique que les modifications se fassent selon les mêmes principes et les mêmes directives que celles qui ont présidé au prononcé de la peine.

D'autre part le personnel pénitentiaire joue un rôle énorme dans l'application de la peine, tant en ce qui concerne la répression, c'est-à-dire la sévérité dans l'application des règlements, qu'en ce qui concerne l'amendement. Il faut donc, si l'on veut obtenir la continuité d'action nécessaire pour faire produire à la peine tout l'effet de redressement qu'elle doit provo-

quer, que les magistrats aient la surveillance du recrutement et de l'action des gardiens de prison sur les détenus.

Il faudrait que constamment des magistrats soient au courant de la situation matérielle et morale de l'intérieur des prisons, qu'ils puissent savoir quelle est la mentalité nouvelle qui se fait jour chez tel individu, quel est le résultat des peines qui sont appliquées.

L'effort actuel de la science pénitentiaire tend à l'individualisation de plus en plus parfaite de la peine; c'est en effet par ce moyen seulement que l'on arrivera à appliquer à chaque délinquant le traitement qui lui convient exactement; éliminer les incorrigibles et eux seuls, avertir les délinquants primaires occasionnels, et garder jusqu'à leur réadaptation les autres. Or si l'individualisation est successivement judiciaire puis administrative, si l'une se superpose à l'autre parce que le condamné dépend de deux organismes qui se succèdent, l'exécution de la peine sera bien rarement la suite et la conséquence même de la condamnation.

Il n'y a qu'un moyen d'assurer l'unité d'une œuvre aussi délicate que le redressement et le reclassement d'un condamné, c'est que ce soit les mêmes hommes ou les mêmes organismes judiciaires, desquels émane la condamnation, qui puissent s'informer des effets produits par les décisions prononcées, et les suivre individu par individu, autant que faire se peut.

Or, nous avons vu, par notre rapide étude sur les magistrats et le régime d'exécution des peines en France, que ces derniers en fait et en droit restaient

absolument étrangers à l'exécution des mesures privatives de liberté.

« D'après une ancienne conception qui domine depuis la Révolution, disait quelque part M. le Professeur GARÇON, la magistrature assise ou debout n'a d'autre mission que de dire le droit et rendre la justice. Saisie d'une affaire, elle la conduit jusqu'au jugement et c'est tout; elle ne s'occupe ni de la police, ni de l'exécution des peines.

« Cette conception a un avantage: elle garde la magistrature contre toute suspicion; elle la laisse dans son rôle de pouvoir judiciaire à côté du pouvoir exécutif. Elle est très sérieuse, mais, après réflexion, après avoir interrogé des magistrats et des administrateurs, je suis convaincu que *ce système est déplorable au point de vue de la répression* ».

Cette opinion d'un éminent criminaliste corrobore les données de la statistique qui, à côté d'une diminution réelle de la criminalité font apparaître ce fléau sans cesse croissant de la récidive.

Or le mal n'est pas spécial à la France, mais nous avons vu qu'à l'étranger la lutte a été entreprise avec vigueur à la suite des bouleversements causés par la Guerre. Devant la recrudescence de la criminalité qui s'est manifestée après la conflagration, de nombreux pays se sont en effet préoccupés de mettre leur législation au courant de l'évolution de la criminologie et de la pourvoir de méthodes modernes pour lutter à armes égales contre cette forme moderne de la criminalité. De sorte qu'il y a actuellement environ quinze pays où la réforme pénale a été accomplie (Républi-

que Argentine, Pérou, Espagne, Yougoslavie, Pologne), ou est en pleine élaboration (Roumanie, Grèce, Danemark, Autriche, Allemagne, Brésil, Cuba notamment). Certains de ces pays et quelques autres ont d'ailleurs déjà, comme la Belgique, procédé à des réformes partielles visant ce problème particulier. Et, chez ceux où la réforme sur ce point était en vigueur depuis un temps suffisant pour que l'on puisse juger des résultats pratiques, nous avons pu nous rendre compte, que l'expérience n'a pas trompé les espérances. En tout cas, le caractère d'opportunité de cette réforme est évident et puisque son utilité ne l'est pas moins, nous allons maintenant examiner sous quelle forme les magistrats français devront intervenir dans l'exécution des peines.

Cependant une remarque préliminaire s'impose, alors qu'à l'étranger nous avons vu employer à la fois dans la lutte contre la récidive la surveillance du juge sur les peines et la sentence indéterminée, nous n'avons pas encore parlé de cette dernière institution. Si nous venons d'essayer de justifier le rôle du juge dans l'exécution des seules peines c'est que jamais la sentence indéterminée n'a été conçue sans cette intervention des magistrats. Un simple aperçu de cette nouvelle venue pourrait-on dire de la science pénitentiaire, nous en convaincra :

La sentence indéterminée serait, selon de bons esprits, le terme de l'évolution des idées vers une individualisation de plus en plus grande de la répression.

C'est l'Ecole Italienne qui mit la première cette idée en avant. Ou bien disait-elle le délinquant est incor-

rigible et la peine doit être perpétuelle, ou bien le délinquant est réadaptable et la peine doit être temporaire. Mais de même que l'on ne peut déterminer à l'avance la durée de l'hospitalisation d'un malade de même pour un délinquant la sentence doit seulement ouvrir les portes de la prison. Ce n'est que lorsqu'il sera réformé que le délinquant cessera d'être soumis à la peine réformatrice.

L'idée peut trouver son origine dans les sentences des juridictions ecclésiastiques prononçant la détention jusqu'à ce que le condamné ait fait pénitence. BONNEVILLE de MARSANGY dans son « *Traité des diverses institutions du régime pénitentiaire* » avait proposé de retenir par ce qu'il appelait une « *détention disciplinaire* » les condamnés indisciplinés qui se seraient mal conduits. Mais la première application systématique de la sentence indéterminée a été tentée en Amérique du Nord.

Des circonstances nombreuses et imprévues, dit-on en effet, sont de nature à modifier l'appréciation du juge quant à la durée de la peine; elle ne peut donc être fixée irrévocablement au jour du jugement. C'est de ce point de vue qu'est née la sentence indéterminée, ainsi du reste que la libération conditionnelle. La difficulté vient de leur mise en œuvre; à l'époque où ces deux institutions ont été imaginées l'exécution des peines dépendait dans le monde entier d'administrations à peu près complètement indépendantes des magistrats qui prononçaient les peines. Or si l'on pouvait accepter sans trop d'appréhension de confier à l'administration le soin d'abrégier la peine fixée par le juge,

dès qu'elle apparaît comme inutile, il ne pourrait s'agir évidemment de remettre à l'arbitraire administratif le pouvoir exorbitant de reculer la libération *sine die*, et ce sans aucun contrôle possible.

Or à l'époque, l'objection suivante formulée en 1845 par M. MOREAU-CHRISTOPHE, inspecteur général des prisons en réponse à un écrit publié l'année précédente et dont l'auteur, sous-chef de cabinet du Garde des Sceaux, revendiquait pour la magistrature une autorité souveraine dans les prisons, gardait toute sa vigueur: « Vouloir, écrivait-il dans son « *Code des Prisons* » que le juge qui *prononce* la peine soit en même temps *l'exécuteur* qui l'inflige, c'est en vérité vouloir faire de Thémis un geôlier; c'est vouloir substituer à sa balance une clef; c'est vouloir que l'organe de la loi en soit en même temps le fléau. Magistrats! restez impassibles et respectés sur vos sièges et n'en descendez pas pour venir nous disputer le triste privilège d'appliquer, physiquement et matériellement à vos condamnés, la peine prononcée dans vos arrêts. Vos arrêts n'en seront que mieux exécutés, car, pour qu'ils le soient avec plus d'indépendance, avec impartialité, il faut qu'ils le soient surtout en dehors de toute préoccupation des causes qui les ont fait rendre. »

Aussi, bien que, en 1880 le Congrès de Cincinnati eut formulé dans une de ses « résolutions » en ces termes: « Les sentences fixes doivent être remplacées par des sentences indéterminées. L'application de la peine ne doit jamais prendre fin par l'expiration d'un simple laps de temps, mais par la preuve dûment établie de la réforme morale »; et bien que tous les bons esprits

aient peu à peu reconnu l'efficacité de ce procédé, la sentence indéterminée ne reçut guère d'application pratique, étant donné que la condition nécessaire de son application : intervention du magistrat dans l'exécution de cette sentence, n'existait pas. Seule une application très restreinte de cette idée a pu être introduite dans la législation de la plupart des pays civilisés, sous la forme de la libération conditionnelle ; nous avons vu qu'ainsi la liberté individuelle ne pouvait courir aucun risque de la part de l'arbitraire administratif. Mais par contre cette application par trop restreinte de cette idée s'est révélée en France comme à l'étranger, nettement insuffisante. Nous avons vu les autres nations reprendre le problème en entier : elles ont introduit dans leur droit la sentence indéterminée, sous forme de mesure de sûreté souvent, et presque toujours en même temps, elles ont étendu l'action des magistrats sur l'exécution de toutes les peines.

Par conséquent, nous pourrions étudier seulement le rôle du juge dans l'exécution des peines telles qu'elles existent actuellement en France, c'est-à-dire de peines fixes, mais dans ce cas cette intervention n'a qu'un objectif limité. Nous verrons que pour donner toute son efficacité à l'intervention du juge dans l'exécution des peines il serait nécessaire sinon d'introduire la sentence indéterminée dans notre droit, du moins de remettre au juge de l'exécution de la peine tout pouvoir en ce qui concerne la libération conditionnelle et l'imputation de la détention préventive. Ce ne serait là, du reste qu'un début, une adaptation

facile de notre système pénal en attendant que le projet de Code pénal français qui est actuellement à l'étude, entre en vigueur. Ce projet, comme nous allons le voir, prévoit en effet l'introduction de la sentence indéterminée dans notre droit.

Sans étudier dans le détail l'avant-projet de Code pénal qui vient d'être élaboré en France, nous devons cependant signaler quelles sont les principales innovations que l'on propose d'introduire dans notre droit, au point de vue de l'exécution des peines.

Tout d'abord, l'avant-projet conserve naturellement la libération conditionnelle, mais d'institution administrative qu'elle est dans le droit en vigueur, elle deviendrait, aux termes de l'art. 61, alinéa 2: « La libération conditionnelle est accordée par l'autorité judiciaire », une institution judiciaire.

Cette heureuse innovation permettra certainement de tirer tout le parti souhaitable de l'institution. Dès lors, le juge pouvant légitimement intervenir dans l'octroi d'une mesure de faveur, les tribunaux pourront exercer un contrôle effectif sur l'exécution des peines d'emprisonnement et de réclusion.

Or le pouvoir ainsi donné au juge pénal n'est que l'un des nombreux moyens par lesquels l'avant-projet cherche à assurer le contrôle judiciaire sur l'exécution des peines et mesures de sûreté. Ainsi, dit M. Pierre GARRAUD dans son rapport sur l'avant-projet de Code pénal « le juge ne voit plus comme il en est, pratiquement tout au moins, aujourd'hui, sa tâche terminée au prononcé de la sentence,... les rédacteurs de l'avant-projet ont utilement cherché à assurer la con-

tinuité et l'unité de l'œuvre répressive et à donner aussi bien qu'à l'inculpé, des garanties d'ordre judiciaire au condamné en cours de peine ou à l'individu soumis à des mesures de sûreté » (1).

Ensuite, l'avant-projet de Code pénal consacre un titre spécial aux mesures de sûreté. La peine à la fois acte de défense sociale et acte de justice, n'est applicable qu'à des délinquants, responsables et coupables.

Ainsi les délinquants irresponsables, ou à responsabilité atténuée, et les individus simplement dangereux pour la société sont frappés d'une manière insuffisante, ou qui, en tout cas n'assure pas la défense de la société. C'est pourquoi l'avant-projet a instauré la mesure de sûreté, mesure de défense sociale qui tantôt remplace la peine vis à vis des irresponsables, tantôt la complète vis à vis des individus à responsabilité atténuée, tantôt permet d'agir, en dehors de toute idée de faute, contre les individus simplement dangereux socialement.

D'une part, en même temps qu'il prévoit ces mesures de sûreté, l'avant-projet décide qu'elles seront prises et appliquées par décision judiciaire — l'un ne pouvant aller sans l'autre —. D'autre part, aucune de ces mesures de sûreté n'est de durée absolument indéterminée; certaines sont perpétuelles, mais la plupart sont temporaires, soit que le juge ait la faculté de se mouvoir entre un minimum et un maximum, soit qu'il y ait seulement un maximum de fixé. En ce qui concerne plus particulièrement les mesures de sûreté privatives de liberté, la durée fixée par la décision judi-

---

(1) Pierre GARRAUD, *Rapport sur l'avant projet de Code pénal*, p. 47.

ciaire primitive peut en être réduite par le même juge qui a rendu cette décision, quand il apparaît que « l'interné peut être mis en liberté sans danger pour la paix publique », en cas d'internement dans une maison de santé ou de travail.

« Il y a là dit M. GARRAUD, un ensemble de principes qui doivent être entièrement approuvés: en les posant, l'avant-projet rejette toutes les doctrines singulièrement dangereuses pour la liberté individuelle, qui préconisent le système des sentences à durée absolument indéterminée; en même temps il permet une bonne individualisation judiciaire des mesures de sûreté, il donne aux délinquants susceptibles d'être frappés par ces mesures de sérieuses garanties judiciaires, non seulement quant à l'application mais encore quant à l'exécution et à la cessation de ces mesures » (1).

En réalité, ces garanties qui doivent entourer la mise en œuvre de ces mesures de sûreté, l'avant-projet se borne à en prévoir la nécessité, mais pour leur organisation il renvoie le plus souvent au futur Code d'instruction criminelle.

Or, selon l'usage qui en sera fait les résultats produits par ces nouvelles institutions seront excellents ou détestables. Et leur mise en vigueur exigera la mise au point préalable des institutions grâce auxquelles les magistrats devront accomplir, dans l'exécution des peines et mesures de sûreté, le nouveau rôle qui leur sera dévolu par ce nouveau Code pénal.

---

(1) Pierre GARRAUD, *Rapport sur l'Avant Projet de Code pénal*, p. 55.



## SECTION II

---

### **Les différentes solutions possibles.**

---

#### I.

##### SIMPLE AVIS DES MAGISTRATS.

En France depuis deux décrets du 13 mars 1911 toute l'Administration pénitentiaire et les services qui en dépendent sont du ressort du Garde des Sceaux. Ainsi, pense-t-on, le pouvoir judiciaire peut contrôler et diriger l'exécution des peines; il n'en est rien. En effet, avant 1911, l'Administration pénitentiaire dépendait du Ministère de l'Intérieur, les décrets du 13 mars 1911 ont apporté une seule modification: l'Administration pénitentiaire dépend du Ministère de la Justice. Aucun changement n'ayant été apporté ni à la direc-

tion générale des prisons, ni à l'organisation des services locaux, le Garde des Sceaux se trouve donc à la tête de deux services : Magistrature et Administration pénitentiaire, qui poursuivent successivement le même but : l'amendement des délinquants, mais qui restent juxtaposés et absolument indépendants.

Certains pensent que cet état de chose doit subsister. L'Administration pénitentiaire disent-ils en effet doit rester autonome, indépendante de l'autorité judiciaire. Ce point de vue a été défendu par d'éminents criminalistes.

Nous ne pouvons que reprendre les arguments exposés notamment par MM. GRIMANELLI, ancien directeur au Ministère de l'Intérieur (dont dépendaient alors les prisons) et membre du conseil supérieur des prisons, et Charles BRUNOT, ancien président du comité des inspecteurs généraux des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, en 1911 à la Société générale des prisons, lors de la discussion sur le rapport de M. Albert RIVIÈRE sur « les moyens de réaliser l'unification des services concourant à l'exécution des peines ou à leur modification en cours d'exécution » (1).

C'est en effet la thèse de l'Administration pénitentiaire qu'ils exprimaient et c'est finalement la thèse qui a triomphé, puisque c'est le régime d'exécution des peines actuellement encore en vigueur en France.

Nous avons résumé quelques-uns des principaux arguments de la thèse des hauts fonctionnaires pénitentiaires qui encore actuellement sont à considérer.

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 614 et s.

D'une part, disent-ils, l'Administration pénitentiaire a un rôle particulier à jouer : faire exécuter les peines au mieux des intérêts de la société. C'est un rôle très délicat et qui comprend des attributions complexes.

D'abord des attributions de gestion, de nature particulièrement administrative, qui concernent des matières d'administration proprement dite : l'entretien, le régime, le travail des détenus, les questions de comptabilité, l'hygiène des prisons. Ensuite d'autres attributions concernant la police, la discipline, la sécurité et l'ordre dans les prisons, les visites dans ces établissements, le recrutement et le contrôle du personnel, la discipline de ce personnel.

Pour remplir ces fonctions multiples l'Administration pénitentiaire possède tout un ensemble d'organes : commissions, conseils, bureaux, les uns siègent au Ministère de la Justice, d'autres en province auprès des préfets, représentants dans les départements du Ministre de la Justice comme de tous les Ministres du Gouvernement de la République. Il y a tout un état-major si l'on peut dire, spécialisé : gardiens-chefs... et toute une hiérarchie d'autorités : inspecteurs, directeurs.

D'autre part toute cette complexe organisation est bien adaptée aux tâches multiples auxquelles l'Administration pénitentiaire doit faire face. Elle doit recruter et former ses fonctionnaires propres, dont elle exige des compétences qui ne peuvent s'acquérir que par des connaissances spéciales et une longue pratique.

Au rôle particulier de l'Administration pénitentiaire

correspond donc une organisation spéciale avec ses fonctionnaires soumis à une hiérarchie et une discipline propre et ayant reçu une formation appropriée.

Après avoir fait ressortir la tâche très importante et très particulière qui incombe à l'Administration pénitentiaire et qui exigerait un personnel spécialisé, les partisans de la première thèse réfutent les théories qui tendent à faire jouer un rôle actif aux magistrats dans l'exécution des peines.

La Magistrature, disent-ils en effet, n'est nullement apte à prendre la succession de l'Administration dont ils se font les champions: attributions d'ordre spécifiquement administratif, attributions financières, économiques, sanitaires, ne s'harmonisant guère avec l'esprit traditionnel de la magistrature et celle-ci, qui d'ailleurs n'est pas préparée et outillée pour cette tâche ne possède pas la compétence nécessaire.

M. A. LAGUESSE, ancien directeur de la maison centrale de Poissy et de la deuxième circonscription pénitentiaire, dans un article paru en 1896 dans la Revue pénitentiaire mais dont les arguments sont toujours d'actualité, signalait, que: « pour former un bon pénitentiaire, il faut un long apprentissage; les plus grandes améliorations ont été, pour la plupart, le résultat des efforts pratiques et de la continuité des études de fonctionnaires portés par le temps et leurs services au sommet de la hiérarchie. Or, avec la fusion des services, ne sera-t-il pas à craindre qu'il ne s'établisse des équivalences de grade et que des magistrats qui verraient leur avancement compromis ne cherchent à être placés d'emblée sans préparation spé-

ciale, à la tête d'un établissement ou d'une circonscription pénitentiaire » (1).

Dans ce cas, ou bien ce sera l'utilisation des compétences, ou bien les magistrats se transformeront en administrateurs et gardiens de prisons et ce ne seront plus des magistrats. Dans les deux cas, ce n'est pas le but poursuivi, les partisans de l'autonomie complète de l'Administration ne sont pas ébranlés davantage par ceux qui, leur faisant quelques concessions, proposent de laisser à l'Administration ce qui est purement administratif et matériel et de réserver aux magistrats les décisions en ce qui concerne l'exécution juridique et morale de la peine. Ne faudrait-il pas craindre répondent-ils, si la direction de l'exécution des peines est partagée entre l'Administration pénitentiaire et la Magistrature, que ce partage d'autorité n'engendre l'impuissance? Si le personnel est partagé dans son obéissance et même dans sa discipline entre deux directions, ne risque-t-on pas d'aboutir à l'anarchie?

D'une part, l'on risque de priver l'Administration pénitentiaire des moyens d'action qu'exigent la tâche et les responsabilités qu'elle assume, et d'autre part il est assez curieux remarquent-ils, que sous prétexte de vouloir bien assurer l'unité de direction qui doit présider à l'exécution des peines privatives de liberté, on propose comme premier moyen de diviser entre deux autorités la direction de l'œuvre de réformation.

---

(1) Opinion cité par Joseph MAGNOL, *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 524 et 525.

Et comme toute critique, si elle ne se complète pas par une partie constructive, reste stérile, ils opposent le système que nous allons rapidement examiner maintenant considérant comme établi qu'il est essentiel que l'Administration pénitentiaire soit autonome; les partisans de cette thèse font valoir les avantages présentés par cette organisation.

D'abord la possibilité d'avoir des organismes et un personnel spécialisé, ce qui n'est pas négligeable étant donné la complexité des services pénitentiaires, comme nous l'avons vu. Ensuite unité de doctrine puisque l'on se trouve en présence d'une administration très centralisée et solidement hiérarchisée. Ordre et bonne marche des services assurés par l'unité de commandement et d'autorité, et ceci est d'autant plus indispensable qu'il s'agit parfois d'administrer et de maintenir l'ordre dans une maison centrale renfermant un milliers de détenus ou plus. « Le directeur d'un établissement pénitentiaire exerce une autorité et une responsabilité comparable à celles d'un capitaine de navire à son bord. Sans elles, d'ailleurs, il n'y aurait plus de prisons possibles. ».

L'Administration pénitentiaire dépendant seulement du Ministre de la Justice, c'est-à-dire d'un membre du gouvernement, les influences politiques pourraient venir influencer sur l'exécution des peines. Ce n'est qu'une possibilité, répondent-ils et il faut reconnaître qu'en fait, il n'en est rien, et un inspecteur général, M. Charles BRUNOT en 1911, c'est-à-dire à une époque où l'Administration dépendait encore du Ministère de l'Intérieur, ministère spécialement politique pourtant,

pouvait dire qu'il n'avait jamais rencontré l'influence politique « et poursuivait-il, j'ai gardé l'impression que la politique n'habitait pas les prisons. Peut-être évite-t-elle de se commettre avec des détenus dont quelques-uns même ne sont plus électeurs! » (1).

Et de plus, bien loin d'être un danger pour la liberté individuelle cette indépendance de l'Administration pénitentiaire vis à vis de la magistrature, en est la meilleure garantie: le législateur, par l'art. 2 de la loi du 8 décembre 1897, prescrit au gardien-chef de conduire devant le procureur de la République, sans délai, tout détenu écroué en vertu d'un simple mandat d'amener et qui n'est pas interrogé dans les vingt-quatre heures; ainsi le gardien-chef contrôle indirectement les magistrats, ce qui, dit-on serait impossible si ces derniers dirigeaient les prisons.

Cependant, les défenseurs de ce point de vue reconnaissent qu'une bonne politique pénitentiaire doit tendre à ce que la sentence soit exécutée dans l'esprit même où elle fut prononcée.

Or pour obtenir que l'Administration pénitentiaire exécute, dans la mesure du possible, les décisions des tribunaux dans l'esprit même où ces décisions sont rendues, il suffirait de placer à la tête de l'Administration pénitentiaire un magistrat; un directeur magistrat en effet aurait précisément comme principal objectif, disent-ils, cette préoccupation d'exécuter les décisions de justice dans leur esprit. Il donnerait à

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 713.

l'Administration une orientation nouvelle. D'autre part, ils reconnaissent que les magistrats doivent pouvoir suivre les prisonniers d'abord parce que connaissant mieux ainsi les effets des peines qu'ils sont chargés de prononcer, ils pourront mieux les adapter aux cas qui leurs sont soumis; et ensuite parce qu'ils ont un « ministère moral » à exercer sur les prisonniers, et qu'il est bon que les magistrats aient un avis à émettre sur certaines mesures que l'Administration peut avoir à prendre à l'égard des prisonniers, en particulier à propos de la libération conditionnelle.

Dans ce but il suffirait d'organiser de façon convenable les commissions de surveillance: augmenter le nombre des magistrats qui doivent en faire partie et faire de l'assistance aux séances des commissions de surveillance un service judiciaire analogue à l'assistance aux audiences.

Ainsi donc voici comment se présente ce premier projet: l'Administration pénitentiaire reste une direction autonome du Ministère de la Justice. Elle garde toute sa liberté d'action et toute la responsabilité de l'exécution des peines. A sa tête serait placé un magistrat de carrière qui, par sa présence et ses directives assurerait la communauté de vue avec la Magistrature. Enfin les magistrats, par le moyen des commissions de surveillance fonctionnant réellement, pourraient suivre l'exécution des peines, en tirer un profit personnel pour le prononcé des peines, et donner des avis sur l'opportunité des mesures que jugerait bon de prendre l'Administration vis à vis des condamnés.

C'est à quelques nuances près le système qui est

censé fonctionner ou plus exactement ne pas fonctionner en France. En effet cette absence de collaboration effective a produit en France, comme à l'étranger, les résultats que nous déplorions au début de cette étude.

Cependant, depuis 1911, la thèse de l'Administration n'a pas changé. Dans son ouvrage sur les « Prisons et les Institutions correctives » M. Mossé, inspecteur général des services administratifs au Ministère de l'Intérieur, concédait qu'il « pourrait y avoir une série d'avantages à associer plus étroitement qu'il n'est fait l'autorité judiciaire à l'exercice de l'action disciplinaire ou éducative »; mais dans une note lue à la Société Générale des prisons en 1931 puis publiée, à propos du très remarquable rapport de M. de BARRIGUE de MONTVALON, conseiller à la Cour de cassation, sur le « rôle des magistrats dans l'exécution des peines » c'est bien toujours la même doctrine de l'autonomie de l'Administration pénitentiaire vis-à-vis de la Magistrature que défendait M. l'Inspecteur général Mossé.

Il concluait, après avoir fait la critique de la thèse présentée par M. le conseiller de BARRIGUE DE MONTVALON :

« Il a voulu tout à la fois, maintenir à l'autorité administrative la direction technique et disciplinaire des prisons et confier à l'autorité judiciaire un rôle prépondérant, une direction exclusive dans l'exécution morale et juridique de la peine ».

« Or, je crois que ce sont là deux propositions incompatibles et qu'il faut choisir: ou bien confier la direction totale des services pénitentiaires à des

magistrats, et si la proposition en était faite, je crois que je parviendrais à démontrer que ce n'est pas désirable, pour la raison que ce ne seraient plus des magistrats, ou bien ne leur demander qu'un concours, qu'on peut concevoir plus ou moins marqué, qui n'impliquera jamais, je me hâte de le dire, la moindre idée de subordination, mais un concours qui ne doit pas aller plus loin qu'un avis, mettons si vous le voulez, un veto, mais non se transformer en direction ! Il importe que les magistrats ne cessent pas d'être des magistrats, c'est-à-dire de prononcer des sentences, d'examiner des affaires sous leur aspect judiciaire, afin d'acquérir et de conserver une expérience où ils puissent précisément les qualités qui peuvent trouver leur emploi dans la phase d'exécution de ces sentences » (1).

La première critique que nous puissions formuler à l'égard des défenseurs du système de l'autonomie de l'Administration pénitentiaire, c'est que l'expérience a montré son inefficacité à réprimer la récidive.

C'est ensuite le manque de logique de leur position, et tout d'abord en 1911 on a voulu faire une réforme lorsque l'on a fait passer les services de l'Administration pénitentiaire du Ministère de l'Intérieur au Ministère de la Justice. On ne voulait pas simplement changer d'en-tête les décrets ou circulaires et le nom du Ministre qui les signe. Le but poursuivi était de faire de l'exécution des peines, jusque là acte purement

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 238.

administratif, un acte de justice, dans lequel donc les juges devaient intervenir activement.

Puis ils reconnaissent l'utilité de faire pénétrer le magistrat dans les prisons mais seulement pour leur permettre de voir comment les peines s'exécutent, et l'effet qu'elles peuvent produire sur ceux auxquels elles sont appliquées; c'est-à-dire uniquement pour la formation personnelle des magistrats, afin que ceux-ci puissent mettre à la disposition de l'Administration des peines mieux choisies. Mais ils ne veulent pas donner au magistrat le moyen d'utiliser en dirigeant l'exécution de la peine, les connaissances ainsi acquises. C'est cependant par l'individualisation toujours plus poussée de la peine que l'on pourra obtenir de meilleurs résultats et, dans la mesure du possible, enrayer la récidive. « Or, disait M. J. A. Roux, conseiller à la Cour de cassation, individualiser la peine, ce n'est pas simplement, au moment de la sentence pénale, tenir compte dans la prononciation du châtement, des qualités personnelles du délinquant, de sa nature spéciale, des tares qu'il peut avoir ! L'individualisation de la peine c'est autre chose encore, et doit suivre la condamnation, dans l'exécution même de celle-ci » (1).

Par conséquent, il est évident dans l'état actuel de la science pénitentiaire, que le juge doit intervenir dans l'exécution des peines;

La thèse de l'exécution administrative de la peine ne se soutient plus actuellement que par l'éloquence avec laquelle les représentants de l'Administration

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 261.

pénitentiaire la défendent. Du moment, en effet que tous reconnaissent que la poursuite de l'amendement du coupable est une des fonctions des peines privatives de liberté, la difficulté de mener à bien cette œuvre de relèvement oblige à conclure qu'elle doit être conduite d'un bout à l'autre dans le même esprit et par une même autorité qui ne peut être que la Magistrature.

La seule question qui puisse actuellement se poser, ce n'est donc plus la participation des magistrats à l'exécution des peines, mais de quelle manière cette participation va-t-elle se réaliser ; ce rôle devra-t-il se limiter, ou s'étendre à la totalité de l'exécution ?

---

## II.

### SYSTÈME DONNANT AUX MAGISTRATS UN POUVOIR DE DÉCISION.

Certains pensent que cette intervention ne doit pas enlever à l'Administration pénitentiaire la fonction qu'elle remplit aujourd'hui. Cette thèse a été magistralement exposée par M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON dans son rapport sur le « rôle des magistrats dans l'exécution des peines » (1).

---

(1) *Revue Pénitentiaire* 1932, p. 170 et s.

Nous allons tout d'abord en résumer les traits essentiels, puis nous dirons un mot des théories analogues, et enfin, nous rechercherons les avantages respectifs de ces systèmes.

M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON établit d'abord le principe du rôle du juge dans l'exécution des peines, qu'il fonde sur le raisonnement suivant.

La peine a pour but la défense de la société contre les délits, et la suppression de l'état dangereux des délinquants, cause initiale des infractions de toutes catégories, par le redressement des coupables; la peine doit donc être conduite en vue de produire ce redressement. « Il faut... que le concept qui a déterminé la nature et la quotité de la peine prononcée continue à inspirer et à gouverner le régime de la peine exécutée » (1). On en conclut qu'il faut nécessairement réunir la phase d'exécution et celle de la condamnation. Ce doit être la même autorité qui assure l'unité absolue, nécessaire à une parfaite individualisation de la peine; comme nous l'avons vu, en effet, d'une part l'autorité d'exécution ne peut avoir une connaissance suffisamment complète des circonstances externes et internes qui ont déterminé le délit pour diriger la peine d'après ces seuls éléments; d'autre part, l'autorité de condamnation qui seule a la possibilité d'arriver à une individualisation satisfaisante, ne pourra diriger l'exécution pour lui faire produire les résultats qu'elle avait envisagés lors de ce jugement.

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 171.

« De ce premier point de vue, il apparaît, conclut M. DE BARRIGUE DE MONTVALON, que l'autorité qui prononce la peine doit aussi être celle qui en dirige l'exécution » (1).

Il expose ensuite l'avantage que présente tout système donnant à l'autorité judiciaire le contrôle et la surveillance de l'exécution de la peine en ce qui concerne la garantie de la liberté individuelle: toute mesure d'exécution faisant l'objet d'un examen et d'un débat auquel participe le condamné, cette procédure supprime même la possibilité d'arbitraire administratif.

Enfin, après avoir repris ces arguments que l'on fait toujours valoir en faveur de l'intervention des magistrats, M. DE BARRIGUE DE MONTVALON présente un argument nouveau et très remarquable.

Le magistrat, dit-il, n'est pas seulement un fonctionnaire ponctuel; il ne doit pas isoler le fait et les individus du mouvement social qui les entraîne et des influences qui les enveloppent, il faut qu'il se préoccupe du retentissement possible d'un jugement dans l'ordre particulier des individus et dans l'ordre général des idées: « Pour juger l'évolution et suivre le mouvement des idées, le magistrat moderne doit donc se hausser au-dessus d'une fonction; ... c'est d'une mission qu'il est maintenant investi » (2).

Il montre comment le juge doit s'animer d'un esprit social et humain et ramener sur le plan social l'analyse du fait délictueux et de l'agent délinquant. Les

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 172.

(2) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 173.

causes qui provoquent les délits sont en effet dans la dépendance de mouvements profonds, de besoins généraux, déterminés par les mœurs et l'état social. « Si le fait est en dépendance de l'état social, l'individu ne l'est pas moins... L'acte délictueux d'un individu est... un phénomène complexe dont aucun élément ne peut être séparé ». Il poursuit: « La peine, pour répondre à son but social, doit donc tendre à neutraliser l'état malsain et nocif d'un individu en société; elle doit, en conséquence, obéir à deux directives: modifier l'état dangereux du délinquant en recherchant son redressement, et prémunir la société contre toute manifestation de cet état dangereux dans la mesure où cet état dangereux, dans la période de redressement, comporte des sûretés spéciales. Il s'agit d'une opération unique et continue, se développant dans la même intention qui l'a décidée, poursuivant un but qui a été nécessairement précisé au moment où la décision a été prise ». Ainsi arrive-t-il à cette conclusion inattaquable que l'analyse du délit, du délinquant, la fixation de la peine « se tiennent par un lien social, et que le magistrat, qui en a déterminé la nature et la quotité doit conserver la direction de son évolution et de son exécution » (1).

Les prémisses de cette théorie, bien que très imparfaitement résumés ici, nous apparaissent comme irréfutables, et du reste n'ont été sérieusement contestés par personne. C'est ce qui rend d'ailleurs intenable la position des défenseurs de l'autonomie de l'Administration pénitentiaire qui, comme nous l'avons vu,

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 173 et s.

sous prétexte que l'Administration était bien organisée et que l'intervention de la magistrature dans l'exécution des peines soulevait de grosses difficultés de mise en œuvre, préférèrent persister dans un système condamné par la théorie comme par les résultats de la pratique.

Mais étant admise l'idée que la direction de l'exécution de la peine doit être l'œuvre du magistrat, on peut en tirer des systèmes plus ou moins étendus et variant à l'infini ou presque, dans leurs applications.

M. DE BARRIGUE DE MONTVALON ayant dégagé cette idée du caractère social de la peine et de la mission sociale du magistrat, en déduit que ce qui doit, dans l'exécution de la peine, revenir au magistrat « c'est tout ce qui présente un caractère moral et un intérêt social » (1). Et il précise immédiatement que l'Administration devra conserver ce qui concerne la gestion matérielle de la peine, les services matériels, financiers, le régime intérieur, en un mot l'administration des établissements de détention.

Il justifie de point de vue parce que d'une part, dit-il, la magistrature n'est pas préparée à ce rôle d'administration, et que ce serait la surcharger d'attribution « qui lui prendraient un temps et une activité qu'elle ne saurait détourner de l'œuvre purement judiciaire qui doit, seule et tout entière, l'absorber » (1), et parce que d'autre part, il est plus sage de ne pas mêler les attributions morales et matérielles, et que l'Administration pénitentiaire ayant pour exercer

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 175.

ces dernières une expérience acquise, une formation professionnelle et des organes adaptés, il convient de les lui laisser.

Et enfin, il prend nettement position: « J'estime, dit-il, que l'autorité judiciaire doit avoir l'entière et exclusive direction de l'exécution morale, juridique et sociale de la peine, toute mesure relative à cette exécution devant comporter une décision judiciaire, l'Administration pénitentiaire demeurant chargée de l'exécution matérielle et administrative, mais étant associée et prêtant son concours à l'exécution morale de la peine » (1).

Plus loin, il condamne le rôle effacé fait à la Magistrature dans l'exécution des peines tant dans notre droit actuel que dans les propositions des partisans de l'Administration: « Ce n'est pas sous la forme effacée et indirecte d'un avis que le magistrat, pour remplir sa mission sociale, doit agir sur l'exécution de la peine, mais c'est de sa décision que l'exécution de la peine doit dépendre dans tout le cours de son évolution juridique et sociale » (2).

Enfin, il indique les situations dans lesquelles doit se manifester l'action du magistrat sur l'exécution des peines, et justifie ses propositions.

Pour l'interdiction de séjour, ce devrait être, dans ce système, au juge qui la prononce à fixer les localités qui seront interdites; le juge pourrait accorder en outre la suspension ou la remise de l'interdiction.

Il devrait en être de même pour la libération condi-

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 177.

(2) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 183.

tionnelle dont M. DE BARRIGUE DE MONTVALON dit : « Mécanisme délicat pour régler le redressement moral du délinquant et sa réadaptation sociale, tout son fonctionnement doit être mis aux mains du juge : c'est une décision du juge qui l'accordera et qui la révoquera, qui pourra la soumettre à certaines conditions et l'entourer de certaines garanties » (1).

De même c'est le juge qui devrait statuer sur les demandes des prisonniers tendant à les faire soumettre au régime de l'emprisonnement individuel. « Ce n'est point là, en effet, une simple mesure administrative de la peine, mais une mesure qui touche à l'exécution juridique et à la portée morale puisque le régime de l'encellulement, appliqué à des condamnés, réduit d'un quart la durée de leur peine » (1).

Enfin, M. DE BARRIGUE DE MONTVALON prévoit l'introduction dans notre droit des mesures de sûreté. « Si, dit-il, ce ne sont pas des peines, ce sont des modes de redressement moral des délinquants, des garanties prises à leur égard, et, par là, ces mesures rentrent dans la mission du magistrat » (2).

Par contre, toute une catégorie de services devrait continuer à dépendre uniquement de l'Administration, affectation des condamnés à tel ou tel établissement, et généralement tout ce qui concerne le régime intérieur en particulier le pouvoir disciplinaire doit rester entièrement aux mains des agents du service pénitentiaire. Nous nous associons entièrement à cette

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 184.

(2) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 185.

manière de voir; mais comme en toutes choses, il ne faut pas s'arrêter à la théorie et à l'énoncé des principes même s'ils paraissent excellents, il faut tenter de se rendre compte de quelle manière on propose de les faire passer dans la réalité.

Plus particulièrement ici, il s'agit maintenant de savoir, et c'est là en quelque sorte la pierre de touche du système, quel sera l'organisme judiciaire qui suivra et dirigera l'exécution de la peine et à qui reviendra le droit de prendre des décisions sur les mesures que comporte cette exécution.

M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON part de l'idée fondamentale qu'il s'agit « d'un pouvoir de décision à reconnaître au magistrat, et non d'un simple droit de regard et d'avis à lui attribuer » (1). Pour cette raison il écarte l'institution d'un juge de surveillance copiée sur le droit italien. Pour les mineurs, par contre, cette institution se justifie très bien: il s'agit de mesures éducatives, c'est une sorte de tutelle. Vis à vis des majeurs, le danger viendrait du risque de conflits entre ce magistrat et l'autorité pénitentiaire. Il serait d'avis (d'accord en cela avec M. Mossé, comme nous l'avons vu), au lieu de créer le juge de surveillance, d'utiliser les commissions de surveillance, qui n'existent trop souvent que sur le papier, et de les organiser de façon que les magistrats leur apportent une collaboration effective, par exemple, propose-t-il en faisant de cette collaboration une de leurs obligations professionnelles.

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 185.

D'autre part, ajoute-t-il, le juge de surveillance ferait double emploi avec le ministère public qui, en France a déjà dans ses attributions, le contrôle de l'exécution des peines. Il faut éviter même les risques de divergences sinon de conflits, nuisibles, nous en sommes persuadés également, à l'exécution de la peine.

Pourtant, l'institution du juge de surveillance présenterait une garantie supplémentaire pour le condamné car, surtout si l'on augmente les pouvoirs de la magistrature dans l'exécution des peines, l'intervention du ministère public pourrait peut-être, pensent certains, présenter quelques inconvénients. Lors du rattachement des prisons à la Justice en 1911, M. Ch. BRUNOT, inspecteur général, se faisait l'écho de ces inquiétudes en ces termes: « Quand, après l'audience où le procureur aura requis ce maximum contre lui, un détenu verra pénétrer en maître dans sa cellule, son adversaire légal encore chaud des efforts de l'accusation, ce détenu aura la vision quelque peu troublée. Sans doute, à ce moment précis, le procureur aura déjà dépouillé les fonctions de ministère public requérant, pour revêtir la sereine indifférence du maître de la prison; mais l'auréole d'impartialité, qui nimbera dès ce moment le front reposé du magistrat, n'apparaîtra peut-être pas immédiatement, dans tout son rayonnant éclat, aux yeux encore voilés du détenu. Certains détenus particulièrement combattifs, ayant des journaux à leur dévotion (financiers, grévistes, camelots du roi, etc...) feront certainement connaître l'impression que leur causera cette pénétration

en maître du procureur dans leur cellule. Ces publications seront intéressantes » (1). A cela, M. DE BARRIGUE DE MONTVALON répond avec juste raison qu'en réalité le ministère public n'a dans l'accomplissement de son rôle d'autre guide que l'intérêt social: « L'esprit répressif n'est pas autre chose que la défense sociale, et la mesure et les conditions dans lesquelles cet esprit s'exerce envers le délinquant ne sont qu'une conciliation des garanties de l'ordre social contre l'individu et des moyens de réadaptation de l'individu à l'ordre social, et une harmonisation des fins pour y parvenir. C'est ainsi que doit apparaître, car c'est ainsi qu'est réellement, le rôle du ministère public » (2).

Enfin, à côté du ministère public, M. DE BARRIGUE DE MONTVALON prévoit le concours de l'Administration pénitentiaire principalement par des enseignements et des observations sur l'état d'amendement du détenu et sur les réactions de la peine et aussi par des avis sur les mesures à prendre.

Les Sociétés de Patronage viendraient couronner l'édifice destiné à procurer le redressement des coupables, en assurant leur placement à la sortie de prison, en les suivant et les aidant à parachever leur reclassement.

Un des intérêts que présente ce projet c'est de faire appel presque uniquement à des organismes existant en se bornant à les adapter au but poursuivi tout en présentant « toutes garanties... pour la défense sociale et la liberté individuelle ».

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 713.

(2) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 188.

Mais si en ce qui concerne la surveillance et la direction de la peine une simple adaptation des organismes existant est préférable au juge de surveillance; pour ce qui est des mesures d'exécution c'est une décision judiciaire qui doit intervenir pense M. DE BARRIGUE DE MONTVALON qui, d'ailleurs, n'est pas partisan de remettre un tel pouvoir au juge de surveillance.

Quelle juridiction devra statuer?

S'il s'agit d'une mesure qui peut être prise au moment de la condamnation, comme par exemple l'interdiction de séjour, il va sans dire que ce sera la juridiction de condamnation qui statuera. Mais une difficulté va surgir pour les mesures à prendre en cours de peine. Théoriquement, ce serait la juridiction de condamnation qui devrait statuer. Mais d'autre part, étant donné la nécessité pour la juridiction appelée à statuer, de connaître l'état actuel du détenu au point de vue de son redressement et de sa réadaptation, et comme il faut éviter le transfèrement de détenus, pour toutes ces raisons M. DE BARRIGUE DE MONTVALON donne compétence à la juridiction du lieu de détention pour statuer sur les mesures d'exécution; il prévoit, pour mettre cette juridiction à même de connaître les circonstances et les conditions qui ont amené à prononcer la peine, une communication du dossier de la poursuite et des rapports émanant tant du ministère public que du Président de la juridiction de condamnation. « Ce qui importe, dit-il, ce n'est pas tant que les magistrats suivent personnellement l'exécution d'une peine à l'application de laquelle ils auront personnellement concouru, mais que ce soit l'autorité

judiciaire qui surveille l'exécution juridique et morale de la peine, et qui décide de tout ce qui concerne cette exécution » (1).

Considérant ensuite qu'une bonne administration de la peine exige autant de célérité que de garanties, il propose dans ce but de confier ce pouvoir de statuer sur la peine à la chambre des mises en accusation; c'est d'ailleurs la seule juridiction pouvant être convoquée dans l'intervalle qui sépare les sessions d'assises, pour les condamnations prononcées par les cours d'assises et les cours d'appel; et pour celles prononcées par les tribunaux correctionnels, il suffirait de faire revivre la chambre du conseil, supprimée en 1856. Les magistrats siégeant dans les commissions de surveillance des maisons de détention, en feraient partie de droit, ce qui serait une excellente mesure. Enfin, M. DE BARRIGUE DE MONTVALON termine en exposant les caractéristiques de la procédure devant ces juridictions particulières.

Ces juridictions seraient saisies par le ministère public, d'office ou sur requête de l'Administration ou du condamné, convoquées dans un bref délai, les débats ne seraient pas publics et enfin, comme (dans un but de rapidité) il n'y aurait pas de recours contre les décisions, les condamnés auraient la possibilité de revenir après un certain délai légal, devant la juridiction. Dans un but de rapidité également, on avait proposé de permettre les référés pour les cas urgents. M. DE BARRIGUE DE MONTVALON pense qu'ils ne sauraient

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 191.

être qu'exceptionnels, étant donné la célérité de la procédure proposée par ailleurs.

Voilà donc la thèse soutenue par M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON. Du point de vue des principes il n'y a rien à reprendre pensons-nous: le juge doit intervenir dans l'exécution de la peine si l'on veut diminuer la récidive.

Nous reviendrons sur ce système préconisé par M. DE BARRIGUE DE MONTVALON, mais dans ce dosage des pouvoirs relatifs de la Magistrature et de l'Administration, il y a une infinité de combinaisons possibles, dont certaines ne peuvent pas être passées sous silence.

M. J. A. ROUX, conseiller à la Cour de cassation, d'accord sur les principes avec son collègue M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON, estime « qu'à la place de la solution du problème que l'on cherche simplement en faisant intervenir deux autorités: le juge et l'Administration pénitentiaire, il est nécessaire d'envisager une solution plus complexe et de faire intervenir trois organes: le juge, l'Administration pénitentiaire, et les Sociétés de Patronage » (1).

Le juge n'a pas le don d'ubiquité, dit-il, par conséquent, s'il est trop fréquemment à la prison pour s'occuper des prisonniers, il manquera à sa mission fondamentale de juger. D'autre part, le personnel des gardiens est en rapports constants avec les détenus et peut ainsi exercer une action qu'aucun organisme ne peut remplacer.

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 263.

Mais l'Administration pénitentiaire, dit-il, néglige un peu trop la préparation de la libération des détenus, et, ajoute-il, « je crois qu'elle le fait parce qu'elle n'a pas les moyens de remplir cette partie de sa tâche ». Une enquête internationale, publiée dans la « *Revue Internationale de Droit Pénal* », prouve que pas plus en France qu'à l'étranger, on ne se préoccupe guère du lendemain de la peine.

La raison, lui semble-t-il, « c'est que l'Administration pénitentiaire n'a pas les moyens d'apporter une solution au problème de la libération. Il faudrait connaître la famille du détenu et savoir si sa famille peut le reprendre; il faudrait savoir quelles sont les chances de travail que pourra obtenir le détenu une fois remis en liberté. Tout ceci suppose une organisation méthodique particulière qu'il est impossible à un directeur de prison d'avoir dans son établissement et qui pourrait revenir à un autre rouage, qui est la Société de Patronage » (2).

Et voici, maintenant comment M. le conseiller J. A. Roux organiserait le partage des attributions: au juge, la direction générale des services pénitentiaires et les décisions pour les mesures à prendre en cours d'exécution de peine; ceci sera d'autant plus nécessaire lorsque le nouveau code aura introduit les mesures de sûreté. L'Administration aurait pour rôle de tenter la réforme et l'amendement du condamné, car personne ne peut la remplacer dans ce rôle. Enfin, les Sociétés de Patronage devraient intervenir « dès le commencement de la peine » et exercer leur influence mora-

---

(2) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 264.

lisatrice « par des entretiens avec le prisonnier » qui l'orienteraient vers sa vie future et détermineraient « dans quelle direction, utile pour lui, il pourra être engagé une fois sa peine terminée » (1).

Comme nous le voyons, M. le conseiller J. A. Roux ne fait que poser des principes, tracer des directives, d'après lesquelles l'organisation pénitentiaire devrait être réformée. Mais comme toujours, les difficultés commencent lorsqu'il s'agit de faire passer dans la pratique ces conceptions théoriques. Evidemment, la construction de M. le conseiller J. A. Roux satisfait aux exigences logiques de l'esprit, et étant donné qu'il n'indique pas de quelle manière il conçoit la réalisation, elle échappe du même coup à toute critique précise. Il n'en est pas de même, pensons-nous du projet de M. DE BARRIGUE DE MONTVALON qui indique de façon générale sans doute, mais suffisante, par quels organismes il donnerait aux magistrats la possibilités de remplir leur nouveau rôle. Nous estimerons qu'en réalité, M. le conseiller J. A. Roux s'en est rapporté pour le côté pratique de la question, au projet de M. DE BARRIGUE DE MONTVALON, avec qui il est entièrement d'accord sur les principes généraux; c'est pourquoi nous ferons simultanément la critique de ces deux systèmes qui ont tant de points communs.

Nous ne parlerons pas d'une thèse soutenue il y a longtemps déjà, puisque c'était lors du rattachement des services pénitentiaires au Ministère de la Justice, par M. Henri PRUDHOMME, alors juge au tribunal civil

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 265.

de Lille, et secrétaire général de la société générale des Prisons (1).

En effet, M. PRUDHOMME envisageait la question sous un angle beaucoup trop restreint, estimant que les réformes législatives sont trop longues à accomplir, il suggérait des modifications à apporter aux services pénitentiaires, sur des points régis uniquement par de simples décrets, ou même par des arrêtés ministériels. Il est évident qu'ainsi étriquée, cette proposition perd beaucoup d'intérêt: elle ne mettait en question que les attributions administratives des préfets intéressant l'exécution de la peine. Ce qui mérite d'être remarqué, c'est que M. H. PRUDHOMME proposait de régler cette dévolution partielle exactement selon les mêmes principes que ceux qui inspirent la réforme d'ensemble proposée par M. le conseiller DE MONTVALON: laisser au préfet, c'est-à-dire à l'Administration, ses attributions de gestion matérielle et d'ordonnateurs, et confier à la Magistrature des pouvoirs de contrôle et de décision sur tout ce qui concerne l'exécution morale de la peine.

L'on n'a pas élevé à l'époque d'objections sérieuses, quant à sa réalisation pratique du moins, contre le projet de M. Henri PRUDHOMME. Actuellement, par contre, un tel projet ne peut plus être envisagé, bien que les choses soient restées en l'état. L'on ne considère généralement plus en effet qu'il soit utile de confier à des magistrats l'exercice de l'action disciplinaire courante; ce qui est en question c'est essentiellement des mesures de grande envergure, susceptibles

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 647 et s., et p. 727 et s.

d'influer sur le régime de la détention ou sa durée telles que l'emprisonnement individuel prévu par la loi du 5 juin 1875, ou la libération conditionnelle.

Nous avons à signaler ce projet non pas tant à cause de l'intérêt qu'il présente en soi, mais parce qu'il s'inspire des mêmes principes que celui si complet de M. DE BARRIGUE DE MONTVALON et qu'il aboutit, dans les limites restreintes qu'il s'était fixées, au même résultat : partage d'attributions entre l'Administration et la Magistrature.

Le projet si remarquable de M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON, avec ou sans les modifications proposées par M. le conseiller J. A. ROUX, n'a pas été exempt de critiques. Mais il faut noter qu'elles s'adressent essentiellement à la réalisation pratique qui en était proposée, et laissant entière la parti théorique, celle que nous avons examinée jusqu'ici.

Nous avons vu que lorsqu'il s'agissait de mesures d'exécution qui pouvaient être prises lors du jugement, M. DE BARRIGUE DE MONTVALON en chargeait la juridiction de condamnation. Dans la pratique, cette procédure ne doit soulever, cela va sans dire, aucune difficulté. Il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit des mesures qui devront, d'après le projet, être prises en cours de peine. M. DE BARRIGUE DE MONTVALON s'était borné dans son rapport, à confier ce soin à la juridiction du lieu de détention, sans plus préciser; il justifiait ce choix par la nécessité dans laquelle est le tribunal de connaître l'effet de la peine sur le condamné, et d'éviter les transfèrements de détenus.

C'est sur la réalisation pratique de ce point parti-

culier du projet que la critique s'est exercée le plus vigoureusement. Deux objections surtout ont été soulevées qui se basent sur une particularité de notre organisation pénitentiaire.

En France, en effet, nous avons deux degrés de juridictions judiciaires: cours d'appel et tribunaux, et deux catégories de prisons: maisons centrales et maisons de correction. Il semblerait logique, *a priori*, d'établir une correspondance entre les cours d'appel et les maisons centrales dont certaines comme Riom, Nîmes, etc... sont situées dans la même ville, et d'autre part, entre les prisons départementales, situées au chef-lieu des départements et les tribunaux qui, il y a quelques années, étaient organisés en tribunaux départementaux. Il n'y a en réalité aucune correspondance.

Mais, tout d'abord, dans les prisons de courtes peines, prisons départementales, l'on ne rencontre que des condamnés au plus à une année d'emprisonnement. Or, étant donné la brièveté de leur condamnation, ces détenus échappent en fait à toute action curative et à toutes mesures d'une portée pratique. Ce n'est pas en quelques mois qu'une œuvre de redressement peut être tentée, ces peines devraient ne viser à donner qu'un avertissement, l'autorité judiciaire ne pourrait guère tenter d'action utile sur ces individus. D'autre part, il y a les maisons centrales; les unes reçoivent des condamnés correctionnels de un à cinq ans, les autres des réclusionnaires, et, pour les femmes, toutes les condamnées à plus d'un an.

C'est évidemment sur cette population qu'une œuvre de relèvement peut être tentée, c'est pour elle qu'il

y aurait intérêt à faire intervenir les magistrats, pour surveiller l'exécution des peines et prendre au fur et à mesure les décisions convenables.

Or, les prisonniers sont concentrés, dans les maisons centrales, par les soins de l'Administration, de tous les points de la France, et sont la plupart du temps moralement et juridiquement étrangers aux tribunaux et à la cour dans le ressort desquels leur prison est située. C'est pourquoi nous avons vu que M. DE BARRIGUE DE MONTVALON confiait le soin de prendre les mesures en cours de peine à la juridiction du lieu de détention, dans le but d'une part d'éviter les transfèrements de détenus, et parce qu'autre part, nous l'avons vu « toute décision relative à l'exécution de la peine doit comporter nécessairement et essentiellement, un examen de l'état actuel du détenu sous l'action du régime pénal ». Par une procédure appropriée, M. DE MONTVALON avait, on s'en souvient, résolu victorieusement cette première difficulté qui consisterait à donner, au tribunal du lieu d'exécution, la connaissance complète de l'individu et des circonstances du délit que possédait le tribunal de la condamnation.

La seconde difficulté d'application, dont le rapport n'indique pas la solution, tient au fait que seules quelques maisons centrales: Riom, Nîmes, Montpellier et Rennes, sont situées au chef-lieu d'une cour d'appel, c'est-à-dire dans des villes où il existe sur place un nombreux personnel de magistrats particulièrement compétent et apte à diriger l'exécution des peines. Dans la plupart des cas, objecte-t-on, les conditions nécessaires au fonctionnement de cette réforme ne

peuvent être réalisées: ainsi, les maisons centrales de Beaulieu, Clairvaux, Ensisheim, Fontevrault, Loos et Poissy sont situées dans des localités où il n'existe même pas de tribunaux, et elles dépendraient souvent de tribunaux à personnel restreint comme Bar-sur-Aube ou Saumur.

A notre avis, il y a là une réelle difficulté, mais non une impossibilité. Il y a simplement deux questions à résoudre: la première est celle du personnel si l'on peut dire; en effet, depuis le décret du 28 mars 1934, dans beaucoup de petits tribunaux, il n'y a plus qu'un magistrat résidant qui, de plus, fait fonctions de juge de paix au chef-lieu. On ne peut, par exemple, songer à confier au seul magistrat résidant à Bar-sur-Aube, le soin de surveiller et de diriger l'exécution des peines des milliers de détenus de la maison centrale de Clairvaux, située dans le ressort de ce tribunal; mais serait-il, par hasard impossible de renforcer le personnel des tribunaux qui se verraient confier ces fonctions, et serait-il impossible à ces magistrats de Bar-sur-Aube ou d'ailleurs, de se rendre à la maison centrale dont ils auraient la responsabilité morale, alors que depuis la réforme de 1926, chaque semaine, de nombreux petits tribunaux ne fonctionnent que complétés par des magistrats qui, pour se rendre à l'audience, parcourent souvent de longues distances. Evidemment, notre organisation pénitentiaire date par certains côtés de l'époque des diligences, il faut la réformer selon les possibilités de notre temps.

Nous nous bornerons pour l'instant, nous réservant de préciser ce point, à indiquer qu'à notre avis, le pro-

jet de M. DE BARRIGUE DE MONTVALON est très réalisable pratiquement tel quel, mais par contre, nous pensons qu'il soulèverait d'autres difficultés.

M. DE BARRIGUE DE MONTVALON, pour délimiter le rôle des magistrats dans l'exécution des peines, part de l'idée, qu'il admet sans plus discuter, « qu'il est sage de ne point mêler attributions matérielles et attributions morales; et qu'il convient de maintenir les premières à l'Administration pénitentiaire » (1).

Au risque de ne pas passer pour sage, nous nous permettrons jusqu'à ce que l'on nous démontre le contraire, de penser autrement. Nous justifierons notre point de vue, et nous indiquerons pourquoi nous estimons que certaines conditions matérielles de l'exécution de la peine ont, à notre avis, une importance suffisante pour que nous propositions d'en remettre le contrôle à des magistrats.

Ainsi, non seulement nous considérons comme parfaitement applicable pratiquement le projet de M. le conseiller DE MONTVALON, mais nous pensons même que, bien que ce soit à notre avis un minimum et non pas un but idéal complet à poursuivre, il donne au juge des moyens d'actions suffisants pour diriger efficacement l'exécution de la peine et obtenir une diminution très considérable de la récidive.

Cependant, nous ne faisons pas nôtre ce projet, car à nos yeux, il présente un inconvénient capital: il ne nous semble pas possible en effet, de concilier dans la réalité le pouvoir que l'on veut reconnaître aux magistrats de diriger l'exécution de la peine, tout en laissant

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 176.

à l'Administration pénitentiaire suffisamment d'autonomie pour qu'elle puisse garder la responsabilité de cette exécution. Il faut, à notre avis, de toute nécessité, si l'exécution de la peine est confiée à la fois à l'Administration pénitentiaire et à la Magistrature, que l'une soit subordonnée à l'autre; il y a une unité de direction nécessaire que l'on ne peut écarter sans s'exposer à de graves mécomptes.

C'est à ce point de vue, dont il est indispensable de tenir compte lorsque l'on veut aboutir à des réalisations pratiques, que se plaçait M. LANTIN, directeur de la circonscription pénitentiaire et de la maison centrale de Melun, lorsqu'il formulait cette objection à la Société Générale des Prisons en 1911: « Lors de notre dernière réunion, disait-il, j'ai entendu indiquer un projet de distributions d'autorité dans les établissements pénitentiaires qui m'a rendu perplexe d'abord et inquiet depuis, surtout pour la bonne administration des établissements de longues peines... L'autorité, sans partage, doit rester aux mains de ceux qui avaient, à leur rang hiérarchique, la responsabilité... Je ne sais pas, Messieurs, si vous avez une préoccupation suffisante du maintien de l'ordre et de la discipline dans les maisons centrales de force et de correction lorsque vous songez à y morceler l'exercice de l'autorité. Entre-t-il dans votre pensée de diviser ces responsabilités comme l'autorité? Logiquement, il devrait en être ainsi, mais alors, chaque part d'autorité qu'il faudrait délimiter devrait correspondre à une part de responsabilité.

« Vous apercevrez l'écueil d'une pareille organisa-

tion sans qu'il soit besoin d'y insister davantage » (1).

M. DE MONTVALON a nettement vu le danger, puisqu'il dit: « Je n'entends pas réserver jalousement, exclusivement aux magistrats le soin de surveiller l'exécution de la peine dans l'intérieur des établissements pénitentiaires, ce que *je veux leur réserver* et, je puis le dire, cela *exclusivement*, c'est la *décision en ce qui concerne l'exécution de la peine...* en laissant à l'Administration pénitentiaire le soin de diriger l'éducation et la formation même du détenu » (2).

---

### III.

#### INCONVÉNIENTS DU PARTAGE D'AUTORITÉ, ET SYSTÈME DONNANT TOUS LES POUVOIRS D'EXÉCUTION DE LA PEINE A LA MAGISTRATURE.

En théorie, ce système est parfait, aucun conflit possible; l'Administration a toute liberté d'action pour faire subir la peine, puis, lorsque le détenu lui semble à point si l'on peut dire, la Magistrature est appelée à intervenir et à décider à son tour en toute autonomie.

La réalité nous semble toute autrement malheureusement; les magistrats devront suivre l'exécution de la peine, et, pendant cette période jusqu'au jour où ils reprendront tout pouvoir pour décider de l'opportunité de

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 659.

(2) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 279 et s.

la libération conditionnelle ou de telle autre mesure, ils n'auront aucun moyen légal d'intervenir dans l'exécution de la peine. Or, il n'est tout de même pas absolument déraisonnable de penser qu'ils n'approuveront pas toujours entièrement, quant à leur répercussion morale, les mesures matérielles prises par l'Administration, concernant par exemple le régime de travail, la nourriture, la cantine, les punitions disciplinaires, les conférences, etc... Ils feront connaître leur opinion au directeur de la prison, directement ou par un rapport. Ce directeur partageant normalement la doctrine de l'Administration pourra ne pas accorder aux suggestions des magistrats toute l'importance que ceux-ci désireraient leur voir reconnaître, d'où source de conflit, les magistrats estimant que la peine n'est pas exécutée telle qu'elle devrait l'être et que certaines mesures administratives contrecarrent l'œuvre d'amendement poursuivie. Alors, ou bien voyant l'inutilité de leur contrôle, ils s'en désintéresseraient et c'est à cette impuissance qu'il faut attribuer l'absence presque totale de fonctionnement des commissions de surveillance; ou bien, forts du droit que leur donnerait moralement la mission sociale dont ils ont la responsabilité, sans avoir à leur disposition les moyens de la mener à bien, ils tenteraient, par des moyens extra-légaux ou extra-réglementaires, ce qui serait un comble pour des magistrats, de faire agir l'Administration dans le sens qu'ils préconiseraient. N'y aurait-il pas là un point de friction préjudiciable au bon fonctionnement du mécanisme pénitentiaire?

Nous terminerons l'exposé des raisons qui nous dé-

tournent du projet si remarquable par ailleurs de M. le conseiller BARRIGUE DE MONTVALON en citant l'opinion que formulait M. HUGUENEY, professeur à la Faculté de Droit de Paris, en conclusion des discussions qui avaient eu lieu à la Société Générale des Prisons à la suite du rapport de M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON sur le *rôle des magistrats dans l'exécution des peines*: « J'avoue, disait-il, qu'il me reste, après cette discussion, une crainte. Est-ce que, entre la Magistrature, d'une part, et l'Administration pénitentiaire, d'autre part, il y aura toujours parfaite entente? M. le conseiller DE MONTVALON essaie de nous rassurer; il nous dit: le Magistrat aura la direction morale, l'Administration pénitentiaire, la direction matérielle. J'avoue que moi, homme de la rue, cela me fait songer à ces enfants de grande famille qui ont à la fois une gouvernante et une bonne; je m'excuse de comparer le Magistrat à une gouvernante et je ne sais si l'Administration pénitentiaire sera satisfaite de ce rapprochement avec une bonne. La pensée qui me vient à l'esprit, quand je vois ainsi un enfant promené par sa gouvernante et sa bonne, c'est que cela est riche et somptueux. Quand nous aurons mis le condamné sous l'égide, à la fois de la Magistrature et de l'Administration pénitentiaire, nous, membres de la Société des Prisons, nous, membres de la Commission de révision du Code pénal, nous serons fiers en nous disant: nous avons fait quelque chose de beau, quelque chose de grand. Mais tout de même, quand je jette les yeux sur ce pauvre bébé ainsi flanqué d'une gouvernante et d'une bonne, je me demande: est-ce que, au milieu

des conflits qui doivent surgir entre la gouvernante et la bonne, cet enfant est plus heureux que s'il n'avait qu'une bonne? Est-ce qu'il est mieux soigné, mieux éduqué? Voilà ma crainte. Pauvre petit condamné, que deviendras-tu demain au milieu des frictions, des querelles, que je vois poindre entre l'Administration pénitentiaire et la Magistrature » (1) ?

Fort de l'autorité de cet éminent criminaliste, nous estimons, en effet, que tout système qui aboutirait à un partage d'autorité entre l'Administration et la Magistrature, si parfait fût-il en théorie, susciterait des difficultés multiples et quasi insurmontables pour sa réalisation pratique. C'est pourquoi nous nous sommes ralliés à un troisième système, dans lequel, comme nous allons le voir maintenant, la Magistrature reçoit la haute main sur la direction de l'exécution des peines réformatrices.

Nous partirons pour établir notre projet du principe que tout ce qui concerne la peine doit dépendre de la Magistrature.

Puisqu'en effet, nous assistons actuellement à une faillite de la répression due à un développement extraordinaire de la récidive contre laquelle on lutte avec des armes mal adaptées, nous proposons d'appliquer en France un remède déjà appliqué, ou sur le point de l'être, dans de nombreux pays étrangers: c'est l'intervention des magistrats dans l'exécution des peines.

Or, si l'on veut tirer de cette réforme tous les résultats que l'on peut logiquement en attendre, il faut la

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 280 et s.

réaliser aussi complète que possible; c'est pourquoi nous basons notre projet sur les principes de l'attribution totale à la Magistrature de la surveillance, de la direction et de l'administration des peines réformatrices.

Logiquement en effet seule une même autorité peut assurer à la fois l'unité de direction de la peine et l'unité d'inspiration qui doit présider à l'œuvre de redressement et de régénération, but final des longues peines privatives de liberté.

L'œuvre de redressement et de régénération des condamnés commence à la période du jugement, se poursuit par l'exécution de la peine et se termine dans le lendemain de la peine, par le reclassement de l'individu. Cette œuvre délicate doit être dirigée d'un bout à l'autre selon le même esprit. Or, d'une part les nécessités pratiques exigent qu'il n'y ait pas de partage d'autorité dans les services pénitentiaires et d'autre part, si la peine passe d'une autorité à une autre, elle ne sera plus dirigée selon le même esprit.

Ces constatations justifient donc notre point de départ.

De plus, l'adoption de cette solution, même si on l'envisage du point de vue théorique seulement, réunit plusieurs avantages sur lesquels nous reviendrons au cours de l'exposé de notre système.

Nous en signalerons seulement deux ici:

La plupart des systèmes mixtes se heurtent à des difficultés pratiques lorsqu'il s'agit, dans l'exécution de la peine, de faire le départ entre les attributions morales qui seraient attribuées à la Magistrature et

les attributions matérielles qui continueraient seules à dépendre de l'Administration pénitentiaire. En effet, outre le danger que présente un partage d'autorité dans une administration aussi complexe que celle dont il s'agit, danger qui nous a paru si grave qu'il nous a fait écarter tout système mixte, comment arriver en pratique à une bonne répartition des services? Le physique et le moral sont intimement liés; ils exercent l'un sur l'autre une action réciproque qu'on ne peut négliger; un simple exemple à ce propos suffira: voici la question des bâtiments pénitentiaires, ne devrait-on pas en laisser le soin à l'Administration? Et cependant, cette question est en liaison étroite avec la question du régime cellulaire, non seulement en ce qui concerne la construction de maisons nouvelles, mais en ce qui concerne l'aménagement des prisons anciennes, la distribution des prisons en différents quartiers d'amendement et de répression, etc... Ainsi, cette question purement matérielle au premier abord est en rapports étroits avec l'application morale de la peine; la nourriture des détenus doit également être envisagée au triple point de vue disciplinaire, pénal et hygiénique.

Et il en est de même de toute question pénitentiaire, car, en réalité, la science pénitentiaire s'adresse à des hommes qui ont un corps et une âme, toute question matérielle a un côté moral qu'on ne peut négliger; il faut tout mettre en œuvre si l'on veut atteindre le but moral élevé que l'on se propose.

Un autre avantage qui se situe sur un plan très différent du précédent et qui se retrouve à des degrés

moindres pensons-nous, dans tous les systèmes qui confient au moins la direction de la peine aux magistrats, c'est de faire échapper entièrement et certainement la peine aux influences politiques.

Il est évident que tout ce qui concerne l'application des peines et l'exécution des jugements criminels doit échapper à toute influence politique. Mais, dit-on, « la politique n'intervient guère en matière pénitentiaire, et vous vous battez contre des moulins à vent ! » Loin de nous l'idée de suspecter l'indépendance et l'impartialité des fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire et nous accorderons volontiers que la politique n'intervient pratiquement pas dans l'exécution des peines; mais, par contre, on reconnaîtra que rien ne nous garantit que dans l'avenir la politique n'interviendra pas: que des gouvernements peu scrupuleux se trouvent en présence de fonctionnaires moins indépendants, et l'on pourra regretter, mais trop tard, les pires abus, surtout lorsque les peines à durée indéterminée auront été introduites dans notre droit. Cette menace des influences politiques n'est qu'une éventualité, nous le reconnaissons, mais combien grave étant donné que nous ignorons ce que réserve l'avenir; aussi doit-on faire tous ses efforts pour que l'exécution intégrale et équitable des peines reçoive la garantie la plus solide qui existe: que leur exécution comme leur application relèvent du seul des trois grands pouvoirs de l'Etat qui soit encore indépendant et qui puisse le rester complètement.

---

### SECTION III

---

#### **Projet de réforme adaptant l'exécution des peines à la lutte contre la récidive.**

---

Nous allons maintenant exposer les grandes lignes de notre projet, d'abord les nouvelles attributions dévolues à la Magistrature, ensuite les organes nouveaux qu'il faudra créer ou développer, et leur composition, enfin, pour terminer, le fonctionnement de ces organismes.

Auparavant, nous signalerons que dans notre projet, l'Administration pénitentiaire actuelle ne disparaît pas, elle est seulement partiellement absorbée par la Magistrature. Tout d'abord, elle subsiste entièrement autonome en ce qui concern les peines d'élimination d'une part, et les peines d'intimidation d'autre part.

L'intervention du juge n'est, en effet, justifiée que dans les peines privatives de liberté et seulement lorsque celles-ci ne peuvent atteindre leur but que dans la mesure où, dit M. DE BARRIGUE DE MONTVALON « le concept qui a déterminé la nature et la quotité de la peine prononcée continue à inspirer et à gouverner le régime de la peine exécutée » (1).

Quant aux peines qui poursuivent simplement un but d'intimidation, seules les courtes peines d'emprisonnement dépendent de l'Administration. Or l'effet recherché est atteint par la seule privation de liberté, il faut seulement éviter qu'elles ne soient corruptrices; la Magistrature comme nous le signalerons, n'aura donc qu'un simple rôle de surveillance à cet égard.

Voici très schématiquement, comment nous concevons la nouvelle organisation de l'Administration pénitentiaire.

D'abord, la direction des services pénitentiaires au Ministère de la Justice devrait obligatoirement avoir à sa tête un magistrat. Il arrive souvent qu'il en soit ainsi, mais nous voudrions que cela devînt obligatoire.

Un magistrat occupant ce poste, aurait en effet comme principal objectif d'exécuter les décisions de justice dans leur esprit, et son influence personnelle assurerait la coordination des efforts de l'Administration et de la Magistrature. A ce point de vue, nous trouvons un exemple en Italie: c'est en effet, nous l'avons signalé, un Président de section de la Cour de cassation de Rome qui est directeur de tous les établissements pénitentiaires de l'Italie, et M. DE CASA-

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 171.

BIANCA, conseiller à la Cour de cassation, signalait que les résultats obtenus par cette mesure étaient excellents et notamment la Magistrature ayant ainsi la direction des services pénitentiaires, les conflits s'aplanissent immédiatement.

Ensuite, toute l'Administration pénitentiaire resterait organisée telle qu'elle est aujourd'hui avec sa hiérarchie et ses rouages particuliers, sauf sur un point: les maisons centrales seraient complètement indépendantes de cette Administration; en effet, les directeurs des maisons centrales dépendraient uniquement du Procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle serait situé leur établissement.

L'affectation des condamnés se ferait par les soins du Procureur général: les condamnations à une peine se subissant dans une maison centrale, resteraient soumises, pour l'exécution de leur peine, à la Magistrature. Les autres condamnés seraient comme actuellement, remis à l'Administration pénitentiaire qui conserverait donc toute son autonomie pour faire exécuter ces peines, la Magistrature n'exerçant plus qu'une surveillance sur l'exécution réglementaire de la peine.

---

## I.

### LES NOUVEAUX ROLES DE LA MAGISTRATURE.

Nous allons passer en revue maintenant les nouvelles attributions que recevrait la Magistrature. La

Magistrature, dans notre projet, aurait, au point de vue de l'exécution des peines, essentiellement trois rôles différents à tenir :

D'abord, un rôle de surveillance sur toutes les peines privatives de liberté ; ensuite, un rôle de décision pour toutes les mesures concernant l'exécution de la peine ; enfin, un rôle d'administration, en ce qui concerne les prisons de longues peines.

Et tout d'abord, nous conserverions à la Magistrature son pouvoir de surveillance souvent tombé en désuétude actuellement.

En ce qui concerne les courtes peines d'emprisonnement qui sont des peines qui ne devraient poursuivre qu'un but d'intimidation, nous voyons un double avantage à ce que les juges en aient la surveillance.

Ces peines se subissent dans les prisons de courtes peines, c'est-à-dire actuellement et dans notre système, dans les maisons de correction départementales. Or, ces prisons relèvent uniquement de l'Administration pénitentiaire, il serait donc souhaitable que des magistrats puissent pénétrer librement dans la prison, y observer ce que bon leur semblera ; évidemment, pour le maintien de l'ordre, il ne faudrait absolument pas qu'ils puissent y faire acte d'autorité, sinon l'on s'expose à des conflits d'autorité, ou bien, par suite de contre ordres, on aboutit à l'anarchie. Ces magistrats auraient un pouvoir de surveillance aussi étendu que possible, mais se bornant à la rédaction, après chaque visite, d'un rapport adressé à l'Administration centrale. Cette surveillance aurait pour but d'assurer l'exécution réglementaire de la peine, d'éviter les abus

divers ou les influences politiques ou autres, enfin, veiller à ce que ces peines qui atteignent leur but par la simple privation de liberté, ne soient pas corruptrices, car c'est là un des grands dangers de toutes les peines privatives de liberté.

Cette fonction de surveillance garantirait donc l'impartialité dans les mesures d'exécution, impartialité aussi essentielle que dans la décision, c'est pourquoi le contrôle de l'exécution doit être, aussi bien que la condamnation, de nature judiciaire.

Outre cette garantie d'impartialité des plus sérieuses que présente ce contrôle par les magistrats, il est un autre avantage, extrêmement important à nos yeux, que M. le conseiller J. A. Roux indiquait en ces termes : « En allant dans les prisons et en voyant comment les peines s'exécutent et l'effet qu'elles peuvent produire, sur ceux auxquels elles sont appliquées, le magistrat fait son éducation personnelle; il comprend alors l'inanité de ces courtes peines d'emprisonnement qui ne produisent aucun effet, j'entends aucun effet salutaire et qui ne servent qu'à désagréger une famille et à déclasser celui qui les subit... Le juge... dans son rôle de magistrat,... pourrait alors bien mieux appliquer l'arsenal répressif que la loi a mis à sa disposition » (1).

Ce rôle de surveillance sur l'exécution des peines, les magistrats l'exerceraient également, cela va sans dire, sur les longues peines privatives de liberté, peines ayant pour but de procurer l'amendement du coupable. Nous avons suffisamment insisté déjà sur le

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 261.

rôle capital que peuvent avoir les magistrats dans l'exécution de ces peines, pour ne pas avoir à y revenir. Ce rôle de surveillance devient particulièrement utile ici pour permettre à la Magistrature de remplir la seconde fonction, entièrement nouvelle celle-là, que nous allons signaler maintenant.

Cette seconde fonction est celle que proposait de confier aux magistrats, M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON dans son si remarquable rapport à la Société Générale des prisons sur *le rôle des magistrats dans l'exécution des peines*.

« Le magistrat, disait-il, à peu près, pour remplir sa mission sociale, doit agir sur l'exécution de la peine,... c'est de sa décision que l'exécution de la peine doit dépendre dans tout le cours de son évolution juridique » (1).

Nous estimons que ce n'est pas seulement la direction de l'exécution morale, juridique et sociale de la peine qui doit appartenir au magistrat, mais nous considérons que c'est là la partie essentielle et qui doit lui appartenir pleinement, les autres fonctions que nous voulons reconnaître au juge n'étant que le complément nécessaire, à notre avis, mais secondaire cependant, destiné à lui permettre de remplir au mieux cette mission.

L'action des magistrats devra donc s'exercer dans toute sa plénitude en ce qui concerne les mesures ayant une influence capitale sur l'évolution de la peine.

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 174.

Parmi ces mesures, il y a tout d'abord l'interdiction de séjour. Comme M. DE MONTVALON, nous estimons que le juge qui la prononcera, fixera les localités qui seront interdites au condamné, soit à raison de la nature et des circonstances de l'infraction, soit à raison du trouble ou du danger pour l'ordre public que constituerait la présence du condamné. Ce sera au juge également, à accorder, le cas échéant, la suspension ou la remise de l'interdiction.

C'est une décision du juge qui accordera ou révoquera la libération conditionnelle, et en fixera les modalités. Cette mesure, au mécanisme délicat, atteindra son plus haut point d'efficacité, lorsque, en toute liberté, les magistrats pourront en régler le fonctionnement dans le but du redressement moral et de la réadaptation sociale du délinquant.

Les condamnés à un emprisonnement de plus d'un an et un jour peuvent, aux termes de l'article 3 de la loi du 5 juin 1875, formuler une demande pour être soumis au régime de l'emprisonnement individuel. Les magistrats seront appelés à statuer sur cette mesure qui, en réalité, touche à l'exécution juridique et à la portée morale de la peine, puisque le régime de l'encellulement, appliqué à des condamnés, réduit du quart la durée de leur peine.

A notre avis, le régime d'application de la relégation devrait être modifié. Au lieu d'être obligatoire, ce qui conduit les tribunaux correctionnels à prononcer des peines qu'ils estiment trop minimales, pour éviter d'appliquer cette mesure terrible d'élimination, elle devrait être toujours facultative. D'autre part,

puisque le juge dirigerait l'exécution de la peine, au lieu d'être prononcée comme aujourd'hui au jour du jugement, elle ne devrait l'être qu'après l'exécution de la peine principale, c'est-à-dire après une période d'épreuve; ceci permettrait au juge de se rendre compte si le condamné n'est susceptible d'aucun amendement et si vraiment il est nécessaire d'user à l'égard de celui-ci, d'une mesure d'élimination. Il pourrait sans doute en être de même, comme le signale M. DE MONTVALON, à propos de l'application de la transportation aux condamnés aux travaux forcés; la transportation ne serait appliquée aux condamnés qu'après un stade d'épreuve au cours duquel les magistrats surveillant l'exécution de la peine, auraient pu se convaincre que le condamné était inadaptable.

Enfin, l'avant-projet de Code pénal prévoit expressément l'intervention des magistrats pour décider de l'opportunité et des modalités de l'application des mesures de sûreté qu'il institue.

Voilà les principales situations dans lesquelles doit se manifester l'action du magistrat sur l'exécution des peines au moyen de décisions.

M. le conseiller DE BARRIGUE DE MONTVALON bornait là le rôle des magistrats dans l'exécution des peines; nous pensons que cette action des magistrats doit se compléter par un rôle d'administration.

Nous avons justifié la nécessité de ce rôle administratif par des raisons d'ordre pratique: nécessité du maintien de l'unité de direction dans le commandement des prisons, et par d'autres raisons, théoriques: nécessité d'assurer l'unité absolue de l'œuvre de re-

dressement pendant les phases de l'exécution de la peine et de la condamnation d'une part, et d'autre part, importance et répercussion de toutes les questions qui paraissent de pure administration matérielle sur l'exécution morale de la peine.

Contre la remise à la Magistrature de ce rôle administratif on a élevé de nombreuses objections qui peuvent ainsi se résumer: si l'on confie aux magistrats l'administration totale des prisons, ils verront toute leur activité absorbée par l'œuvre matérielle, ce ne seront plus des magistrats, mais des fonctionnaires pénitentiaires; pour former un bon pénitentiaire, il faut un long apprentissage, les magistrats sont incompetents au point de vue pénitentiaire, et au point de vue administration, les magistrats ne sont ni capables, ni aptes: ce n'est pas dans leurs habitudes d'esprit. Nous laissons de côté l'objection qui, mettant en avant l'existence de l'Administration pénitentiaire actuelle, bien organisée, propose de la conserver, nous ne sommes point de cet avis et nous nous sommes suffisamment expliqués à ce sujet.

A l'objection d'incompétence en matière administrative, que l'on oppose aux magistrats, nous ne croyons pas pouvoir faire de meilleure réponse que celle que fit M. DRIoux, juge d'instruction au tribunal de la Seine. C'était en 1911, à la Société Générale des Prisons, à propos du rattachement des prisons à la Justice; M. DRIoux présentait un projet dans lequel il se montrait partisan de confier à la magistrature les services pénitentiaires qui venaient d'être détachés du Ministère de l'Intérieur pour être attribués au Ministère de la Justice.

« ...Si nous parlons administration, il n'y a peut-être qu'à changer une initiale, et au lieu d'écrire Administration avec une majuscule, mettre un petit « a », pour diminuer la distance qui semble séparer la magistrature du nouvel ordre de choses auquel on veut l'adapter. Nous savons, en effet, dès à présent, qu'on n'est pas sans s'occuper de questions administratives dans les parquets généraux, les cours et les tribunaux.

« Dans les cours ou dans les tribunaux, ne trouvez-vous pas, tout d'abord, l'administration des fonds d'abonnements, qui s'élèvent parfois à des sommes importantes et impliquant l'obligation de passer des marchés et d'en surveiller l'exécution ? Cette seule considération prouve que, sans sortir du cadre actuel de l'organisation judiciaire, les magistrats ne sont pas si étrangers à toute espèce de préoccupation administrative qu'on voudrait le dire. Il y a aussi les questions de frais de justice, un peu spéciales, il est vrai, mais qui, également attirent sur des chiffres l'attention des magistrats ; les rapports avec les architectes et les fournisseurs, toutes les fois qu'il s'agit d'un travail à l'intérieur des bâtiments ; les questions d'entretien du mobilier confié aux compagnies judiciaires, et bien d'autres sur lesquelles sont consultées les compagnies judiciaires et leurs chefs.

« On arrive donc à cette constatation que l'administration n'est pas chose étrangère aux magistrats et qu'ils y peuvent apporter une bonne volonté et une compétence déjà avisées. Je veux bien qu'en ce qui concerne cet objet nouveau qui s'appelle l'administration pénitentiaire : entretien des prisons, marchés

à passer pour cet entretien, entretien des détenus, etc., nous autres magistrats, nous n'avons pas une expérience directe et déjà acquise; cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais je ne crois pas porter atteinte à la considération très légitime dont jouissent les hauts représentants de l'Administration (avec un grand A) en disant que souvent les préfets sont eux-mêmes assez neufs dans ces questions, car elles n'ont pas fait l'objet d'études préalables de leur part. C'est par la pratique qu'ils arriveront à former leur expérience; et l'on ferait quelque reproche aux magistrats de n'en pas posséder, avant même d'avoir été mis à l'épreuve!

« Par conséquent, en fait et en droit — autant qu'on puisse parler de droit en pareille matière, — je ne vois pas d'objection sérieuse à ce rattachement des services administratifs à une partie quelconque de l'organisation judiciaire. D'autant plus, Messieurs, que les précautions prises par les administrateurs, quand il s'agit de traiter ces questions purement pratiques, peuvent l'être également dans un parquet général: on s'entoure de renseignements près des hommes de métier, près des directeurs des circonscriptions pénitentiaires, des maisons centrales ou des prisons; on sait et on saura, par la pratique, acquérir une expérience suffisante pour discerner dans les marchés ce qui peut être accepté et ce qui doit être rejeté; enfin, il y a les précédents qui souvent font presque force de loi en matière administrative, et qui s'imposeraient de même façon au magistrat chargé de ces questions » (1).

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 661 et s.

Nous partageons entièrement cette manière de voir, et nous estimons qu'il n'y a là en réalité qu'une question d'organisation et de mise au point de services, que nous envisagerons plus tard.

Les magistrats, nous objecte-t-on d'autre part, n'ont pas l'esprit administratif. Mais, soit dit sans froisser pour cela l'Administration, c'est justement ce que l'on recherche en confiant l'exécution des peines à des magistrats: il faut que toutes les questions pénitentiaires soient envisagées dans le même esprit que celui qui a présidé au prononcé de la sentence; ce qui importe le plus dans l'administration de la peine, ce n'est pas de rechercher la gestion la plus économique ou d'assurer l'application de la peine de manière que le gouvernement entende parler le moins possible des prisons et des individus qui y sont détenus; évidemment, toute administration doit rechercher à assurer le service qu'elle assume dans les meilleures conditions possibles, mais la bonne marche des services ne doit pas être une fin en soi pour l'Administration pénitentiaire, mais un moyen pour permettre de réaliser, le but de la peine : toute Administration qui n'est qu'Administration a tendance à prendre pour fin cette gestion « sans histoires ».

Enfin, reste l'objection: si l'on confie toute l'administration à des magistrats, ceux-ci, pour bien administrer devront se spécialiser, et ce ne seront plus des magistrats. Nous répondrons à cette objection, pensons-nous, par une organisation adéquate.

La Magistrature, en effet, ne recevra que l'administration des maisons centrales. Or elles sont au nombre

d'une douzaine en France. D'autre part, ce service consistera plutôt à donner des directives et à inspirer l'administration de ces maisons centrales.

Parmi les principales questions purement administratives qui relèveront de la magistrature, nous placerons d'abord la question de l'administration des bâtiments pénitentiaires. Les magistrats seront en effet mieux placés que personne, s'ils ont déjà la surveillance et l'exécution morale de la peine, pour se rendre compte des nécessités du service et y faire droit. S'il apparaît utile par exemple de séparer, non seulement dans les dortoirs, mais dans les ateliers, les condamnés politiques et les condamnés de droits commun, les délinquants primaires et les récidivistes, etc... cela se traduit par une question d'aménagement de bâtiments; les magistrats seront mieux à même que quiconque de décider de l'utilité de tels travaux ou de la nécessité de réaliser tel aménagement avant tel autre.

La passation des marchés dépendrait également des magistrats; s'il s'agit du chauffage et de l'éclairage, la répercussion sur l'exécutoin de la peine n'est pas évidente, et cependant peut-être, verra-t-on le magistrat-administrateur préférer le chauffage au bois plus onéreux par hypothèse, parce qu'il fournira un travail utile pour occuper certains détenus. Les marchés concernant le mobilier ont déjà une plus grande importance ainsi que ceux concernant la nourriture. Enfin, les marchés de travaux de main-d'œuvre pénale sont intimement liés à l'exécution de la peine.

Nous n'insisterons pas plus sur ce rôle administratif qui sera dévolu à la magistrature, nous réservant de

nous arrêter plus longuement sur cette question lorsque nous étudierons le fonctionnement des nouveaux organismes dont nous allons maintenant étudier la composition.

---

## II.

### LES NOUVEAUX ORGANISMES.

Aux trois rôles qui seront confiés à la Magistrature : surveillance de l'exécution de la peine, direction de la peine, et administration pénitentiaire, vont correspondre trois catégories d'organismes adaptés aux nouveaux besoins.

La surveillance de la magistrature va s'exercer au moyen de commissions de surveillance, différentes par leur composition suivant les deux catégories de prisons dans lesquelles elles fonctionneront.

En premier lieu étudions la composition des commissions de surveillance dans les prisons de courtes peines.

Les prisons départementales, sauf de rares exceptions, sont situées dans des villes où existe un tribunal de première instance ; d'autre part, le gros contingent des détenus qui y purgent leur peine, sont fournis par le tribunal correctionnel, il est donc normal de faire appel en principe aux juges du tribunal de première instance pour composer cette commission. Ensuite, il faudrait faire place même dans ces com-

missions, à des représentants des comités de patronage: en effet, des délinquants qui n'ont mérité qu'une peine de moins d'un an de prison subissent cependant ce que l'on a appelé la crise de la libération. Si la courte durée de la peine commande de laisser de côté toute mesure d'éducation, il n'en reste pas moins qu'à la sortie, il faut trouver un emploi au libéré, s'il n'en a pas et dans tous les cas, éviter qu'il retourne à ses anciennes habitudes qui l'ont amené à commettre son délit. Enfin, comme dans notre système, les prisons départementales continueraient à dépendre uniquement de l'Administration pénitentiaire, il conviendrait que l'Administration fût représentée au sein de ces commissions.

Le nombre des membres de cette commission varierait évidemment selon l'importance de la prison, mais nous estimons que les magistrats devraient occuper à eux seuls la moitié au moins des sièges; en effet, ce sont les magistrats qui, comme nous le verrons, ont le vrai rôle de surveillance, les délégués de l'Administration et du comité de patronage n'étant là que pour fournir les renseignements nécessaires.

Les magistrats seraient nommés par le Premier Président de la cour d'appel sur proposition du Président du tribunal. Le Président du tribunal pourrait à son gré en faire partie et dans ce cas, serait de droit président de cette commission. D'abord seraient désignés, les magistrats qui en manifesteraient le désir, puis l'on compléterait s'il y avait lieu, par des commissions d'office. En tout état de cause, la présidence de la commission administrative appartiendrait à un magistrat dési-

gné par la commission elle-même. Le comité de patronage de l'endroit désignerait au moins un délégué et un suppléant pour être représenté au sein de la commission. Le représentant de l'Administration serait soit le gardien-chef, directeur de la prison, soit une autre personne désignée par l'Administration pénitentiaire.

Pour ce qui est des prisons de longue peine, les commissions de surveillance auraient une composition un peu différente. Etant donné que l'administration des maisons centrales appartiendrait à la Magistrature debout, la commission de surveillance, dont les attributions sont beaucoup plus étendues, ne serait composée que de magistrats du siège, et de représentants des comités de Patronage.

Les magistrats membres de la commission seraient désignés par le Premier Président de la cour d'appel, soit uniquement parmi les conseillers, soit parmi les conseillers et les juges du tribunal, selon que la maison centrale serait située au siège de la cour d'appel ou non, et selon les exigences du service des audiences.

Les patronages délégueraient des représentants auxquels serait réservé au moins le tiers des places car c'est dès le commencement de la peine que la Société de patronage doit se préoccuper du lendemain de la peine.

Dans les deux cas, pour les commissions de surveillance des prisons départementales, comme pour celles des maisons centrales, les magistrats faisant partie des commissions de surveillance, peuvent également faire partie en même temps des comités de patronage, et cet état de fait est même souhaitable, car ainsi serait

réalisé parfaitement en leur personne l'unité qui doit présider à l'œuvre de régénération des détenus, unité que nous essayons de réaliser, combien imparfaitement, au moyen de ces divers organismes que nous examinerons maintenant.

Voyons maintenant quelle sera la juridiction qui suivra et dirigera l'exécution de la peine et à qui reviendra le soin de prendre des décisions sur les mesures que comporte cette exécution.

Nous adopterons ici l'organisation de M. DE BARRIGUE DE MONTVALON, et pour les mêmes raisons. Ainsi, lorsqu'il s'agira d'une peine prononcée par une cour d'assises ou une cour d'appel, les diverses mesures que nous avons signalées plus haut, libération conditionnelle essentiellement, ce sera la chambre des mises en accusation qui sera appelée à statuer.

Lorsqu'il s'agira d'une peine prononcée par un tribunal correctionnel, il faudra, comme nous le propose M. DE BARRIGUE DE MONTVALON, faire revivre la chambre du conseil supprimée en 1856.

Un ou plusieurs magistrats de la cour ou du tribunal faisant partie des commissions de surveillance, siègeraient de droit dans la chambre des mises en accusation ou dans la chambre du conseil; et même, nous serions d'avis d'y admettre en principe les magistrats faisant partie des comités de patronage. Nous verrons l'utilité de ces mesures lorsque nous étudierons le fonctionnement de cette institution.

Nous abordons maintenant un des points les plus délicats de notre sujet, l'organisation administrative des services pénitenciers confiés à la Magistrature.

La première question est celle de savoir à quel magistrat l'on doit rattacher ce nouveau service de l'administration des prisons centrales: au Premier Président ou au Procureur général.

Nous avons choisi le Procureur Général pour plusieurs raisons.

On avait invoqué autrefois, contre le rattachement des services pénitentiaires au Ministère de la Justice, le principe de la séparation des pouvoirs; M. LARNAUDE, alors professeur à la Faculté de Droit, pensait que le rattachement ne se heurterait pas au principe de la séparation des pouvoirs, « sous une réserve cependant, disait-il. Si dans l'organisation du rattachement vous utilisez le parquet général et son chef, je ne crois pas que la séparation des pouvoirs, ni la hiérarchie qui lui tient souvent d'assez près, aient rien à craindre.

« Si, au contraire, vous choisissez comme chef du service qui serait organisé auprès de la cour d'appel, le Premier Président, il en serait tout autrement. La séparation des pouvoirs peut-être, mais en tout cas sûrement la hiérarchie seraient ici atteintes, car le Premier Président ne reçoit d'ordre de personne » (1).

Donc il y a une impossibilité théorique à ce que le Premier Président ait l'administration des maisons centrales.

D'autre part, pratiquement, les premiers-présidents ne sont pas outillés pourrait-on dire: en dehors de la surveillance et de l'avancement du personnel, ils n'ont pas de fonctions administratives proprement

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 626.

dites, et par ailleurs, ils sont appelés à juger de nombreux procès, et à rédiger chaque semaine des arrêts souvent difficiles. Enfin, surtout ils n'ont pas la faculté de se faire suppléer par des substituts et ils ne peuvent pas donner d'ordres aux magistrats du siège, voilà qui rend impossible l'organisation d'une administration. Par contre, le Procureur Général dispose déjà de tout un personnel d'avocats généraux, de substituts, de secrétaires, d'expéditionnaires... c'est-à-dire qu'il a les moyens matériels nécessaires pour diriger effectivement une administration.

Enfin, notre droit criminel donne au ministère public la charge de l'exécution de la peine; au lieu de bouleverser inutilement les principes de notre organisation judiciaire, nous proposons seulement de développer logiquement ces attributions qui relèvent par nature du ministère public.

Remarquons, avant d'aborder l'organisation de cette administration, qu'il n'y aurait pas lieu de l'instituer, à l'origine du moins, dans toutes les cours d'appel, mais seulement dans celles dont dépendent une ou plusieurs maisons centrales.

Dans les cours d'appel où ce nouveau service fonctionnerait, il serait organisé de la façon suivante: au parquet général, un avocat général ou un substitut général serait placé spécialement à la tête de ce service, avec auprès de lui et sous ses ordres un secrétariat spécial avec un ou plusieurs secrétaires; le directeur de la maison centrale dépendrait directement du Procureur Général donc de son substitut chargé du service pénitentiaire.

Comme nous le voyons, l'organisation de ces nouveaux services est beaucoup moins complexe qu'on aurait pu le craindre tout d'abord et ne soulève pas de difficultés insurmontables. Nous allons maintenant examiner le fonctionnement de ces divers organes dans leurs sphères respectives ainsi que dans leurs rapports réciproques.

---

### III.

#### FONCTIONNEMENT DE CES ORGANISMES.

Lorsque l'on aborde la question du fonctionnement des commissions de surveillance, la première difficulté à résoudre, c'est de réaliser ce fonctionnement. En effet, les commissions de surveillance ou plus exactement, les commissions administratives, existent, nous l'avons vu, depuis longtemps en France, mais ne fonctionnent pour ainsi dire pas. On a attribué ceci entre autres au fait que les juges se sentaient étrangers dans les prisons et voyaient l'inefficacité de ces commissions; nous avons vu qu'il y avait une quantité d'autres raisons. Il nous semble, et nous partageons ici encore l'opinion de M. DE MONTVALON, qu'il faudrait « que, pour les magistrats, la collaboration effective et active aux commissions de surveillance dont ils sont membres, constituât une de leurs obligations professionnelles » (1).

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 187.

Ces commissions devraient obligatoirement se réunir au moins deux fois par mois s'il s'agit d'une maison centrale et en outre chaque fois que la nécessité s'en ferait sentir. S'il s'agit d'une prison départementale, étant donné le nombre relativement peu élevé de détenus, et surtout le rôle de simple surveillance qu'elles ont à jouer, il suffit de rendre obligatoire une réunion par mois. Ces réunions qui devraient avoir lieu après une visite des détenus et de la prison, auraient lieu, sauf impossibilité absolue, à la prison même. Enfin, un membre de la commission, pour les prisons départementales, et toujours plusieurs, suivant le nombre des détenus, pour les maisons centrales, seraient désignés à tour de rôle pour exercer, pendant un mois, une surveillance plus spéciale, et visiter la prison au moins une fois par semaine.

Les attributions des commissions de surveillance des prisons départementales consisteraient essentiellement à inspecter les prisons, mais nous serions d'avis de leur donner un pouvoir de contrôle extrêmement étendu, de leur reconnaître le droit d'examiner tous les dossiers, d'interroger sans témoins tous les fonctionnaires et de tous les détenus. Leur surveillance s'étendrait donc sur tous les services, sauf peut-être la comptabilité. Mais par contre, elles ne recevraient aucun pouvoir leur permettant d'intervenir directement dans la prison.

Ces inspections se traduiraient annuellement par un rapport sur l'exécution réglementaire de la peine; la commission y signalerait également les remarques faites au cours des inspections, les critiques et les mo-

difications proposées. Ces rapports seraient adressés à l'Administration pénitentiaire centrale au Ministère de la Justice, par l'intermédiaire du procureur de la république et du parquet général. En cours d'année, la commission pourrait adresser de même à l'Administration pénitentiaire centrale des rapport sur tous les faits qu'elle croirait devoir relever dans l'exercice de son mandat.

La commission de surveillance transmettrait encore au parquet général qui a la surveillance de l'exécution des peines en général, tous les renseignements et documents qui lui seraient demandés relativement à la situation et au régime de la prison.

Les commissions de surveillance instituées auprès des maisons centrales fonctionneront de la même façon et auront les mêmes attributions; mais naturellement, elles devront remplir un certain nombre d'autres fonctions étant donné que les peines privatives de liberté de longue durée se proposent de procurer l'amendement des coupables, et que dans ce but, l'administration même du pénitencier dépendra d'un magistrat avec qui elles devront collaborer en toute communauté d'idées.

Tout d'abord, c'est à la commission de surveillance que revient le soin de suivre pas à pas l'amendement du coupable. En tant que membres d'une juridiction les magistrats qui composent la commission auront contribué à prononcer des peines, en tant que membres de la commission ils en suivront les effets, et verront au fur et à mesure la manière dont il faut que la peine soit appliquée, étant donné le caractère du

délinquant et le but qu'eux-mêmes ou leurs collègues se sont proposés en prononçant la peine.

L'action de ces commissions s'exercera essentiellement sur deux catégories de mesures; en premier lieu sur les mesures disciplinaires prises par le directeur de la prison à l'encontre des détenus. Nous sommes entièrement d'accord avec M. DE BARRIGUE DE MONTVALON lorsqu'il dit qu'il y aurait de très grands inconvénients à ouvrir une brèche dans le pouvoir disciplinaire des agents du service pénitentiaire, « je ne pense pas, disait-il, qu'il puisse être désirable, dans un établissement pénitentiaire surtout, d'apporter des entraves à l'administration et, moins encore, d'opposer une contradiction à l'autorité directrice qui est responsable de l'ordre et de la bonne tenue » (1).

Mais, d'autre part, nous estimons que l'action disciplinaire a, sur l'amendement du condamné, une influence que l'on ne peut négliger; par conséquent, le juge qui a le soin de l'amendement doit pouvoir intervenir dans l'exercice du pouvoir disciplinaire; nous avons donc organisé le système suivant: d'abord le directeur de la maison centrale, comme nous le verrons, dépend dans l'exercice de son pouvoir disciplinaire du parquet général; d'autre part, si la commission de surveillance ne peut s'immiscer directement dans l'exercice de l'action disciplinaire, chaque commissaire, lorsqu'il estime qu'une sanction disciplinaire appliquée par l'autorité directoriale est nuisible à l'amendement de tel ou tel détenu dont il a la

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 185.

surveillance, ou au contraire lorsqu'il pense qu'une sanction disciplinaire aurait dû intervenir, ne peut agir lui-même, car l'exercice de l'autorité doit appartenir au directeur seul responsable de l'ordre et de la bonne tenu; mais ce commissaire adresse un rapport circonstancié au parquet général; nous verrons que le substitut chargé du service pénitentiaire se tient en contact avec le directeur de la prison, et ensemble, ils examinent la question soulevée. Comme c'est un magistrat, un substitut général, qui a la haute main sur la prison, la solution qui prévaudra, à moins d'inconvénient grave que le directeur ferait valoir, sera celle conforme au point de vue des magistrats. Ainsi, nous pensons avoir réalisé sur ce point particulier, l'unité d'esprit entre le jugement et l'exécution de la peine.

Le second rôle particulier aux commissions de surveillance des maisons centrales, serait de découvrir à quel moment pourraient intervenir les mesures à prendre en cours de peine. Les magistrats composant ces commissions de surveillance n'auraient pas à surveiller la totalité des détenus de la maison centrale, mais chaque membre de la commission recevrait un nombre assez réduit de détenus à visiter, toujours les mêmes, de manière à bien les connaître, à bien les suivre, à individualiser vraiment l'exécution de la peine; lors de la réunion de la commission, chaque membre pourrait fournir sur les détenus dont il s'occupe, ses renseignements et ses observations sur l'état d'amendement de chacun et sur les réactions de la peine, et proposer de soumettre à la chambre des mises

en accusation ou à la chambre du conseil le cas des détenus qui paraîtraient suffisamment amendés pour pouvoir bénéficier d'une mesure telle que la libération conditionnelle par exemple.

Le magistrat chargé de ces détenus serait rapporteur devant la chambre du conseil. Les détenus pourraient également demander à bénéficier d'une de ces mesures; dans ce cas, la commission désignerait parmi ses membres un magistrat chargé du rapport devant la chambre du conseil.

Il nous semble que les magistrats seraient particulièrement aptes à suivre les progrès de l'amendement des condamnés.

A ceux qui prétendraient que le magistrat n'a aucune vocation à prendre la direction des peines, M. de BARRIGUE DE MONTVALON répondait avec juste raison: « ... Cette vocation, qui serait ainsi exigée du magistrat pour suivre le condamné dans l'exécution de la peine, se rendre compte de l'état d'avancement de son amendement, des progrès que l'exécution de la peine et le régime pénal feront subir à cet amendement, cette vocation d'analyse, de psychologie, de pénétration de son esprit, elle est bien, tout au moins en partie, celle du magistrat avant la peine; car vous ne déniez pas que pour prononcer une condamnation, pour savoir quelle est la peine, le régime pénal qui sont applicables, il faut bien pénétrer le tréfonds de l'âme de l'inculpé, analyser son état psychologique malfaisant, il faut bien avoir une vocation à faire cette analyse: comment, s'il a cette vocation avant la condamnation, disparaîtrait-elle immédiatement chez le

magistrat par le seul fait de la condamnation ? » (1).

De même que les commissions de surveillance des prisons départementales, nous avons vu que les commissions de surveillance des maisons centrales auraient un rôle général de surveillance à exercer. Mais ce rôle serait d'autant plus important que l'administration de la prison étant subordonnée à un magistrat, les remarques de la commission parviendraient immédiatement au parquet général, et là, le substitut chargé du service pénitentiaire pourrait convoquer le directeur de la maison centrale et inviter un représentant de la commission à venir; ainsi il serait mis exactement au courant de la situation.

Ainsi, le pouvoir de décision, tout en restant aux mains d'un seul, ce qui est nécessaire pour administrer, l'influence de la magistrature se ferait sentir autant qu'il est souhaitable.

Cette influence serait particulièrement bienfaisante par sa surveillance du personnel pénitentiaire; les magistrats commissaires signaleraient les insuffisances de formation des gardiens; le substitut général tiendrait compte, dans la mesure du possible, comme nous le verrons, de ces remarques qui s'inspireraient uniquement du but moral que se propose la peine, et tenterait de concilier ces desiderata avec les exigences pratiques du service.

Par conséquent, les commissions de surveillance des maisons centrales seraient en rapport avec deux catégories d'autorités: d'une part, en ce qui concerne l'administration surtout matérielle et le régime disci-

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 258 et s.

plinaire, avec le substitut général chef du service pénitentiaire; d'autre part, en ce qui concerne les progrès de l'amendement des détenus, avec la juridiction chargée de prendre les décisions sur les mesures que comporte l'exécution de la peine.

Dans les deux cas, les commissions n'auraient qu'un droit de regard, se traduisant par des constatations et des rapports, mais dans les deux cas également, elles s'adresseraient à des magistrats, c'est-à-dire à des personnes ayant la même conception de la peine et la même expérience des délinquants, donc tout disposés à exaucer les désirs exprimés par les commissaires.

Nous allons examiner maintenant le fonctionnement des juridictions chargées de rendre les décisions relatives à l'exécution des peines. Nous avons vu que ces décisions sont essentiellement relatives à la libération conditionnelle, aux mesures de sûreté, au régime de l'encellulement individuel et à la transportation.

Toutes ces mesures interviendraient au cours de l'exécution de la peine. Les commissions de surveillance seront chargées, comme nous l'avons vu, d'en saisir la juridiction de décision, soit sur l'initiative d'un magistrat commissaire, soit sur la demande d'un condamné. Dans ce second cas, la commission sera obligée de faire droit à la demande du condamné, soit lorsqu'il aura subi un tiers de sa peine, soit lorsque sa dernière comparution devant la juridiction en question, qui par hypothèse aurait rejeté sa demande de mise en liberté par exemple, remonterait à trois ans. Pour fixer ce délai, nous nous sommes inspirés d'une

disposition analogue de la loi belge de défense sociale; ce délai éviterait que les condamnés ne reviennent par trop souvent devant le tribunal; l'amendement étant une œuvre de longue haleine, ce n'est pas en six mois, un an ou même dix-huit mois, qu'on peut normalement arriver à un résultat appréciable. D'autre part, à ceux qui craindraient que ce délai soit une cause de découragement, nous répondons que, sur l'initiative du magistrat membre de la commission de surveillance, à n'importe quel moment le détenu, qui s'amende suffisamment, peut être cité devant la chambre du conseil dont il relève, et voir prononcer sur les mesures dont il peut bénéficier, étant donné sa condamnation et la peine déjà effectuée.

Donc, chaque fois que cela est désirable, une sorte d'instance en révision de la peine peut s'ouvrir.

La commission de surveillance, saisie sur l'initiative d'un de ses membres, ou sur la demande du détenu lorsque cette demande réalise les conditions exigées, transmet le dossier du détenu au membre du parquet général chargé du service pénitentiaire.

Le dossier du détenu comprendra : le dossier de sa condamnation avec tous les renseignements sur sa situation, son caractère et les circonstances de l'infraction; en second lieu, le jugement de condamnation, avec, lorsque la sentence indéterminée aura été introduite dans notre droit, toutes les appréciations du tribunal de condamnation et la manière dont il estime que la peine qu'il prononce devra être exécutée; enfin le dossier comprendra ce qu'on pourrait nommer « le dossier pénitentiaire », dressé par le ou les magistrats

de la commission de surveillance qui suivront le détenu dans l'exécution de sa peine.

Le magistrat du ministère public chargé du service pénitentiaire, fera comparaître le détenu à la première audience utile de la juridiction dont ce dernier relèvera. Quand la peine aura été prononcée par une cour d'appel ou une cour d'assises, la juridiction saisie sera la chambre des mises en accusation; lorsque la peine aura été prononcée par un tribunal correctionnel, le détenu comparaitra devant la chambre du conseil du tribunal.

Dans un cas comme dans l'autre, la procédure sera des plus simplifiée. En premier lieu, le magistrat de la commission chargé spécialement du détenu sera rapporteur de l'affaire et exposera la situation du détenu, l'évolution de sa mentalité et la mesure qu'il conviendrait de prendre.

Ensuite le magistrat du ministère public prendra ses réquisitions selon les directives et les renseignements donnés par le magistrat du parquet général chef du service pénitentiaire : ce serait en somme l'opinion de l'administration pénitentiaire, mais exposée par un magistrat. Enfin le détenu, personnellement ou par son conseil, sera entendu. Dans certains cas en outre, par exemple lorsqu'il s'agit de libération conditionnelle, un représentant du comité de patronage de la prison, comité qui collaborerait bénévolement avec la commission de surveillance à l'œuvre de relèvement dès le début de la peine, serait appelé à exposer à la chambre des mises ou à la chambre du conseil les conditions et les garanties dont il conviendrait d'entourer la libération.

Ainsi cette juridiction pourrait se prononcer en connaissance de cause, et l'unité de l'œuvre de redressement et de reclassement serait assurés aussi parfaitement que possible, depuis le prononcé du jugement jusque, après la libération, à la réadaptation complète et au reclassement définitif de l'individu.

Il nous reste maintenant pour terminer, à exposer le fonctionnement de cette administration des maisons centrales que nous voudrions voir confier aux magistrats du parquet général. Jusqu'ici, nous nous sommes bornés à indiquer le principe de cette solution et l'organisation schématique des nouveaux organes que cela nécessite; nous reviendrons plus en détail sur les raisons pour lesquelles nous avons attribué à la magistrature certaines fonctions qui paraissent d'administration purement matérielle, en exposant le fonctionnement des services. Comme nous le verrons, en effet, si certaines attributions matérielles ont une répercussion importante sur l'exécution morale de la peine, d'autres par contre n'ont qu'une importance négligeable étant donné le surcroît d'activité qu'elles réclameront des magistrats. Mais lorsque l'on met sur pied une organisation de cette nature, il faut envisager l'ensemble et subordonner les détails au but que l'on se propose, sous peine de compromettre l'unité de l'œuvre et son succès.

Dans notre système, l'administration des maisons centrales dépendrait donc du parquet général. Le Procureur Général pourrait soit se réserver ce service en particulier, soit, ce qui nous semble plus pratique, le confier à un substitut ou à un avocat général qui

grouperait toutes les activités de ce service. Il y a, en effet, plusieurs catégories d'activités, les unes proprement administratives, les autres regardant le gouvernement et la discipline de la maison centrale. Pour cette dernière tâche, nous avons vu que les directeurs actuels en resteraient directement chargés. Ces directeurs, au lieu de dépendre de l'administration pénitentiaire, en deviendraient complètement indépendants et seraient directement soumis au Procureur Général, ou, ce qui revient au même, au substitut chargé du service.

Par cette subordination, le parquet général serait sans cesse au courant de la situation matérielle et morale du pénitencier. L'idéal serait de remplacer les rapports traditionnels, qui ou bien sont trop brefs pour signifier vraiment quelque chose, ou bien devraient être trop longs et feraient perdre un temps précieux, par un contact personnel aussi fréquent que possible entre le directeur et le magistrat du parquet général chargé du service pénitentiaire. Il serait souhaitable que plusieurs fois par semaine ces rencontres aient lieu de manière qu'une collaboration efficace s'établisse. Et si ces entrevues ne sont pas matériellement possibles, ne pourrait-on y suppléer par exemple par une sorte de rapport téléphoné chaque matin, rapport oral bien plus complet, donc supérieur au rapport écrit, puisque la question reçoit immédiatement sa réponse ?

Chaque matin actuellement, au prétoire, le directeur ausculte pour ainsi dire la population du pénitencier en examinant les infractions commises. Seul res-

ponsable de l'ordre et de la bonne marche des services, il est seul à apprécier les mesures qu'il convient de prendre. Avec notre organisation, gardant la responsabilité, il garderait son autonomie; mais ensuite, il ferait son rapport au substitut général; ce magistrat, qui d'un autre côté reçoit les rapports des magistrats de la commission de surveillance, pourrait lui faire part des observations des magistrats, et ces deux personnages défendant, l'un les nécessités de l'administration et de la discipline, l'autre les besoins de la réformation morale des condamnés, pourraient, dans une conversation directe, trouver les mesures à prendre pour concilier, dans chaque cas particulier, les nécessités pratiques avec le but idéal à atteindre.

Ainsi, tout en assurant une concordance suffisante de l'action disciplinaire avec l'œuvre de relèvement conduite par les magistrats, nous croyons échapper au reproche d'un ancien directeur des services pénitentiaires, qui prétendait que « les peines disciplinaires doivent être prononcées sans recours, en vertu du droit absolu reconnu au directeur de sanctionner toute infraction au règlement par une punition comprise dans l'échelle des peines disciplinaires » (1).

Et il ajoutait: « Accorder à une autorité supérieure la faculté de réformer des punitions de cette sorte serait de nature à jeter, dans la discipline de l'établissement, un trouble profond et nuisible au bon ordre. » (1).

Cependant ces rapports oraux très fréquents devraient de toute nécessité être complétés par des rap-

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 721.

ports écrits relatant les punitions infligées : mise en cellule, retenues sur le pécule, privations de pitance, pain sec, etc..., ainsi que les motifs : indiscipline, bris, dégradation, malfaçon, etc... Ces rapports écrits pourraient être sans inconvénients assez succincts, et pourraient n'être rédigés qu'une fois par quinzaine, en même temps par exemple que les rapports de la commission de surveillance.

Une autre question exige la collaboration du substitut général et du directeur : c'est celle du personnel.

La question du personnel pénitentiaire est d'une importance capitale. Quelle que soit l'organisation des services et leur dévouement, les magistrats, soit comme membre des commissions de surveillance, soit comme membres des comités de patronage, ne peuvent consacrer à chaque détenu que quelques heures par mois. Au contraire, les gardiens sont en rapports constants avec les détenus ; on conçoit sans peine que l'action qu'ils peuvent exercer sur les prisonniers joue un rôle énorme, tant en ce qui concerne la répression, c'est-à-dire la sévérité dans l'application des règlements, qu'en ce qui concerne l'amendement.

Le recrutement du personnel pénitentiaire devrait donc être entouré de toutes les garanties désirables. Si, en principe, le Ministre de la Justice gardait le droit de nomination des gardiens, ces nominations devraient être faites sur proposition du Procureur Général, c'est-à-dire du substitut chargé du service pénitentiaire, après entente avec le directeur de la prison. Pour la discipline, l'organisation du service, les congés, etc., le directeur, responsable du bon ordre

de la maison centrale, garderait seul le pouvoir de décision; mais, comme ces décisions devraient être approuvées par le substitut général, celui-ci, en possession des rapports de la commission de surveillance et même, à l'occasion, des observations des comités de patronage, pourrait en faire part au directeur et arriver à lui en faire tenir compte dans la mesure du possible.

Ainsi, le substitut général, qui aura la haute main sur l'administration de la maison centrale du ressort de la cour d'appel, assurerait avec toute la souplesse nécessaire à une bonne gestion du service, la liaison entre la Magistrature chargée de la surveillance et de la direction de la peine, et l'Administration chargée de l'application de la peine et de la discipline intérieure.

Il nous reste maintenant à examiner, pour finir, les attributions du magistrat du parquet général en ce qui concerne l'administration purement matérielle, ou qui paraît comme telle au premier abord.

Ceci peut se ramener à trois questions essentielles : l'administration des bâtiments pénitentiaires, la passation des marchés et l'ordonnancement. Cette dernière question ne nous semble pas devoir soulever de difficultés insurmontables. Il n'y a aucune impossibilité à ce que le Procureur Général se voie attribuer la qualité d'ordonnateur ; si cela semble bouleverser les règles de la comptabilité publique, il suffirait de faire du Procureur Général un ordonnateur secondaire, le préfet gardant ses prérogatives, en théorie du moins, car en fait son rôle se bornerait à un visa approbatif.

Il est en effet indispensable que le magistrat qui a la charge de l'administration soit un véritable ordonnateur pour l'emploi des sommes mises à sa disposition, tant pour la gestion des services de la maison centrale, que pour les bureaux.

Pour la question des bâtiments, de leur entretien et pour les constructions surtout, le substitut général prendrait, d'une part l'avis du directeur de la prison pour les commodités du service et de la surveillance, et d'autre part consulterait la commission de surveillance sur les principes de construction à respecter pour que l'application de la peine procure l'amendement des détenus.

Les architectes devraient donc établir un plan selon les directives du cahier des charges type conçu au Ministère pour toutes les maisons centrales de France, et qui réponde aux désirs et aux observations de la commission de surveillance et du directeur du pénitencier.

Reste la question des marchés : alimentation, chauffage, éclairage, mobilier, etc..., toutes ces mesures matérielles ont une répercussion plus ou moins lointaine sur l'exécution morale de la peine; en tous cas, le substitut général aurait seul la haute main sur ces opérations, car si l'on met en jeu plusieurs autorités, on risque d'aboutir au gâchis. Parmi ces opérations, il en est une qui mérite d'attirer l'attention, et qui ne peut être résolue de façon satisfaisante que grâce à notre système, permettant au chef du service pénitentiaire de connaître l'ensemble des besoins matériels et moraux de l'exécution de la peine, et de les concilier

dans la mesure du possible; il s'agit des marchés de travaux de main-d'œuvre pénale. Pour permettre aux individus de se relever et de se reclasser, il faut leur donner l'habitude et le goût du travail, il faut également profiter de leur internement pour leur apprendre un métier qui leur permettra de vivre une fois libérés; il faut donc faire preuve de psychologie dans le choix des occupations des prisonniers; la peine est une punition, c'est entendu, mais si le travail pénitentiaire est appliqué dans cet esprit, ne va-t-on pas faire prendre le travail en horreur? Il faut également, et ici les comités de patronage ont un rôle capital à jouer, que les libérés conditionnels ou non trouvent un emploi à leur sortie de prison; il importe de donner au détenu un travail qui lui permettra, soit de s'entretenir dans son métier, soit d'en apprendre un qui, à sa sortie de prison, lui permettra de gagner sa vie.

Il ne faut pas plus laisser ces gens en convalescence morale exposés aux dangers du chômage et de l'oïveté, qu'on ne laisse par exemple un tuberculeux convalescent retourner dans un milieu infectieux. Mais à côté de ces considérations, fondamentales à nos yeux étant donné qu'elles répondent à une des fonctions essentielles des longues peines privatives de liberté, il en est d'autres qui pourraient parfois l'emporter, si l'on confiait le soin de passer ces marchés à l'Administration, sous prétexte que les magistrats ne sont pas toujours de très bons administrateurs et surtout administrateurs *materiae*, comme on dit à ce sujet.

Il y a le point de vue financier, puisque les produits

du travail sont en partie versés au Trésor; il y a le point de vue économique : il faut éviter de faire concurrence aux industries de la région.

« Ces considérations sont souvent en opposition les unes avec les autres, constatait en 1911 M. CRETIN, contrôleur général de l'armée. On avait imaginé autrefois, dans les prisons militaires, d'intéresser les agents principaux à la main-d'œuvre pénale; on leur attribuait une certaine portion des produits du travail et ils parvenaient ainsi à se faire un supplément de traitement très appréciable. Eh bien, il arrivait que lorsqu'une circonstance quelconque faisait baisser la population pénale, une amnistie par exemple, l'agent principal, craignant avant tout de désorganiser les ateliers, n'hésitait pas à mélanger les détenus de droit militaire aux détenus de droit commun, à faire même travailler les prévenus, contrairement à toutes les règles pénales; on le voyait restreindre arbitrairement et même supprimer toutes propositions de grâces et je ne parle pas des abus de la cantine, où, toujours sous prétexte d'exciter l'émulation au travail, les détenus pouvaient se procurer, non seulement des vivres supplémentaires, ce qui était naturel, mais du vin, du tabac et même de l'eau-de-vie.

« Alors même que l'intérêt personnel n'est pas en cause, je crois qu'il y a beaucoup à craindre de l'*esprit fiscal*, qui gagne si vite les administrateurs et fait tant de mal lorsqu'il n'est pas dominé par des considérations d'ordre supérieur. Ces considérations d'ordre supérieur, j'estime qu'il appartient au représentant de l'idée pénitentiaire, c'est-à-dire désormais au repré-

sentant de la Justice, à les faire valoir et même à les faire prévaloir. Je voudrais qu'il conservât la haute main sur ces ordres de questions » (1).

Pour mener à bien ces tâches multiples, nous avons indiqué que le parquet général devrait être doté du personnel nécessaire. Or, ce personnel a été réduit au minimum par ce qu'on a appelé la réforme judiciaire. Actuellement les avocats généraux et substituts, dans tous les parquets généraux, grands et petits, ont tout leur temps absorbé par leurs occupations professionnelles ordinaires. Il faudrait donc, dans la plupart des cas, nommer un nouveau substitut, dans les parquets généraux auxquels seraient rattachés les maisons centrales. D'autre part, il y aurait toute une besogne matérielle à accomplir qui exige parfois des compétences spéciales : comptabilité, préparation des marchés, examen technique de plans, etc., qui ne pourrait être remplie par les secrétaires actuels qui, d'autre part, sont largement occupés par le service judiciaire proprement dit. Il faudrait donc créer auprès des parquets généraux, les bureaux et organismes d'études nécessaires à l'œuvre administrative proprement dite ; ou plus exactement, il faudrait grouper et réorganiser au parquet général les organismes dispersés actuellement entre les préfectures, les maisons centrales et la direction pénitentiaire au Ministère de la Justice.

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 700 et s.

---

## SECTION IV

---

### Mise en œuvre du projet.

---

Nous avons vu que l'on reprochait au système de M. de BARRIGUE de MONTVALON, de ne pas être réalisable pratiquement. Peut-être nous adressera-t-on le même reproche; nous avons en effet justifié au fur et à mesure chacune des réformes que nous proposons; en admettant que l'on ait consenti à accepter nos explications, l'on nous objectera que notre projet se heurte à de telles difficultés de réalisation que cela lui ôte toute espèce d'intérêt.

Nous allons essayer, pour terminer l'exposé de notre projet, de réfuter les principales objections qui pourraient être faites quant à sa réalisation et nous en profiterons pour examiner quelques solutions pratiques.

L'on a dit que les magistrats ne pouvaient pas être à la fois à la prison et au Palais; par conséquent avec

le système proposé ils seraient amenés à négliger l'une de ces deux fonctions ou même ne pourraient remplir ni l'une ni l'autre de façon satisfaisante.

Il y a là un problème d'une réelle importance, et suivant que la solution conciliera bien ou mal ces fonctions diverses dans la même personne, la réalisation sera bonne ou mauvaise, et la réforme produira les effets attendus ou au contraire sera un échec.

Pour arriver à cet accord, nous avons dû procéder de façon différente suivant les circonstances.

Pour les fonctions d'administration que nous avons décidé de confier à un magistrat, il ne fallait pas songer laisser à ce magistrat ses fonctions normales de magistrat. Là en effet, nous sommes d'accord avec nos contradicteurs: la direction de l'administration d'une maison centrale reste trop absorbante, pour que le magistrat qui en reçoit le soin, puisse remplir d'autres fonctions, même avec notre organisation qui conserve à la tête de la maison centrale un directeur pour l'administration quotidienne et directe.

Nous avons fait appel à un substitut général qui se spécialisera dans ce service. Mais alors dira-t-on ce n'est plus un magistrat, mais un fonctionnaire comme ceux de l'Administration pénitentiaire actuelle. Nous ne le pensons pas: ce magistrat aura fait déjà tout le début de sa carrière soit dans les parquets d'instance, soit dans la magistrature assise, il aura pu acquérir dans ces fonctions les qualités qui font souhaiter de confier aux magistrats l'exécution des peines; de plus, loin de s'isoler des autres magistrats il sera sans cesse en rapport avec les membres du parquet général, de la

commission de surveillance et du comité de patronage; les bureaux se trouvant au palais de justice, il aura souvent l'occasion de rencontrer en dehors du service les autres magistrats et de discuter avec eux; enfin si les circonstances l'exigent, il peut exceptionnellement occuper le siège du ministère public; ainsi ce magistrat continuerait à bien connaître l'esprit dans lequel les peines sont prononcées, et comme d'autre part, le directeur de la maison centrale lui fait part des possibilités de l'administration, nous avons répondu à l'objection en ce qui concerne ce premier point.

Une seconde difficulté est relative à l'organisation des fonctions des magistrats du siège; dans notre système ils se voient adjoindre en effet, outre le service des audiences des fonctions supplémentaires dans les commissions de surveillance. Or actuellement les magistrats voient à peu près tout leur temps absorbé par leurs occupations professionnelles ordinaires; il faudrait donc de toute nécessité augmenter le nombre des magistrats, du moins dans les tribunaux qui se verraient attribuer la surveillance des maisons centrales; et cette augmentation de personnel devrait être d'autant plus importante qu'il s'agirait pour les membres de ces commissions de suivre d'assez près, si l'on veut vraiment obtenir des résultats, un nombre de détenus qui, dans les maisons centrales d'hommes, se chiffre en moyenne par cinq à six cents individus.

Cette solution étant admise reste encore une difficulté, qui tient, comme nous l'avons signalé, au fait que une partie de nos maisons centrales sont situées

dans des localités qui n'ont pas même de tribunaux de première instance. M. de BARRIGUE DE MONTVALON, s'était heurté à cette même difficulté, qui se présente tant à propos des commissions de surveillance, que du fonctionnement de la juridiction de décision; M. l'inspecteur général Mossé, après avoir insisté sur ces obstacles concluait: « les difficultés pratiques de cette conception me paraissent insurmontables, à moins — mais c'est une hypothèse sur laquelle je ne sais pas s'il convient de s'arrêter — qu'on affecte un magistrat à poste fixe, ou presque, dans ces prisons » (1). M. Mossé désignait par là une institution analogue à celle du juge de surveillance italien. M. de MONTVALON pour des raisons théoriques, M. Mossé ensuite pour des raisons pratiques s'étant montré hostile à cette innovation, faisant nôtres leurs arguments, nous n'avons pas jugé utile d'y insister. Mais il nous semble par contre que M. l'inspecteur Mossé déclare un peu vite impossible le fonctionnement pratique des commissions de surveillance et des juridictions d'exécution de la peine proposée par M. de MONTVALON, institutions que nous retrouvons dans notre projet.

L'objection est en somme celle-ci: les magistrats d'une cour ou d'un tribunal ne pourront pas correctement remplir les fonctions de surveillance, chaque fois que la maison centrale ne se trouvera pas située au siège de la cour ou du tribunal. Il nous semble que M. Mossé oublie, comme nous le signalions, que nombre

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 237.

de tribunaux fonctionnent depuis plusieurs années, avec des magistrats qui résident aussi loin du tribunal qu'ils complètent périodiquement, que peuvent l'être certaines maisons centrales des cours ou tribunaux dont elles dépendent. Par conséquent, il serait possible par une organisation convenable du service des audiences, de laisser aux magistrats composant la commission deux ou trois jours consécutifs par semaine, pour leur permettre d'effectuer leur service à la maison centrale, de même qu'actuellement ils siègent certains jours à un tribunal et sont délégués le reste de la semaine pour compléter un autre tribunal; en s'inspirant des mêmes principes, il serait possible de réunir la chambre du conseil ou la chambre des mises, à la maison centrale même, par exemple une fois par mois ou chaque fois que le besoin s'en ferait sentir.

Alors il se présente une dernière difficulté du même ordre à propos du substitut général chargé du service pénitentiaire. M. de MONTVALON ne l'avait pas rencontrée puisqu'il laissait à l'administration pénitentiaire actuelle les fonctions que nous avons confiées à ce magistrat. En effet pourrait-on nous dire, ce n'est plus au tribunal le plus proche qu'il va falloir rattacher les maisons centrales, mais à la cour d'appel. C'est exact et nous reconnaissons que dans la réalité cela va susciter bien des problèmes. Nous allons simplement ici indiquer une solution transitoire; lorsque nous jetterons un coup d'œil sur l'évolution de la réforme, nous verrons que toutes ces difficultés disparaîtront.

Comment donc dit-on, le substitut général va-t-il pouvoir entretenir des rapports aussi étroits que ceux

que nous avons signalés, avec le directeur de la maison centrale d'une part, les commissions de surveillance et les comités de patronage d'autre-part, lorsque, et cela se présentera quelquefois, la cour, la maison centrale et le tribunal dont elle dépend seront situés dans trois localités différentes. Ajoutons encore que tantôt la juridiction d'exécution de peine viendra du tribunal, tantôt du siège de la cour. Evidemment, la question est délicate, mais enfin actuellement, il faut reconnaître que grâce au progrès des transports et des transmissions, elle n'est pas insoluble. Tout d'abord prenons un exemple: aujourd'hui le directeur de la maison centrale de Loos correspond avec trois préfets: du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne; le service ne sera pas plus compliqué si demain il se trouve en rapport avec le parquet général de Douai; et remarquons, lorsque cette organisation administrative a été instituée, le télégraphe Chappe n'était pas d'un usage courant; de nos jours, une ligne téléphonique peut unir la maison centrale et le bureau du substitut général: la distance n'existe plus. Reste l'éloignement des membres de la commission de surveillance ou des magistrats composant les chambres du conseil; ils ne peuvent surveiller ou juger les détenus par téléphone! Cependant, nous nous permettrons une petite comparaison: lorsque nos circonscriptions administratives ont été établies, l'étendue de l'arrondissement a été adaptée aux moyens de transports d'alors: la diligence ou le coche d'eau; actuellement, les transports publics par fer ou par route mettent en réalité le ressort de la cour d'appel à l'échelle de l'arrondissement d'il y a cent

trente ans. Les déplacements imposés aux magistrats ne seront donc pas plus longs que ceux que l'on estimait normaux à cette époque, et ils s'effectueront dans des conditions sensiblement moins pénibles. Si ces déplacements présentent un inconvénient indéniable, il faut se garder d'en exagérer l'importance, et nous allons voir qu'ils iront en s'atténuant.

Nous n'avons pas l'intention de traiter le côté financier de notre projet, cependant, il apparaît qu'à l'origine, sa réalisation exigera des dépenses supplémentaires. Au point de vue administratif, aucun organe nouveau n'étant créé, elles seront sans doute minimales: si l'on crée des bureaux au parquet général, il y aura par contre des postes à supprimer dans les préfectures et au Ministère de la Justice. Au contraire, le nouveau rôle du magistrat ne correspond à rien d'équivalent dans l'Administration pénitentiaire, il y aura donc là un certain nombre de nouveaux postes à créer. Mais nous estimons que les résultats poursuivis valent bien ce sacrifice: la récidive est une plaie de la société moderne, notre projet expose le seul moyen efficace, actuellement connu, de l'enrayer. Ce moyen a l'avantage de permettre à la Société de récupérer pour ainsi dire tous les individus susceptibles de redevenir moralement sains, ce qui n'est pas négligeable en France étant donné la dépopulation qui sévit actuellement.

Et d'autre part, comme le montre la statistique en France, et les résultats obtenus en Belgique ou dans d'autres pays, grâce à l'intervention des magistrats dans l'exécution des peines, la criminalité doit diminuer de moitié environ. La sécurité n'a pas de prix et

l'effort financier qu'exigerait une réforme comme celle-ci est minime par rapport aux avantages sociaux qu'elle procurerait: accroissement de la sécurité, accroissement des garanties de la liberté individuelle, l'indépendance des magistrats garantissant quoi qu'il adienne, la juste application des peines et de la sentence indéterminée si dangereuse à cet égard, comme elle garantit la justice des sentences. Et même, ces avantages deviendraient bientôt gratuit: les délinquants reconnus dangereux et non amendés n'étant pas relâchés, l'armée du crime verra ses effectifs et par là son prosélytisme considérablement réduit; par voie de conséquence une police moins importante suffira à assurer la sécurité. En Belgique, depuis que les magistrats interviennent dans l'exécution des peines, la criminalité a diminué de moitié et de nombreuses prisons ont été fermées; il y a tout lieu d'espérer qu'il en serait de même en France, car le caractère des habitants, la civilisation et les institutions de nos voisins sont suffisamment proches des nôtres pour que l'on puisse tenir pour valables chez nous les résultats d'une expérience tentée chez eux.

Il nous semble d'autre part que la réforme se traduirait vite par une sérieuse diminution du nombre des courtes peines d'emprisonnement. Les magistrats des tribunaux correctionnels visitant obligatoirement les prisons départementales, se rendraient compte de l'inefficacité de ces peines et prononceraient de plus en plus soit le sursis ou l'amende qui évitent le contact corrupteur de la prison et ne désorganisent pas la famille, soit des peines longues puisqu'ils auraient

la faculté, en attendant l'introduction des sentences indéterminées dans notre droit, d'allonger la peine en décomptant la détention préventive, soit de la raccourcir en imputant la détention préventive et faisant intervenir la libération conditionnelle.

Par contre, au début du moins, les longues peines seraient plus nombreuses pour ensuite décroître avec la criminalité, puisque les libérés, en principe, seraient amendés, et que les comités de patronage les suivraient d'assez près pour leur éviter tout chance de rechute.

Au cas où ces deux présomptions se réaliseraient, il nous semble que l'on devrait procéder à une réorganisation de notre organisation judiciaire territoriale; peut-être devrait-on attendre le jour, prochain sans doute, où l'on accomplira la refonte de nos divisions administratives et économiques que de bons esprits souhaitent depuis si longtemps.

Quoiqu'il en soit actuellement, nous possédons en France un peu moins d'une maison centrale pour deux cours d'appel, mais d'une part, ces pénitenciers sont spécialisés, et d'autre part surtout, ils sont très inégalement répartis; c'est du reste pourquoi dans chaque maison centrale, il y a des détenus venant de toute la France.

Pour obtenir une bonne application de notre système, il faudrait que chaque cour d'appel possédât sa maison centrale ou plusieurs si les besoins l'exigent, où seraient internés les délinquants jugés dans le ressort; et surtout, une grande simplification serait apportée si les maisons centrales étaient établies au

siège de la cour. Mais, va-t-on dire, cela exige le doublement du nombre des maisons centrales et le déplacement des trois quart de celles qui existent. C'est exact, aussi nous avons fait remarquer que l'application de notre projet commencerait sans ces transformations; ce n'est que peu à peu qu'il conviendrait de réaliser ces aménagements matériels. D'abord, les prisons départementales recevraient un nombre fort réduit de détenus: une seule prison par département, en principe au siège du tribunal départemental suffirait. Ensuite, il nous semblerait possible de transformer, au siège de chaque cour, la prison départementale en maison centrale; le nombre de ces dernières étant doublé, une prison départementale importante comme il en existe souvent au siège de la cour d'appel, pourrait être transformée relativement à peu de frais en maison centrale. Dans ce cas, ou bien un quartier distinct de l'ex-prison resterait à l'Administration pénitentiaire pour servir de prison de courte peine: la diminution de ce genre de peine ayant libéré la majeure partie de la maison de correction, ou bien alors, la maison centrale occupant entièrement l'ex-prison, la prison départementale serait transportée au siège de la section du tribunal départemental (ou du tribunal d'un chef-lieu d'arrondissement du département), dans les locaux de l'ancienne prison d'arrondissement qui se trouverait suffire pour le département; il conviendrait de conserver au siège de la cour et du tribunal une maison d'arrêt pour les prévenus.

Voilà l'ensemble de notre projet; il concerne donc essentiellement les longues peines privatives de liber-

té qui se proposent la réformation des coupables. Ainsi, les magistrats qui par la très remarquable circulaire de M. Léon BÉRARD, Garde des Sceaux, en date du 20 juin 1931 sont invités par le moyen des patronages, à s'occuper des détenus après l'exécution de la peine qu'ils sont appelés par profession à prononcer, seront appelés également à en surveiller et à en diriger l'exécution; ils auront donc un rôle prépondérant à jouer à un moment essentiel de la réformation du coupable.

---



## CONCLUSION

---

Nous voici arrivé au terme de cette étude. Frappés de l'importance prise par la récidive dans la criminalité contemporaine, nous avons voulu étudier l'application d'un des principaux remèdes que propose la science pénitentiaire. Il nous est apparu comme devant être le plus efficace et le plus sûr étant donné les expériences concluantes auxquelles il a donné lieu.

C'est pourquoi, après avoir situé l'importance de la récidive en France, et avoir recherché les causes de l'échec de notre système répressif à cet égard, nous avons examiné les expériences étrangères. De nombreux pays en effet, dont les institutions pénitentiaires étaient très analogues aux nôtres, se sont trouvés aux prises avec les mêmes difficultés. Tous ont cherché le remède dans une meilleure individualisation de la peine, moyen mis en avant par la science pénitentiaire moderne; la peine doit être adaptée à chaque coupable, appliquée exactement dans l'esprit où elle a été prononcée, et modifiée au fur et à mesure des progrès de l'amendement. Cette dernière condition se trouve réalisée par la sentence indéterminée.

Nous avons vu que ces conditions ne pouvaient être résolues de façon satisfaisante qu'en confiant la direction et l'exécution de la peine aux magistrats chargés de la prononcer; et en particulier, c'est le seul moyen de concilier la sentence indéterminée et les garanties de la liberté individuelle.

En possession des résultats concluants des expériences tentées à l'étranger, nous avons entrepris l'étude des divers systèmes faisant intervenir les magistrats dans l'exécution des peines. Nous avons dû repousser le premier parce que ne donnant aux magistrats qu'un droit d'avis tout à fait insuffisant étant donné le rôle capital que doit jouer le magistrat. Nous avons également éliminé la seconde catégorie de projets qui laissent subsister l'Administration pénitentiaire, à côté des magistrats, tout en donnant cependant à ces derniers des pouvoirs suffisants. Malgré la très remarquable présentation de cette thèse par M. DE BARRIGUE DE MONTVALON, conseiller à la Cour de cassation, nous n'avons pas cru devoir nous y rallier.

Nous avons donc présenté pour terminer, un projet dont l'originalité essentielle est de confier uniquement à la magistrature l'exécution des peines réformatrices. Nous avons essayé de construire ce système logiquement, et d'éviter les objections tirées de la pratique, en indiquant les moyens de réalisation.

Cette modeste étude vient à son heure, elle propose une solution à un problème dont l'urgence n'échappe à personne. L'intérêt social de la Nation nous impose de choisir une solution et de l'appliquer dans un avenir rapproché.

La réalisation de cette réforme représente enfin pour la France une question de dignité internationale dont les conséquences pratiques sont incalculables; comme le signalait récemment le distingué président de la Société Générale des Prisons, et c'est par cette citation que nous voulons terminer.

« Nous nous laissons depuis quelque temps trop souvent devancer pour les réformes législatives fondamentales, pour celles de nos Codes, en particulier, par les pays voisins, qui ont été à notre école autrefois, qui nous ont emprunté nos lois. Ils nous devancent aujourd'hui en les modifiant suivant les conceptions de la science la plus moderne. Je crois que nous n'avons pas de temps à perdre si nous voulons maintenir notre ancienne suprématie. Nous sommes en retard au point de vue de la réfection de tous nos Codes, non seulement du Code civil, mais du Code pénal, du Code de procédure civile, du Code d'instruction criminelle, du Code de commerce. Je ne voudrais pas que la France cessât d'être le porte-drapeau législatif comme elle l'a été depuis la codification napoléonienne. Il faut que nous mettions le Gouvernement et le Parlement en demeure de faire leur devoir législatif au complet, de ne pas se préoccuper seulement des question de l'ordre électoral, ou politique, ou so-disant social, de les mettre en présence de la rénovation législative générale qui est aujourd'hui à l'ordre du jour à peu près partout » (1).

---

(1) *Revue Pénitentiaire*, 1928, p. 132 et s.

VU :

*Le Président de la thèse,*  
PIERRE HUGUENEY.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit,*  
A. GUILLOIS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 15 Novembre 1934.

*Le Recteur de l'Académie de Dijon,*  
J.-E. SPENLÉ.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Ouvrages et Traités.

- BONNEVILLE DE MARSANGY. — *Traité des diverses institutions complémentaires du régime pénitentiaire.* — Paris, Joubert, 1847.
- FERRI (Enrico). — *La Sociologie criminelle.* Trad. de l'auteur sur la 3<sup>e</sup> éd. italienne. — Paris, Rousseau, 1893.
- GARRAUD (Pierre). — *Rapport sur l'Avant-projet de Code pénal.* — Lyon, A. Rey: Paris, Rousseau, 1933. (Annales de l'Université de Lyon).
- GARRAUD (René). — *Traité théorique et pratique du Droit pénal français.* Tomes I et II, 3<sup>e</sup> édition. — Paris, Larose et Tenin, 1913.
- *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale.* Tome I. — Paris, Larose et Tenin, 1907.
- JOUSSE. — *Traité de la Justice criminelle en France.* Tome II. — Ordonnance criminelle de 1670. — Paris, Debure, 1771.
- LEVY (M.). — *Les auxiliaires du tribunal pour enfants. Délégués et rapporteurs.* — Thèse, Paris, 1933.
- MAAS GEESTERANUS (Henri G. J.). — *La réforme pénale en Italie. Etude sur le nouveau projet préliminaire.* — Paris, Libr. du Recueil Sirey, 1929.
- MOSSÉ (Armand). — *Les Prisons et les Institutions d'éducation corrective.* — Paris, De Boccard, 1926.

- SALEILLES. — *L'individualisation de la peine*. — Paris, Alcan, 1898.
- SERPILLON. — *Code criminelle ou Commentaire sur l'Ordonnance de 1670*. Tome II. — Lyon, Périsse, 1767.
- TURQUET DE BEAUREGARD (Jacques). — *Du rôle des magistrats dans l'exécution des mesures de défense sociale*. — Thèse, Rennes, 1934.
- VIDAL. — *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*. 6<sup>e</sup> édition, revue et mise au courant... par Joseph MAGNOL. — Paris, Rousseau, 1921.

---

### Articles.

- ALMEIDA (Comte Mendes de), Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Rio de Janeiro. — *Rapport sur « Le régime pénitentiaire au Brésil et le Congrès International de Prague »*. — Revue Pénitentiaire, septembre-décembre 1930, p. 373 et s.
- BARRIGUE DE MONTVALON (DE), Conseiller à la Cour de cassation. — *Rapport « Du rôle des magistrats dans l'exécution des peines »*. — Revue Pénitentiaire, avril-septembre 1932, p. 170 et s.
- CASABIANCA (DE), Conseiller à la Cour de cassation. — *Rapport sur « Le nouveau Code pénal italien »*. — Revue Pénitentiaire, septembre-décembre 1930, p. 396 et s.
- FOERDEN, Conseiller à Oslo. — *Communication faite à la Société générale des Prisons sur la loi du 22 février 1929 sur l'intervention du magistrat dans l'exécution de la peine en droit norvégien*. — Revue Pénitentiaire, séance du 26 novembre 1931.
- GIVANOWITCH, Professeur à la Faculté de Droit de Belgrade. — *Observations sur le rapport de M. de Montvalon sur « Le rôle des magistrats dans l'exécution des peines »*. — Revue Pénitentiaire, 1932, p. 282 et s.
- GLASER (Stefan), de l'Université de Wilno. — *Rapport sur « La réforme de la législation pénitentiaire polonaise »*. — Revue Pénitentiaire, 1931, p. 194 et s.
- LEMKIN (Raphael), Docteur en Droit, Substitut du Procureur de la République à Varsovie, Rapporteur au Secrétariat.

tariat général de la Commission de Codification de la République de Pologne, Membre correspondant du Bureau International pour l'Unification du Droit pénal. — *Rapport sur « La réforme du Droit pénal en Tchécoslovaquie »*. — *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 449 et s.

LENYS (A.), Substitut du Procureur de la République près le tribunal de Boulogne-sur-Mer. — *Etude sur le « Rapport fait au nom de la Commission de l'Hygiène chargée d'examiner la proposition de résolution concernant la création d'annexes psychiâtriques des prisons et de laboratoires d'anthropologie criminelle », par M. Caujolle, député* (Imprimerie de la Chambre des députés, Paris, 1931), et *Observations de M<sup>e</sup> Maurice Garçon*. — *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 493 et s.

LYON-CAEN, Avocat-général près la Cour d'appel de Paris. — *Compte rendu du Congrès de Prague de 1930*. — *Revue Pénitentiaire*, janvier-juin 1931, p. 5 et s.

MOSSÉ (Armand), Inspecteur général des Services administratifs au Ministère de l'Intérieur, chargé de conférences à l'Institut de Criminologie près la Faculté de Droit de Paris. — *Variétés pénitentiaires* (Librairie du « Recueil Sirey », Paris, 1931.).

NEYMARK (Edward), Directeur de la « *Revue Pénitentiaire de Pologne* ». — *Article sur le projet de Code pénal polonais*. — *Etudes criminologiques*, 1928, n<sup>os</sup> 4 et 5, p. 135 et s.

PELLA. — *Observations sur le rôle du juge dans l'exécution des peines dans le projet de Code pénal roumain*. — *Revue Pénitentiaire*, 1932, p. 214.

RIVIÈRE (Albert). — *Rapport sur les moyens de réaliser l'unification des services et des commissions concourant à l'exécution des peines ou à leur modification en cours d'exécution*. — *Revue Pénitentiaire*, 1911, p. 614 et s.

SASSERATH (Simon), Avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, Professeur à l'Institut des Hautes Etudes de Belgique, Membre suppléant de la Chambre des Représentants, Directeur de la *Revue de Droit pénal et criminologie*, Secrétaire général de l'« Union Belge de Droit pénal ». — *Rapport sur « La loi belge de défense sociale »*. — *Revue Pénitentiaire*, 1928, p. 13 et s.

**Documents et Revues.**

Circulaire de M. Léon BÉRARD, Garde des Sceaux, du 20 juin 1931, sur l'*Organisation des patronages en province*.

*Etudes Criminologiques*. — Année 1928.

*Revue Internationale de Droit pénal*. — Année 1932.

*Revue Pénitentiaire et de Droit pénal*. — Années 1911, 1924, 1926, 1930, 1931, 1932. — Notamment:  
1911. — *Discussions sur le rattachement des prisons à la Justice*;  
1932. — *Discussions sur le rôle des magistrats dans l'exécution des peines*.

*Statistique pénitentiaire* (Melun, Imprimerie administrative). — Notamment:

*Compte général de l'année 1880 et rapport annexé.*  
*Compte général de l'année 1900 et rapport annexé.*

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

## INTRODUCTION.

### SECTION I.

|                                                                                          |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| La décroissance réelle de la criminalité et l'accroissement moderne de la récidive ..... | 10 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----|

### SECTION II.

|                                 |    |
|---------------------------------|----|
| Les fonctions de la peine ..... | 16 |
|---------------------------------|----|

### SECTION III.

|                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| Seule la peine employée contre la récidive ne remplit pas sa fonction ..... | 20 |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|

### SECTION IV.

|                                                                            |    |
|----------------------------------------------------------------------------|----|
| Conditions de réussite d'une peine réformatrice; le contrôle du Juge ..... | 23 |
|----------------------------------------------------------------------------|----|

## PREMIÈRE PARTIE.

### *L'intervention des magistrats dans l'exécution des peines en droit français contemporain.*

#### SECTION I.

|                   |    |
|-------------------|----|
| Etat actuel ..... | 33 |
|-------------------|----|

#### SECTION II.

##### Historique:

|                                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. Origine: les magistrats tenus à l'écart de l'exécution des peines depuis la Révolution .... | 39 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

|                                                                                                                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| II. Les progrès, au cours du XIX <sup>e</sup> siècle, de l'idée d'individualisation de la peine dans ses rapports avec le développement des Comités de surveillance ..... | 41 |
| III. Cause essentielle de l'échec des Comités de surveillance: le simple rôle d'avis des magistrats .....                                                                 | 46 |

## SECTION III.

|                                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| La loi de 1912 sur les mineurs; aptitude des magistrats à diriger l'exécution des peines ..... | 51 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## SECTION IV.

|                                                                                        |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Les autres interventions des magistrats dans l'exécution des peines actuellement ..... | 55 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----|

## DEUXIÈME PARTIE.

*Rôle des magistrats dans l'exécution des peines, en législation étrangère.*

|                           |    |
|---------------------------|----|
| I. Belgique .....         | 59 |
| II. Hollande .....        | 72 |
| III. Norvège .....        | 73 |
| IV. Yougo-Slavie .....    | 74 |
| V. Tchéco-Slovaquie ..... | 76 |
| VI. Roumanie .....        | 77 |
| VII. Pologne .....        | 78 |
| VIII. Espagne .....       | 79 |
| IX. Italie .....          | 81 |
| X. Brésil .....           | 86 |

## TROISIÈME PARTIE

*Extension de l'intervention des magistrats français  
à l'exécution des longues peines privatives  
de liberté.*

|                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I.                                                                                                                 |     |
| Intérêt de la question .....                                                                                               | 99  |
| SECTION II.                                                                                                                |     |
| Les différentes solutions possibles:                                                                                       |     |
| I. Simple avis des magistrats .....                                                                                        | 111 |
| II. Système donnant aux magistrats un pouvoir<br>de décision .....                                                         | 122 |
| III. Inconvénients du partage d'autorité, et sys-<br>tème donnant tous les pouvoirs d'exécution<br>à la magistrature ..... | 144 |
| SECTION III.                                                                                                               |     |
| Projet de réforme adaptant l'exécution des peines<br>à la lutte contre la récidive .....                                   | 151 |
| I. Les nouveaux rôles de la magistrature .....                                                                             | 153 |
| II. Les nouveaux organismes .....                                                                                          | 164 |
| III. Fonctionnement de ces organismes .....                                                                                | 170 |
| SECTION IV.                                                                                                                |     |
| Mise en œuvre du projet .....                                                                                              | 189 |
| CONCLUSION .....                                                                                                           | 201 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                        | 205 |

---



---

IMPRIMERIE DU PALAIS — M. PORNON  
Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier, DIJON

---









